ANNÉE NOVEMBRE 1945

LA VIE
NTELLECTUELLE



LES ÉDITIONS DU CERF · PARIS

LA VIE INTELLECTUELLE

Revue mensuelle

XIII[e] ANNÉE NOVEMBRE 1945 N° 10

SOMMAIRE

On trouvera à la troisième page de la couverture les conditions d'abonnement à la Revue.

Lendemain d'élections

22 octobre au matin. *L'ami que je vais voir est penché sur ses journaux. Dès mon arrivée, surgit la question attendue : « Et que pense l'Église des résultats du scrutin ? »*

— Ce que l'Évangile d'hier matin nous rappelait si opportunément : qu'il faut rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.

— Mais ne savez-vous donc pas que le tout de la vie de l'homme est déjà engagé dans la structure des idées temporelles ?

— A coup sûr. Aussi quel qu'eût été le résultat d'hier, et quel que soit demain le jeu des partis en présence, nous continuerons ici de lutter — soyez-en assuré — pour que cette vie humaine, inlassablement défendue par l'Église, s'épanouisse autant qu'il est possible en notre monde. Mais nous lutterons plus encore pour que sans cesse grandisse sur notre sol la vie de foi. Croyez-vous que celle-ci soit à la merci d'un bulletin de vote ?

— Ne craignez-vous pas, en parlant de la sorte, de vous couper de toute attache terrestre ? Ou bien prétendez-vous vous réfugier dans la contemplation ?

— Fût-il contemplatif, le chrétien ne pourrait échapper à toute responsabilité. Car il n'est point pour lui de contemplation véritable, tant qu'il acceptera qu'un seul de ses frères soit privé par l'injustice du sort ou par la dureté de la vie de la possibilité d'écouter la voix du Christ ou d'y répondre. Vous comprenez alors pourquoi le Christ a dit : « Je ne suis pas venu apporter la paix, mais la guerre. » La contemplation chrétienne, si nous en voyons la véritable nature, n'a pas cessé de faire de nous des combattifs.

— *Alors je ne comprends plus votre sereine indifférence devant les événements politiques du pays.*

— *Indifférence n'est pas le mot, et nous verrons pourquoi. Mais vous me parliez de la vie de l'Église, et je voudrais que lorsqu'il s'agit d'elle tous les chrétiens partageassent, au milieu des luttes partisanes, ma sérénité. Car ce n'est pas son sort qui s'est décidé hier. Son sort s'est joué, il y a plus de mille neuf cents ans, sur une croix, et nous savons qu'elle a remporté la victoire. Pour la continuer, il nous est demandé de maintenir une foi intègre et ardente au contact d'un monde dont la structure peut souvent nous dérouter. J'aimerais que le chrétien gardât une confiance assurée dans la conduite d'événements qui sont toujours disposés pour la victoire des causes qui lui sont le plus chères, et qu'il prît devant eux conscience de son unique tâche, dès là qu'il s'agit de l'Église : maintenir très intense le feu que le Christ a allumé. Et l'œuvre que nous avons à faire sera faite.*

— *Ainsi, lorsqu'il s'agit d'élire une constituante, vous ne me parlez que de l'Église.*

— *Ne m'avez-vous pas interrogé à son sujet? J'ai voulu marquer nettement quelle doit être, en l'occurrence, notre pensée de l'Église.*

— *Mais les chrétiens n'ont-ils pas aussi à penser à la France?*

— *A coup sûr, et ils l'ont fait magnifiquement par leur résistance à l'oppression.*

— *N'ont-ils pas à prendre part à l'œuvre de reconstruction, et d'abord à l'élaboration de la Constitution?*

— *De toute évidence, aussi le font-ils également. Peut-être n'avions-nous jamais vu à ce point les chrétiens prendre leurs responsabilités de plain-pied sur la place publique.*

— *Vous voulez parler du M.R.P.?*

— *Je parle de tous les groupements à l'activité desquelles ils prennent part. Dans la résistance, il n'y avait pas de groupes privilégiés où ils avaient à s'engager : dans tous on trouvait des chrétiens. Maintenant également. Si l'on excepte le parti communiste (et encore pourrait-on rencontrer des chrétiens au M.U.R.F. et on en trouvait au Front National,*

avant les récents événements), tous les groupements politiques comptent des chrétiens. Il est plusieurs raisons pour lesquelles nous n'aimons pas avoir en France de parti catholique. L'une d'entre elles — et non la moins forte — est que les catholiques eux-mêmes n'entendent pas être forcés, au nom de leur foi, à s'inscrire à un parti déterminé. Leur répulsion rejoint ici celle qu'aurait l'Église à leur en donnér la consigne.

— *Vous préférez sans doute avoir dans chaque groupement des hommes capables de défendre les intérêts de l'Église ?*

— *Serions-nous si intéressés ? Notre pays est à organiser, le régime à constituer et cette double tâche s'impose aux différents partis. Ils ont à reconstruire la France presque dans son entier, une France dont on se demande même à certains moments si les seuls morceaux restés debout ne devraient pas d'abord être démolis. Chacun de nous ne demande au parti qu'il a choisi que d'avoir le souci du bien commun de la nation française.*

— *Mais qu'apportez-vous à cette œuvre de spécifiquement chrétien ?*

— *La lumière que nous donne notre foi, pour mieux saisir la grandeur de l'homme et mieux voir la maison qu'il faudrait bâtir, la nation qu'il faudrait organiser, pour qu'il puisse s'y épanouir librement.*

— *Mais peut-être, cependant, est-il bon et même nécessaire que les chrétiens se groupent entre eux pour défendre ou plutôt proposer cette conception chrétienne de l'homme.*

— *Cela dépend. Quand il s'agit de ce que nous appelons l'homme intégral, ou achevé par sa rencontre religieuse avec Dieu, il est bien sûr que les chrétiens doivent se regrouper entre eux dans l'Église, mais celle-ci déborde les frontières de toute nation. Mais s'il s'agit de la France, dont le bien commun a ses exigences propres, chacun de nous rejoindra ceux qui lui semblent le mieux servir la conception qu'il se fait de ce bien commun.*

— *Pourtant il est des formations auxquelles il ne pourra adhérer.*

— *Évidemment celles qui se réclament de conceptions ennemies de notre foi chrétienne. Quiconque met au principe de son action l'athéisme ou l'antichristianisme mili-*

tants ne peut être surpris que les chrétiens refusent de se joindre à lui. Le chrétien, même dans une tâche politique, ne peut renier les conceptions transcendantes auxquelles il est dévoué.

— Mais n'est-il pas amené à concevoir de façon chrétienne le bien commun de la nation, et par là à ne travailler qu'avec ceux qui partagent sa foi?

— Non, encore une fois. En raison même de la grandeur de l'Église, et du bien commun de la cité. Dans un pays où chrétiens et non-chrétiens vivent ensemble, c'est sur une conception de l'homme, ouvert à coup sûr à la foi chrétienne, mais aussi à d'autres spiritualités que se fait la rencontre.

— Pourtant, en fait, vous reconnaîtrez que le M.R.P. a été organisé surtout par des chrétiens et qu'un grand nombre d'entre eux ont dû s'y trouver plus à l'aise.

— A coup sûr. Je saluerai même volontiers la vague montante de ce jeune parti comme un événement. Mais, bien que je n'aie aucune autorité pour donner des conseils au M.R.P., je pense qu'il ne pourra continuer son action efficace que s'il persiste dans son vouloir, et même le fortifie, d'être chaque jour moins confessionnel. Beaucoup de ceux qui ont voté pour le M.R.P., qui ont élu les chrétiens les plus déclarés de ses listes, ne sont ni des pratiquants, ni même des croyants. Ce jeune parti a le devoir d'aboutir à une action commune et féconde avec les autres groupements qui hier travaillaient comme lui, dans la résistance à l'ennemi, qui aujourd'hui ont à enfanter la IVe République. Il sera grand dans la mesure où il retrouvera ces aspirations humaines qui, ouvertes à la foi comme à tout idéal humain, nous a fait refuser hier l'esclavage, nous fait aujourd'hui un devoir de rendre la France présente dans la nouvelle croissance du monde.

Qu'il nous aide à faire face à la tâche que tant de peuples attendent de notre pays. Du même coup il nous aidera à mieux comprendre l'œuvre de l'Église, qui est, quel que soit l'avenir de notre planète, d'y maintenir le Christ présent.

CHRISTIANUS.

ÉGLISE ET CHRÉTIENTÉ

Louis Bouyer. *Actualité de Newman et de sa conversion (1845-1945).*

« Les œuvres susceptibles d'une influence indéfinie ne sont pas celles qui se sont achevées elles-mêmes ici-bas, celles-ci meurent avec le temps dans lequel leur perfection s'est inscrite. Il n'est pas au contraire de puissance indéfiniment créatrice, sinon dans la croix... »

*** *Ce que le G.I. pense de l'Église.*

« Qu'est-ce que le G. I. pense de l'Église ? » se demande un pasteur protestant, au milieu de l'armée américaine. La réponse n'est peut-être pas seulement utile aux protestants et aux Américains.

Mgr Yupin. *Un vaste champ.*

Les problèmes missionnaires de la Chine de Tchiang Kaï-Shek, exposés par le grand évêque chinois qui, venu dans notre pays en 1938, présida une des grandes conférences des ambassadeurs organisées par les Éditions du Cerf, à la suite de laquelle il dit au P. Bernadot : « C'est en France que j'ai trouvé la chrétienté. »

NOTES ET DOCUMENTS

Lettre pastorale des Évêques catholiques allemands.

ACTUALITE DE NEWMAN ET DE SA CONVERSION (1845-1945)

Voici cent ans, exactement le soir du 9 octobre 1845, John Henry Newman était reçu dans l'Église catholique. Cette adhésion venait au terme d'un immense travail de pensée et de prière, dont l'*Essai sur le développement* n'est que le bourgeon terminal. On pouvait croire qu'elle serait l'origine d'un épanouissement. En fait, elle le fut bien pour autant que Newman avait enfin trouvé l'Église qu'il cherchait, et en elle le foyer naturel de sa vie et de sa pensée. Mais les hommes d'Église ne contribueraient guère personnellement à cette influence vivifiante et illuminatrice du Corps et du Chef qu'ils représentaient. Épanouissement, donc, mais presque tout intérieur. A chaque fois que la sève nouvelle dans ce nouveau rameau s'apprêterait à produire son fruit, ces jardiniers maladroits, après une hâte impatiente de l'utiliser, s'effraieraient de sa vitalité insolite et ne s'emploieraient plus qu'à la contenir ou à l'écraser. La vie de Newman, à vues humaines, n'est rien d'autre que la succession de deux splendides échecs : écroulement de l'édifice élevé en dehors de l'Église, paralysie successive de tous ses efforts en elle et pour elle... Son œuvre, si considérable qu'elle apparaisse, d'un côté n'est que ruine, et de l'autre ... *pendent opera interrupta.*

Mais justement, il se trouve, dirait-on, que les œuvres susceptibles d'une influence indéfinie ne sont pas celles qui se sont achevées elles-mêmes ici-bas; celles-ci meurent avec le temps dans lequel leur perfection s'est inscrite. Il n'est pas au contraire de puissance indéfiniment créatrice sinon dans la croix. Contrarier la vie, c'est souvent, c'est toujours plus

ou moins l'estropier. Mais chez ceux qui portent en eux l'étincelle divine, c'est lui interdire de trop faciles incarnations. C'est en la libérant des réussites qui enlisent, la réserver pour des fécondités plus spirituelles mais aussi plus durables. Interdire l'action, ce peut être, sans qu'on l'ait voulu, retirer toute limite à l'influence.

Et c'est ainsi que Newman, justement parce que jamais sa pensée n'a pu s'installer dans son époque, entraîne sans effort les esprits devenus les plus étrangers à ce que celle-ci prenait pour l'évidence. Dire cela, c'est sous-entendre que cette pensée ne doit pas être étudiée comme un système statique, impersonnel, mais poursuivie à la trace. Si elle peut nous guider dans nos propres détours, ce n'est pas à la façon d'une carte, mais d'un limier.

Cette brève étude voudrait surtout présenter, à ceux qui ne le connaissaient guère, Newman non pas comme un « éminent victorien » mais bien comme un possible contemporain. Elle ne tentera donc pas d'édifier aucune hypothétique reconstruction, pour la baptiser « philosophie de Newman »; mais simplement elle le suivra lui-même d'œuvre en œuvre, c'est-à-dire d'essai en essai. Et s'il se peut découvrir « tel qu'en lui-même enfin l'éternité le change », soyons assurés que c'est dans ce mouvement même, dans cette Odyssée, ou plutôt cette Énéide spirituelle que fut son existence. Elle ne débouche sur aucun terme où s'arrêter ici-bas, car aussi bien il ne s'y agissait point de retourner à aucune patrie qui nous fût déjà connue, mais à celle qui est toujours à venir, quoique ses fondements soient éternels.

I

Mais d'abord à quoi tient cette séduction étonnante que Newman exerce encore? Souvent elle captive des gens qui, tombés par hasard sur un de ses livres, n'en ont lu que quelques pages. D'où donc ce pouvoir et d'où sa persistance? A cette question, je ferai une réponse digne d'Ésope. C'est qu'il est le plus personnel et le moins personnel des auteurs. Il est le plus personnel. Je veux dire qu'il n'y a pas pour lui de problèmes abstraits. Non qu'il en nie l'existence

ou qu'il soit incapable de s'en occuper (il était au contraire, ses notes intimes et les témoignages de ses proches le montrent, extraordinairement doué pour des études comme les mathématiques ou la logique formelle). Mais ils ne l'intéressent pas. Et les problèmes vitaux auxquels il a consacré tout l'effort de sa méditation, pour lui, sont susceptibles d'une solution qui ne soit pas dérisoire, seulement s'ils sont attaqués par la vie elle-même, c'est-à-dire la vie concrète, la vie de tel ou tel, et puisque c'est lui qui pense, sa vie à lui. Pas de penseur religieux, non pas même Kierkegaard, qui soit, à cet égard, aussi délibérément et exclusivement existentiel.

Et il est le moins personnel. Car s'il est tout entier engagé comme sujet dans sa recherche, comme objet, personne qui soit plus détaché de soi. Cet anti-romantisme qui est le nôtre, cette exaspération devant toute attitude où notre psychanalyse flaire un complexe inavoué, cet âpre désir de lucidité à tout prix, ont-ils rencontré jamais quelqu'un si prêt à admettre tout ce qui démentirait son personnage, si large à faire d'emblée sa part à l'avocat du diable ?

Présence de l'âme tout entière dans le penseur, et transparence du regard, chez lui plus exigeante encore s'il se peut que chez aucun rationaliste : de ce contraste, de cette tension est fait sinon tout le charme de Newman, au moins son mordant et sa ténacité.

*
* *

Quelles sources peut-on lui trouver ? Ce poète, ce religieux d'une extrême *otherworldliness* était (tout arrive) fils d'un banquier de la Cité. L'influence de l'éducation première, sur lui comme sur beaucoup de protestants, fut surtout l'influence de la Bible : un monde spirituel sans bords, révélant la vie divine dans la vie la plus richement humaine, et grâce à la Bible anglaise, la moins infidèle peut-être des traductions, une inconsciente fusion, dans l'esprit qui s'ouvre, de la mystique et de la poésie.

J'ajouterai, dussè-je surprendre quelque peu, l'influence d'une maison, celle de Grey's Court, Ham, où il vécut jusqu'au moment d'aller à l'école. On ne saurait croire quelle

peut être la marque d'un lieu sur l'esprit d'un enfant. Il y en a qui sont hantés par ce premier souvenir, comme une pédale d'orgue qui colore tous les autres. Là, Newman enfant trouva et goûta le silence, la solitude dans une nature qui semblait humanisée sans être blessée, et ce mélange de noblesse sans pose, de grâce sans abandon dont il prendra la teinture indélébile.

Dans la précocité intellectuelle de ces années, ses propres souvenirs révèlent déjà la surprenante ambivalence qui sera sa force et le cachet de son génie. Une imagination extraordinaire, un pouvoir tout spontané de réaliser l'invisible : « Il m'arrivait souvent de souhaiter que les contes des *Mille et une nuits* fussent vrais... Je pensais que la vie pouvait être un rêve, que je pouvais être un ange, et tout ce monde une illusion, les anges, mes frères, s'amusant à se cacher de moi et à m'abuser avec les apparences d'un monde matériel. » Et un esprit critique d'une acuité déconcertante; tout gamin il lit Voltaire et note tranquillement, l'ayant lu : « Combien impie, mais combien attirant[1]!... » Avec ces dons étrangement contrastés, le petit homme qu'il était s'avançait dans la vie, sûr de lui. Or, en 1816, à la veille de quitter la *public school* d'Ealing, à travers un homme, le Révérend Walter Mayers, il rencontre Dieu, non comme une notion, mais comme un être, comme une personne qui lui dit « Tu » et s'affirme aussitôt le maître de ses dons. Mayers et les livres qu'il lui avait prêtés étaient calvinistes. Il laissera tomber en cours de route la notion que Calvin se fait de la double prédestination. Mais il ne perdra jamais la conscience, comme d'une expérience, de ce Dieu rencontré, intervenant lui-même en maître dans sa vie la plus personnelle : « ... *two and two only absolute and luminously self-evident beings, myself and my Creator*[2] ».

C'est en cette même année 1816 qu'il entre à Trinity College, à Oxford, et qu'il ébauche cette lecture des Pères qui le conduirait, selon ses propres expressions, *ex umbris et imaginibus ad veritatem*. En 1820, il est *fellow* d'Oriel. Une année plus tard, il a intérieurement voué sa vie au célibat pour l'œuvre de Dieu. En 1825, il est prêtre de l'Église an-

1. *Apologia*, chap. I.
2. *Ibid.*

glicane. Pendant ces années, l'influence de Whately, le prince des *noetics*, subie dans le Common room d'Oriel, va tendre à l'extrême la corde rationnelle. Mais en 1827, la mort soudaine de sa jeune sœur Mary réveillera l'autre corde, celle qui vibre à tous les souffles invisibles : « Quel voile et quel rideau que ce monde sensible! Beau, sans doute, mais rien qu'un voile[3]... »

Whately, cependant, n'avait pas fait qu'aiguiser son esprit critique. Il avait solidement implanté en lui l' « anti-érastianisme », ce qui signifie, dans le langage anglican, le sens de l'indépendance du spirituel et de ses organes à l'égard du pouvoir temporel. Et ce spirituel chrétien, Hawkins, le futur prévôt d'Oriel, lui avait appris à le chercher, non dans l'individualisme protestant, mais dans la communion vivante de la tradition. Dès lors, si personnel que soit pour lui le christianisme, il ne le concevra plus autrement qu'en Église. Une plus jeune amitié, bien différente de celle de ces deux « dons » hautement traditionnels, celle de Hurrel Froude, va précipiter les choses. Aristocrate dans l'âme, *tory*, sportif et ascète, passionné de l'Église médiévale, mais enfant terrible de l'Église établie, Froude préparera sa timidité native à toutes les brisures et découragera en lui toute velléité de réconcilier le christianisme avec le monde. Surtout (pour l'instant, car il avait mieux lui-même à lui donner, mais Newman ne le comprendrait que plus tard), il le rapprocha de Keble au moment où Newman en avait besoin. Keble ranime dans son esprit le sens de l'invisible, envahissant le visible lui-même, et le prépare à déchiffrer l'appel divin dans la mort de Mary. Désormais il gardera entre les mains toutes les armes du logicien; mais il ne saurait plus être tenté d'oublier le *non in dialectica placuit Deo salvum facere populum suum* de saint Ambroise.

II

En 1829, il succède à Hawkins, élu prévôt, dans la cure de S. Mary's. C'est le début des *Parochial and plain sermons*. L'année suivante, il donne son premier livre, tout plein des

3. *Letters and Correspondence*, éd. par Ann Mozley, t. I, p. 161.

Pères, rafraîchis pour lui par le contact de Keble : *Les Ariens du IVe siècle*. Des sermons, qui se poursuivront durant plus de dix ans, nous parlerons tout à l'heure. Arrêtons-nous d'abord à ce premier travail.

Dans son milieu, on le jugea *a dull pook*. C'est pour une part que l'Oxford de son temps n'appréciait guère les travaux proprement scientifiques, lorsqu'ils s'écartaient d'une simple édition impeccable, telles les *Reliquiae sacrae* de Routh. Mais c'est aussi que le jeune *fellow* avait tout mis de lui-même dans cet étonnant volume, encombré d'arrière-pensées. Défense et illustration du dogmatisme religieux, en réaction un peu fracassante contre le latitudinarisme de son milieu. Culte de la tradition, comme d'une communion d'esprits immortels dans la vérité révélée confiée à leur vivant accord. Résurrection du christianisme patristique. Enthousiasme devant une vision poétique et mystique du monde, suscitée à vrai dire par Keble et son *Christian Year*, mais retrouvée chez les Pères (et en lui-même) avec des harmoniques inconnues au Wordsworth anglican, tout en demi-teintes. Et déjà s'amorce chacun des thèmes que reprendront les développements ultérieurs sur foi et raison...

En 1832, il fait la découverte de l'*Analogy*, cette singulière apologétique de Joseph Butler, à laquelle nul, sur le continent, n'a encore accordé le quart de l'attention qu'elle mérite. Il la connaissait, bien entendu, de longue date, comme un manuel spécifiquement oxonien. Mais il la découvre comme une réponse à ses questions actuelles... Une réponse incomplètement satisfaisante et qu'il corrigera décidément. Il reste que Butler est pour lui un catalyseur de premier ordre. Il cristallise cette conviction désormais chez lui fondamentale : les difficultés insolubles pour la foi n'y peuvent faire un obstacle légitime; toute science humaine, en effet, en comporte d'analogues. A chaque domaine de la réalité, il appartient un type propre d' « evidences ». Mais celles-ci, pour notre esprit limité, ne résolvent jamais les difficultés posées par une réalité indéfiniment complexe : elles les enjambent simplement.

Sur ce, détente exigée par un surmenage trop soutenu. Il part avec Froude pour un voyage méditerranéen. Et c'est là cette nouvelle expérience, dans l'isolement et la maladie en Sicile, de la proximité de Dieu, de sa main posée sur lui,

de sa souveraineté contre laquelle il serait vain de regimber, de se targuer d'une fallacieuse indépendance. Il écrit *Lead, kindly Light...*, la prière, dit-on, le plus souvent imprimée après l'Oraison dominicale. La Providence nous conduit, pas à pas, sans nous révéler le chemin, sinon l'étape quotidienne. Que faire, sinon y consentir ? Mais non pas comme à quelque *fatum*. Ce visage qui s'approche et se laisse reconnaître sans se laisser saisir, c'est celui de l'Amour suprême en qui tout amour véritable meurt et renaît pour un immortel revoir...

Le 14 juillet 1833, comme Newman remettait le pied sur le sol anglais, Keble, à S. Mary's, pour les Assises, le doux Keble, saisi d'un souffle prophétique inattendu, prononçait la mercuriale qui allait déclencher le mouvement d'Oxford. Ce nouvel et plus tendre George Herbert avait osé parler d'*apostasie nationale*... Il ne savait pas si bien enflammer ses cadets. Voici Newman lancé dans les *Tracts for the times*, éperonné par Froude. Le premier paraît le 9 septembre 1833. Il s'agit de ressusciter dans la momie de l'*establishment*, qui tente les mains avides de l'État, rien de moins que l'Église des Pères. Les hommes graves, les tories *high and dry* s'effarouchent devant la pétulance de ces révolutionnaires de leur conservatisme. Mais l'un des plus graves, celui que Newman appelle Ὁ μέγας, le sérieux Pusey lui-même, après deux ans d'érosion, se détache de sa base et porte d'un coup toute sa masse au jeune parti [4].

Les tracts déclenchent, excitent, exaspèrent le mouvement d'Oxford. Les traductions patristiques viennent derrière, en rangs serrés comme d'irrésistibles vétérans appelés à la rescousse par les voltigeurs. Mais ni les uns ni les autres ne lui donnent son atmosphère, son tonus spirituel, son envahissant prestige et sa profondeur qui dépasse de bien loin toute cette agitation de surface. Cela, c'est l'œuvre des sermons qui se poursuivent, inchangés, dans la chaire de S. Mary's. Chose curieuse, il n'y est presque jamais question des thèses du parti : succession apostolique, système dogmatique et

4. Non sans d'ailleurs l'ankyloser quelque peu : ce n'est pas impunément qu'on remplace les banderilles par des catapultes, les *tracts* de quatre pages sur les responsabilités du clergé, assaisonnés de respectueuses impertinences, par des volumes massifs sur la théologie de la régénération baptismale, en style docte et circonlocutoire.

sacramentel, etc... Ils traitent directement, de préférence, des questions qu'il est plus malaisé à l'auditeur de discuter en petit autocrate à sa *breakfast table*. Tout le monde sent pourtant que des liens souterrains rendent les thèses des tracts solidaires de ces questions plus gênantes. Que sont donc celles-ci ? Elles vont droit au chrétien victorien, elles le mettent dans une position atrocement inconfortable, lui qui tient tant à ses aises, et surtout à cette aise suprême qu'est sa *respectability*. Mais la voix qui les formule possède un étrange pouvoir; on a beau se révolter, on ne peut plus cesser de l'entendre. Tel *Head* d'un collège y avance l'heure du dîner pour empêcher les *undergraduates* de venir aux vêpres de S. Mary's; mais lui-même se glisse dans l'église à chaque fois que Newman s'apprête à monter en chaire.

A travers l'indéfinie variété de ces méditations vibrantes et pourtant sereines (on en tirerait une dogmatique, une année liturgique, une suite de portraits des hommes de la Bible, etc...), deux défis sont constamment portés aux auditeurs. Ils visent et touchent chacun, aussi bien les *dons* que les étudiants ou que les boutiquiers de High Street. A l'assaut du christianisme-decorum, qui assure et rassure, élément majeur de l'estime de soi-même chez tout bon victorien, Newman lance un christianisme qui gêne et qui trouble, une religion qui décape tous les faux-semblants. Non pas une foi qui tranquillise, mais une foi qui engage. Non pas une toute-puissante sauvegarde pour les situations acquises ici-bas, mais le germe d'une irrémédiable inimitié avec ce monde.

Et contre le protestantisme émotionnel, contre la foi qui cherche son salut dans une expérience sensible, débarrassant du souci d'y travailler avec crainte et tremblement, la doctrine paulinienne et catholique que la grâce ne se sent pas, qu'elle ne se laisse confondre avec aucune expérience qu'elle peut procurer; qu'il n'y a pas d'autre moyen de la saisir que de s'y livrer par l'obéissance crucifiante.

Dès le premier sermon du premier volume, les deux thèmes sont annoncés, s'impliquant l'un l'autre dans un contre-point serré. Le titre dit tout : *La sainteté nécessaire à la béatitude future*. C'est une déclaration de guerre aussi bien à la justification par la foi sans les œuvres, conçue comme une « expérience de la conversion » dispensant de la sancti-

fication, qu'à la religion des honnêtes gens, pour qui Dieu est bon et n'en demande pas tant qu'on veut bien dire.

Bremond, fidèle à sa marotte du Newman égotiste, a voulu voir dans les *Parochial and plain Sermons* une espèce de journal intime en cryptogramme. Il est vrai que les derniers (et davantage les *Sermons on subjects of the day*), cherchant à guider les âmes dans la crise du mouvement, suivent pas à pas la croissance du jour, à mesure qu'il apparaît au guide lui-même. Encore faut-il être attentif à un fait rendu patent par la correspondance, l'*Apologia* et les témoignages : Newman ne voulut jamais conduire les autres sinon par leurs propres lumières. Nombre de ces sermons où l'on croirait voir l'expression personnelle de son esprit au moment qu'il les prononce, de fait ne correspondent à aucune étape de sa propre pensée. Ils occupent, par hypothèse, des positions intermédiaires qu'il voyait adoptées autour de lui, pour répondre aux difficultés qu'elles soulevaient et qu'on attendait qu'il résolût. Ce qui reste vrai, c'est que Newman, comme tout prédicateur qui n'est pas ce qu'il craignait plus que tout : un rhéteur et un histrion, ne peut prêcher autre chose que sa propre oraison. Encore une fois, ce n'est pas qu'il se prêche lui-même, mais qu'il a commencé par se prêcher à lui-même ce qu'il prêche aux autres. Aussi n'est-il pas étonnant qu'on retrouve à travers tous ces sermons, non pas tant certaines idées qu'une certaine organisation de l'ensemble du dogme chrétien, sur les lignes d'arête où ses intuitions les plus intimes ont fixé la lumière. Quelle que soit la page où l'on tombe, on s'orientera bientôt sur quelques grandes constellations toujours visibles au-dessus de l'horizon.

La première nous conduit vers ce que j'ai nommé *otherworldliness*. Ce n'est certes pas une particularité de Newman que de prêcher le détachement d'ici-bas, le mépris du monde et de ce qui s'y trouve. Mais sa manière de nous y inciter est bien à lui. « Nous n'avons pas ici-bas de cité permanente », ce n'est pas à dire, comme il comprend ce texte et ses pareils, que nous n'ayons pas de cité terrestre, mais que nous n'en ayons pas où nous puissions nous arrêter. C'est si l'on veut un au-delà de l'humanisme; ce n'est pas un anti-humanisme, encore moins un en-deçà (comme le christianisme vu par Nietzsche et dont il nous serait ma-

laisé de nier qu'il existe). Mais l'ascétisme, ou plus exactement l' « eschatologisme » de cette vue des choses, n'est que plus corrosif. La vie chrétienne, telle qu'il la suppose, est toute en attente; et ce n'est pas une attente immobile; c'est bien au contraire un mouvement sans repos. Il n'ignore rien des vrais biens de ce monde. Toutefois, il n'en est aucun dont la possession pour lui soit plus qu'un présage. Tous sont faits pour être dépassés. Reconnus sous leur vrai visage, dans toute la profondeur de leur propre beauté, ils évoquent plus qu'eux-mêmes. « ... *Two and two absolute and luminously self-evident beings, myself and my Creator.* » Ce monde inépuisable où tout nous attire, qu'est-il en son fond, sinon un vaste et multiple signe par quoi l'Unique nous appelle? Le reconnaître, Lui, l'attendre de cette attente vivante qui nous porte tout entiers vers Lui, c'est déchiffrer le sens même des choses. Elles ne sont rien, sinon ses créatures[5].

Le christianisme peut et doit projeter sur la terre un reflet anticipé du ciel. Lui seul peut donner à la cité terrestre toute la stabilité, toute la cohérence, toute l'harmonie dont elle est finalement susceptible. Nul plus que Newman n'en est conscient. Nul mieux que lui ne sait le montrer. Mais il nous interdit inexorablement de prendre pour le but ce qui n'est qu'un effet latéral. Là n'est pas l'unique nécessaire. La grâce ne nous est pas donnée pour couronner la nature, mais la nature pour s'abandonner à la grâce. L'Église n'est pas faite pour aménager la terre, mais pour entraîner vers le ciel. La parole divine ne nous dit rien qui autorise aucun enracinement, aucune installation. Elle nous souffle, aujourd'hui comme jadis à Abraham : « Quitte ton pays, ta famille et la maison de ton père; va vers la terre que je te montrerai... » Elle ne condamne aucune vraie richesse. N'est-ce pas elle qui les a faites? Mais c'est comme un viatique qu'elle nous les donne. Et si ce n'est pas à Celui dont toute beauté resplendit que les lumières créées nous acheminent, si nous voulons les arrêter, leur clarté vacille, et pour avoir dédaigné le soleil invisible qui les meut, nous restons seuls parmi des astres éteints. La magie de ces discours, c'est tout sim-

5. Cf. le n° 25 du tome I, et le poème contemporain, *The Pilgrim* (l'un du 17, l'autre du 21 juillet 1831).

plement qu'ils suggèrent, avec une puissance inégalée, la présence divine, la réalité divine, non comme une réalité parmi d'autres, mais comme *la* réalité. Celle aussi bien qui fonde toutes les autres, et qui les éclipse aussi bien. Quand on écoutait ces sermons, quand on les lit, ce qui subjugue toujours c'est le sens que cet homme est un témoin. Il a vu, il a rencontré Celui qui est là et que nous oublions. Et lui, qui L'a vu, ne peut plus L'oublier, et nous qui l'avons entendu en parler, il nous semble que nous ne le pourrons plus désormais. Ce monde où nous nous croyions naïvement chez nous, désormais nous savons qu'il est à un Autre, qui peut paraître, qui va paraître d'un moment à l'autre. Dès lors, tout ce qui ne nous y prépare pas à cette rencontre n'est que futilité[6].

S'il est vrai que l'ascèse chrétienne n'est pas condamnation, mais préférence, jamais christianisme à la fois plus ascétique et plus purement chrétien n'a été prêché. Mais pour qu'un appel au détachement aussi suavement inexorable garde ce sens, il faut supposer une saisie et une évocation extraordinaire du monde invisible. Et c'est la seconde caractéristique de la prédication newmanienne : à côté de son détachement du visible, son sens de l'invisible. Tel que Newman le conçoit, le monde invisible n'est pas loin de ce monde visible, il n'en est même pas exactement proche : il y est. Simplement Newman nous fait regarder avec des yeux dessillés ce monde dont des sens atrophiés ont réduit pour nous les dimensions à des limites illusoires. Nous nous sommes si bien habitués à n'y voir plus que ce qu'il nous plaît d'y voir que nous croyons le reste anéanti, qu'il nous semble n'avoir jamais existé. Il existe pourtant, il est là toujours, il est toujours le tout, et ce que nous croyons tel n'a jamais été plus que la frange. Il suffit d'un heurt, d'un léger décalage dans notre optique toute artificielle pour la désemparer. Nos perspectives faussement immuables se dérangent, et la vraie profondeur des choses s'ouvre comme un abîme sous nos pas. Newman excelle à provoquer ce rien qui nous arrache à nous-mêmes et nous rend au réel intégral. Tout uniment, par des touches insensibles comme une étreinte angélique, et comme elle irrésistible, il nous amène en quel-

6. Cf. *Parochial and plain Sermons*, t. III, n° 1.

ques pas à un promontoire tout proche de notre caverne bien close, et d'un coup le vertige de l'infini nous angoisse.

Jacob, fatigué d'un jour de marche à travers le désert, s'apprête à passer la nuit dans une halte de fortune. C'est un lieu comme tous les autres, il ne l'a choisi que parce qu'une pierre s'y trouvait où il pensait pouvoir reposer sa tête. Mais à peine s'est-il endormi, il croit rêver. Et c'est alors, de fait, qu'il voit la vraie réalité. Dans ce lieu, les anges étaient présents, montant et descendant de la terre jusqu'à Dieu. Il s'éveille saisi de crainte, se dit à lui-même : « C'est ici la maison de Dieu, et je ne le savais pas. » Notez bien, insiste Newman, qu'il n'est pas dit que les anges étaient venus pendant son sommeil. Ils étaient là dès le début, mais il était incapable de les voir, et Dieu n'a fait que les lui révéler : « C'est ici la maison de Dieu et je ne le savais pas. »

C'est notre illusion majeure de croire supprimées les choses auxquelles nous ne faisons plus attention, auxquelles une habitude invétérée nous a rendus incapables de prêter attention. Dans notre monde humain, nous vivons côtoyant quotidiennement le monde des animaux, sans plus même songer qu'il existe, à l'intérieur, pourtant, de notre monde visible lui-même, comme un vaste océan d'inconnu. Cependant, nous ne pouvons nier qu'il y soit. De même, le fait que la perception nous manque du monde angélique, du monde des esprits, que nous ne l'ayons jamais eue ou qu'elle se soit atrophiée en nous, ne peut rien changer à cet autre fait qu'en ce monde plus vaste, le notre à son tour est plongé[7].

On reconnaît le raisonnement typiquement « butlérien » : de la réalité tombée en-deçà de notre observation, parce que trop familière, on passe à celle qui est encore au-delà; pas plus en haut qu'en bas, les limitations de notre vue ne nous autorisent à borner l'univers au champ de nos regards. Bien entendu, cela ne démontre rien à proprement parler. Mais on fait table rase des pseudo-raisons qui militaient contre la révélation, et du coup l'on décèle la même signature du même auteur sur la grâce invisible comme sur la nature visible.

Et ceci nous achemine à une troisième caractéristique de

7. *Ibid.*, t. IV, nº 13.

la prédication newmanienne, celle qui en est peut-être la plus spécifique. Quel est donc ce pont jeté sur le ciel, cette échelle de Jacob, voie lactée dans notre nuit où s'allument les clartés divines ? C'est une manière toute spéciale de réminiscence.

Encore une fois, il ne s'agit pas tellement de passer du visible à l'invisible, comme s'ils étaient réellement séparés. L'invisible est là comme le visible. Il est donné comme lui à notre expérience, et seule notre cécité le perd dans le cône d'ombre que nous traînons inconsciemment après nous. Il ne s'agit donc pas tant d'ajouter du neuf à notre expérience que de nous y faire discerner ce que nous y avions méconnu. Nous ne pouvons voir l'invisible qui est là parce que nous en sommes indignes. Disons, si l'on veut, que nous ne le méritons pas. Mais Newman préfère dire qu'en le demandant nous sommes comme des enfants qui ne savent pas ce qu'ils demandent. Tels que nous sommes, si la bienheureuse vision de paix nous était accordée, loin de nous éclairer, elle nous foudroierait. (Remarquons-le, c'est déjà le thème de son permier sermon imprimé, celui que nous avons cité, sur la sainteté nécessaire à notre béatitude future —, et c'est encore tout le sujet de son chant du cygne : *Le Songe de Gerontius.*)

Qu'est-ce donc alors qui nous instruira ? L'expérience. Non pas l'expérience instantanée, illusoire ou décevante tant que nous n'avons pas atteint l'éternité, tant que nous restons en chemin vers elle, mais l'expérience temporelle. Je veux dire que Dieu nous instruit par l'histoire. Dans son déroulement, c'est Sa main qui vers Lui nous conduit. Dès que nous nous arrêtons, dès que nous voulons saisir comme un présent Sa présence, elle nous échappe. C'est que, précisément, il ne faut pas nous arrêter. Mais quand nous nous sommes laissés conduire, sans voir où nous allions, sans voir Sa main qui nous y conduisait, sans même chercher à la voir, sans autre souci que celui de nous y abandonner, et ce d'autant plus que la nuit était plus profonde, la trace de nos pas, qui sont aussi les siens, derrière nous, devient phosphorescente. Autrement dit, ici-bas, c'est seulement quand la tentation n'est plus possible de s'arrêter parce qu'on croit l'avoir découvert, qu'Il se laisse reconnaître. C'est dans l'inaccessi-

bilité du passé qu'il veut bien dès maintenant nous permettre de le voir[8].

Les disciples d'Emmaüs, en chemin, ne pensaient même pas que le maître pût faire route avec eux. Quand il rompit le pain, ils le reconnurent. Mais alors, il les avait quittés. Cependant, ils se disaient l'un à l'autre : « Quand nous étions en chemin, notre cœur ne brûlait-il pas au-dedans de nous ? » Ainsi de nous-mêmes. Quiconque vit en chrétien, c'est-à-dire vit par la foi, ne peut plus douter que Dieu l'ait conduit jusqu'où il se trouve. Mais le présent, dans sa fine pointe, reste toujours obscur. Pourtant le passé garantit que Celui qui nous y guida pas à pas sans que nous puissions le voir le fera encore et le fait dès aujourd'hui. Que notre fidélité patiente et s'enracine un peu plus, et demain le présent, terne aujourd'hui qu'on le vit, s'illuminera dans le souvenir.

Ainsi la réminiscence elle-même nous porte-t-elle en avant. La révélation du passé nous dissuade d'immobiliser le présent. Elle-même devient l'appel du futur à le rejoindre et le dépasser toujours, jusqu'à ce que vienne l'éternel. Comme le dit Newman des chrétiens fidèles comptant les bienfaits de Dieu :

> They think that they regret the past when they are but longing after the future. It is not that they would be children again but that they would be angels and would see God : they would be immortal beings, crowned with amaranth, robed in white, and with palms in their hands before his throne[9].

A ces trois éléments qui composent l'univers spirituel newmanien, tel qu'il apparaît en plein jour dans les sermons de S. Mary's, il faut en joindre un quatrième. Il ne s'y ajoute pas tant qu'il les enveloppe et les pénètre. Tout ce que nous venons de dire, à la vérité, serait entièrement irréel si l'on n'y supposait pas constamment ce que je veux maintenant ajouter. De Newman comme de saint Paul, il faut affirmer qu'il ne connaît pas à proprement parler une « mystique de Dieu », mais seulement une « mystique du Christ ». Ceci ne veut pas dire que le Christ soit pour lui un écran

8. *Ibid.*, n° 17.
9. *Ibid.*, t. VII, n° 10.

auquel il s'arrêterait, sans aller jusqu'au Dieu qui demeure dans une lumière inaccessible. Mais le Christ, à ses yeux, est le miroir irremplaçable hors duquel le rayon divin échappe à l'homme déchu et ne lui paraît que ténèbre.

Cette réalité divine qui s'est imposée à lui comme *la* réalité, on doit bien comprendre que c'est vraiment une réalité, autrement dit un donné irréductible et non pas une abstraction, une construction de notre esprit. Non seulement indépendante de nous, elle est souveraine absolue. Ce n'est pas nous qui pouvons aller à elle. Si nous la rencontrons, c'est qu'elle vient à nous. C'est elle qui a toute l'initiative. Nous n'avons qu'à l'accepter telle quelle comme un fait, comme le fait. Ce fait qui domine l'histoire et qui l'envahit, c'est l'apparition de la personnalité historique qui a nom parmi nous Jésus de Nazareth, et qui pourtant n'est pas autre que le Verbe éternel.

D'où il suit que la réminiscence qui saisira le fait divin, l'irruption divine, ne pourra jamais se clore sur notre conscience solitaire. L'entrée unique de l'unique Homme-Dieu dans l'histoire des âmes fait d'elle une seule histoire. Si personnelle que soit notre rencontre de Dieu, puisque c'est en Jésus-Christ que Dieu se révèle, nous ne pouvons le rencontrer que si Jésus, le Jésus réel, objectif, transcendant à nos pensées et nos imaginations sur lui, entre dans notre vie la plus personnelle. C'est dire que celle-ci doit échapper à tout individualisme, doit faire sien ce qu'il veut être pour tous, ce qu'il est pour tous et au-dessus de tous, lui, le même qui les fait tous un en lui. L'histoire de l'âme, pour accueillir le Jésus de l'histoire, doit s'élargir aux dimensions d'une histoire catholique. La conscience de l'individu doit épouser la conscience de l'Église, de cette unique humanité suscitée par l'unique Homme-Dieu dans la chair divisée des enfants d'Adam. L'Écriture et la tradition, la vie liturgique et sacramentelle où le mystère que l'une et l'autre disent demeure à jamais un fait, constituent donc le milieu nécessaire à toute mystique qui ne soit pas trompeuse, puisque le lieu où le Christ, perpétuellement, rencontre l'Église et la suscite en chaque âme et toutes les autres inséparablement.

Nous avions parlé jusqu'ici de Dieu, du monde et de l'âme. Ce sont encore des abstractions. Le concret, c'est le Christ, l'Église et le chrétien. Dieu ne se révèle pleinement



que dans le Christ; le monde, en tant que création divine, ne s'achève que dans l'Église; l'âme, sa spiritualité naturelle, n'est qu'une attente du chrétien.

Je me hâte de dire qu'on ne trouverait nulle part, chez Newman, ces vues articulées systématiquement comme je viens de les disposer. Mais je me sens incapable de les faire saillir en quelques mots autrement que par un tel artifice. Chez lui, si elles ne se présentent guère à découvert, c'est que précisément elles sont la charpente, l'ossature de toute sa pensée. Sa spiritualité est toute surnaturelle, toute ecclésiastique, toute chrétienne — je prends chacun de ces mots dans sa plénitude : il n'envisage jamais Dieu sinon dans le Christ, le Christ séparément de l'Église pour laquelle il est venu et s'est livré à la mort, l'âme humaine, sinon comme destinée à s'insérer dans le Corps mystique du Christ pour vivre de Sa vie divine à Lui, adoptée avec toutes les autres dans le Fils unique.

S'imaginer que la prédication de Newman serait, comme on l'a dit et répété, psychologique et non pas dogmatique, c'est perdre de vue la forêt sous les arbres. En réalité, elle n'est que dogmatique. Elle ne prend pas le dogme comme une simple formule extérieure sur laquelle on discute, détachée de soi comme on se sent détaché d'elle. Mais elle se loge en lui, et si elle embrasse par une étreinte d'une intimité toute maternelle la vie de chaque âme, — à ce point que celui qui l'écoute, comme le disait Shairp, croit toujours que c'est pour lui seul qu'elle parle, — elle ne le fait qu'en transportant chaque âme dans la propre vie du Christ de l'Église.

Nous pouvons paraître avoir accordé une place démesurée à ces *Sermons* d'Oxford. Mais c'est, croyons-nous, que Newman y est tout entier, et qu'il n'est tout entier que là. Jamais, en effet, il n'a été un auteur : il n'a écrit ses livres que poussé par une contrainte extérieure. Mais il est essentiellement un prédicateur. Non pas du tout un faiseur de sermons au sens où nous le prenons, c'est-à-dire quelqu'un qui se sert de la parole de Dieu pour en composer des paroles humaines. Mais « une voix qui crie dans le désert », comme Jean-Baptiste se désignait lui-même. Un prédicateur comme l'étaient les prophètes, les apôtres : un homme qui a vu, redisons-le, et qui ne peut pas ne pas dire ce qu'il a vu, qui

ne peut pas ne pas forcer les autres à le voir. Il y a pour cela bien des voies. Celle de Newman n'était pas dans la manière oraculaire. Il était tout le contraire d'un extatique. Mais le résultat était le même. Il parlait d'une expérience qu'il savait ne pas être pour lui, bien qu'elle fût ce qu'il avait de plus personnel, et il en parlait de telle sorte que ceux qui avaient eu l'imprudence de l'écouter, — qui ont aujourd'hui l'imprudence de le lire, — ne pouvaient plus, ne pourront plus jamais éviter d'en être hantés comme s'ils l'avaient faite eux-mêmes.

Et c'est là le dernier trait de ses sermons, qui est aussi la marque de toute son œuvre : il ne parle pas de Dieu, comme on parle d'une chose, d'un objet que l'on tient dans sa main et qu'on tourne et retourne à son gré. Mais il nous communique l'impression irrésistible que Dieu nous parle à travers lui, s'adresse à nous, comme un « Je » à un « Tu ». Comme il le disait de saint Philippe, faisant allusion à la vision d'Élie et à celle de Moïse, ce n'est pas dans le fracas de la tempête, c'est dans un murmure d'abord à peine saisissable. Mais quand on l'a perçu, il n'y a plus qu'à rentrer dans le creux de la muraille et rabattre son manteau sur sa tête...

III

Le développement du mouvement tractarien devait amener Newman à divers essais de définition du catholicisme non romain qui s'y cherchait. Une prise de position devenait nécessaire. Il lui parut possible tout d'abord de redonner vie à cette sorte de *Via Media* entre le protestantisme et Rome que les grands théologiens anglicans du XVIIe siècle, Laud et toute l'école des *Caroline Divines*, avaient tentée, sans guère parvenir alors à la faire sortir du papier. Le volume publié sous ce titre en 1836 représente un essai pour stabiliser une situation fluide. Son intérêt n'est pas que rétrospectif, car il devait donner lieu, en 1877, sous la forme d'une préface à la troisième édition, à une *Retractatio* de la plus haute importance. Mais, en soi, l'essai était condamné par la nature des choses. Il n'y a pas de réconciliation possible dans un juste milieu entre le protestantisme et l'Église catholique. Newman n'était pas déjà sans le pressentir.

Deux ans plus tard, il s'efforcerait d'aborder le même problème, à propos de la question centrale du débat, sous un tout autre angle. Trop original, trop déconcertant pour être apprécié sur le moment à sa juste valeur, le livre qu'il produisit alors, les *Lectures on justification*, pourrait bien être considéré un jour prochain comme l'un de ses plus grands livres [10].

Tout d'abord il ne s'agit plus ici de compromis et de cotes mal taillées. Newman au contraire s'y est essayé à un approfondissement corrélatif de l'un et l'autre termes de l'opposition. Adoptant successivement la logique propre à chacune des deux affirmations, il s'efforce de retrouver les couches profondes du donné révélé auxquelles, avec un inégal bonheur d'expression et de systématisation, les définitions tridentines d'une part, les thèses protestantes de l'autre se rattachent. Il montre que les affirmations catholiques modernes, sous leur apparent rétrécissement, maintiennent contre des vues fragmentaires l'essentielle plénitude des données traditionnelles. Mais il n'excelle pas moins à faire saillir tout ce qu'il y a d'authentique christianisme profondément senti, fût-il imparfaitement dégagé, jusque dans les affirmations des Réformateurs qui sont les plus inacceptables, à les prendre à la lettre comme formules dogmatiques.

Il écarte ensuite les superficielles synthèses, telles que la double justification de Contarini ou de Seripando. Dire, en effet, que Dieu infuse en nous, par sa grâce, une justice réelle, et non pas seulement imputative, mais que d'autre part cette justice reste insuffisante à ses yeux si elle n'est pas complétée par une imputation des mérites du Christ, c'est ne faire droit ni aux vérités traditionnelles maintenues par l'affirmation catholique, ni à l'âme de vérité présente à l'esprit protestant, si malheureuses que soient ses formules. La profondeur des analyses parallèles auxquelles Newman s'est livré va lui permettre de substituer à cette solution qui cloche des deux pieds une tout autre réponse. Il affirme avec la théologie catholique qu'il est une grâce infuse pleinement et réellement justifiante par elle-même, comme le dira le Concile de Trente, en ce sens qu'elle ne nous appelle pas seule-

10. La superficialité, la frivolité du commentaire de Bremond (dans son *Newman*) est stupéfiante.

ment justes mais qu'elle nous rend tels, dans ce que nous sommes et dans ce que nous ferons, pour autant que nous lui serons fidèles. Mais à la préoccupation protestante, il répond que cette grâce contredit si peu à la valeur unique et irremplaçable des mérites du Christ qu'elle n'est, en son fond, qu'une union mystique mais réelle entre nous et lui. Par elle, nous deviendrons inséparables de lui. Alors, sa vertu s'accomplira en notre faiblesse, non pas du tout en sortant et en sc détachant de lui, en quelque sorte, mais tout au contraire en nous incorporant à sa personne. Réalité de notre justification en nous-même — c'est l'affirmation catholique tridentine —, impossibilité de cette justification en dehors du Christ — c'est la juste préoccupation protestante —, réalité de notre incorporation au Christ par la grâce — c'est la réponse newmanienne qui rend acceptable aux protestants le dogme de Trente en le replaçant dans tout son arrière-fond biblique et patristique.

En dehors de l'intérêt présenté par cette solution si hardie pour le problème précis qu'elle vise, il est évident qu'elle fournit un exemple inappréciable d'une méthode irénique dont les applications pourraient être multipliées. Mais ce qui fait la plus haute valeur de ce livre, et son actualité la plus saisissante, c'est ce qui a le plus décontenancé ses contemporains : je veux dire son genre littéraire. Voici un traité théologique, et de la plus haute théologie, qui n'emploie que le strict minimum de termes techniques et qui évite aussi soigneusement les raisonnements abstraits qu'il est attentif à montrer quelles valeurs de vie enveloppent les thèses dogmatiques. Mieux encore, voici une théologie synthétique de la plus grande fermeté, qui non seulement s'appuye sur la plus large enquête positive, dans le donné révélé de l'Écriture et dans la tradition des saints Pères, mais qui baigne si profondément ses racines dans l'une et l'autre sources qu'elle paraît en être le produit spontané. N'est-ce pas exactement le type de théologie que tout le monde souhaite aujourd'hui, sans toujours pouvoir le définir ? Qui veut savoir ce que peut être une théologie qui loin de s'opposer à la spiritualité soit en contact immédiat avec elle, la fondant directement sur une base dogmatique, et tout aussi bien respirant déjà son atmosphère, — une théologie qui joigne la fermeté synthétique de la scolastique à la souple

richesse de la positive, — enfin ce que les Allemands nomment aujourd'hui une théologie « kérygmatique », c'est-à-dire une théologie qui ne se pose pas pour eux-mêmes des problèmes purement spéculatifs, mais qui toujours respecte le caractère de la révélation, parole de salut et non pas de science, — qui veut un exemple de réponse anticipée à cette triple nécessité de l'heure ne saurait rien méditer de plus instructif que ces *Lectures*. On y peut critiquer plus d'un détail (nous sommes encore en face d'une pensée qui se cherche). Mais le type que nous souhaitons est déjà là, affirmé dans toute sa vigueur.

Cependant, dès l'année suivante, la solution beaucoup moins heureuse donnée par la *Via Media* au problème non point théologique mais ecclésiologique de la Réforme allait s'effondrer au propre regard de Newman. Un article de Wiseman sur les donatistes, et dans cet article le mot de saint Augustin : « Securus judicat orbis terrarum... », seraient l'ocasion plutôt que la cause de ce cataclysme intérieur, non pas prévu, sans doute, mais sourdement pressenti. Dès cet instant, Newman perçoit définitivement qu'une Église particulière comme l'Église anglicane ne peut être actuellement catholique si elle n'est pas reconnue telle par l'ensemble de la chrétienté où se continue l'Église catholique de tous les temps.

Il ne va pas aussitôt adhérer à l'Église romaine comme à la seule Église catholique; toutefois ce ne sont plus des raisons positives en faveur de l'Église anglicane qui l'en retiendront, mais des raisons négatives contre Rome qui quelque temps encore retarderont son adhésion. Dans les six années qui suivent, il va se trouver comme écartelé entre ces deux notes de l'Église : apostolicité et catholicité.

Que la seconde appartienne seulement à l'Église en communion avec Rome, il ne peut plus sérieusement en douter... Mais ce qui l'arrête encore, c'est que Rome semble, elle, s'être écartée progressivement des normes apostoliques auxquelles l'Église anglicane, par les principes mêmes de sa Réformation, s'efforce à tout le moins de revenir. Faut-il penser alors que l'Église du Christ n'existe plus sur la terre? Il se refuse absolument à le croire. Reste à savoir comment l'Église romaine, qui paraît être la seule susceptible d'être appelée, comme elle s'en targue, catholique, peut demeurer

aussi, en dépit des apparences, substantiellement apostolique. Sous les changements qu'elle paraît avoir introduits dans le christianisme primitif, peut-il y avoir (et si oui, comment ?) une permanence essentielle de ce dernier ?

La solution se cherchera et se trouvera dans l'*Essay on the developement of Christian doctrine*. Celui-ci est donc et ne veut être qu'une découverte de la permanence de la même Église, et plus précisément de la même doctrine, sous des apparences tout autres. Newman ressaisira cette permanence en discernant dans l'histoire une série de notes propres au développement de la doctrine catholique et qui permettent de voir en celui-ci l'analogue du développement *d'un* être vivant (je dis bien *d'un* être vivant et non pas du tout *des* êtres vivants, comme on l'écrit couramment; la distinction, on va le voir, n'est pas de mince importance). C'est dire que ce développement ne signifie pas destruction de l'individualité originelle, mais bien au contraire affirmation de celle-ci par l'organisation d'une multiplicité d'éléments étrangers auxquels la vie la conjoint, non pas pour s'y perdre mais pour s'y imposer.

Quan on a compris cette position impliquée par l'*Essay on development*, d'un seul coup s'écroulent toutes les utilisations complètement gratuites qu'on a voulu faire du développement newmanien au bénéfice d'un évolutionnisme plus ou moins parent de celui qui devait hanter la pensée moderniste. Celle-ci et Newman, en vérité, vont absolument en sens inverses. Il ne s'agit pas du tout chez lui d'une évolution par laquelle on trouverait une continuité entre le même et le différent, comme celle qui, à travers l'échelle des vivants, parut à Darwin relier les uns aux autres les termes les plus *réellement dissemblables*. Il s'agit au contraire de la continuité qui, *sous des apparences dissemblables*, fait que le même vivant reste soi, à travers tous les avatars de son histoire individuelle.

Ce travestissement de l'*Essay* une fois percé à jour, une grande part de son succès apparaît comme le résultat d'un malentendu, et son importance dans l'œuvre newmanienne, sans être réduite à rien, se restreint beaucoup. Il redevient pour nous ce qu'il fut pour Newman : une monographie butlérienne pour tourner une difficulté qu'on ne peut résoudre, en montrant simplement, par une analogie entre la

grâce et la nature, qu'elle n'a pas la portée qu'on lui attribuait.

Mais, par contre-coup, tout l'arrière-fond de pensée que l'*Essay* suppose chez Newman, sur la doctrine chrétienne et sur sa vie dans les âmes, sur son statut général par rapport à l'activité concrète de l'esprit humain replacée dans la vie humaine tout entière, elle-même ramenée à son unique nécessaire : la rencontre de Dieu, en un mot toute une philosophie de la doctrine chrétienne et de la foi qui y adhère reprend sa véritable importance. Dans l'*Essay*, cette philosophie est pour la plus grande partie supposée. Et nulle part Newman ne l'a exposée à loisir. Plus tard, dans la *Grammar of Assent*, il n'en élaborera systématiquement que certains aspects (ceux qui touchent à l'appréhension de la doctrine par le sujet croyant et à la légitimité rationnelle de son assentiment, sous la forme où il le donne de fait). Mais il est un livre, les *University Sermons*, plus difficile sous des apparences dangereusement aisées, où une série de coups de sonde peuvent être jetés dans cette vaste vue des choses qu'il portait en lui. Elle s'est progressivement précisée dans son esprit, mais notons bien qu'elle est restée chez lui, jusqu'à la fin, bien plus une intuition directrice, large, souple et profonde, qu'aucun système tout fait. Dire que nulle part il ne nous permet de l'embrasser, ce n'est pas dire seulement qu'il n'est jamais venu à bout de l'expliciter tout à fait. C'est dire qu'elle était en lui et qu'elle peut être pour nous beaucoup plus qu'un concept ou qu'un jeu de concepts. Atmosphère spirituelle de l'intelligence qui veut être chrétienne, lumière intellectuelle de la foi qui se pense, l'une et l'autre à la fois, et plus que l'une et l'autre : Sagesse qui nourrit le discours et qu'il ne peut épuiser.

Prononcés au cours de ces dernières années qui furent la préparation prochaine de son adhésion à l'Église, les *Fifteen Sermons preached before the University of Oxford* restent la plus riche et la plus large contribution qu'il ait donnée au problème devenu pour lui, dans ces années de crise, *le* problème : comment exercer son intelligence d'une façon intégralement religieuse sur les problèmes religieux ? — et aussi bien, car c'est la même question simplement retournée : comment croire dans une intégrale fidélité à la lu-

mière, à toute la lumière que l'intelligence la plus légitimement exigeante puisse apporter ou recevoir ?

Des données que les *University Sermons* apportent à ce problème impossible à circonscrire, puisqu'il enveloppe tout le statut de la *fides quaerens intellectum*, comme de l'*intellectus quaerens fidem*, nous ne pouvons faire ici qu'énumérer quelques-unes. Le premier est une analyse, peut-être inégalable, de l'assainissement de la raison, considérée dans son exercice concret chez un esprit qui est un homme en même temps, lorsque cet homme est dans la vraie religion. Le second examine le raccordement de la religion surnaturelle à la religion naturelle, non pas à cette religion naturelle qui est un être de raison, créé de toutes pièces dans les livres de philosophie rationnelle écrits par des chrétiens, mais à la religion naturelle concrète, telle que l'histoire la présente. Le cinquième traite de l'influence personnelle comme moyen irremplaçable de propager la vérité religieuse chrétienne. Le treizième étudie les rapports entre la raison à l'état implicite et la raison à l'état explicite — c'est la clef du problème dit de la foi des simples, c'est-à-dire de la foi de tout le monde ou peu s'en faut. Le quatorzième, sur la Sagesse opposée à la foi et au fanatisme, est d'une importance hors de pair. Il n'est qu'un essai pour cerner la notion de ce « sens chrétien » qui permet à ceux qui ont une foi générale dans la révélation chrétienne, et une vie en accord avec elle, d'incliner leur assentiment aux définitions légitimes de cette foi, et de le détourner de ses traductions adultérées. Enfin le dernier, sur le développement doctrinal, bien moins poussé que l'*Essay* sur la question des notes historiques propres au développement catholique, est par contre bien plus riche sur les présupposés philosophiques du problème. Il faut y relever surtout la justification de la valeur cognitive des formules dogmatiques à partir de l'analogie, et peut-être plus encore l'extraordinaire analyse par laquelle Newman montre comment, à travers la multiplicité des formules qui semblent mortes, c'est toujours à l'unité vivante d'un seul objet religieux que la foi chrétienne donne son adhésion.



*
* *

Il convient d'arrêter ici cette revue rapide. Nous avons parcouru successivement, suivant l'ordre et la généalogie de leur élaboration dans l'esprit de Newman, toutes les grandes intuitions dont la croissance organique le conduisit à adhérer à la foi catholique et à l'unique Église qui en est la gardienne. Tout commentaire nous semble vain. Il suffit que nous n'ayons pas été complètement infidèles à sa pensée pour que l'on voie aussitôt tout ce que celle-ci peut apporter aujourd'hui à un renouvellement et à un enrichissement de notre propre adhésion.

Il resterait à la suivre dans la seconde phase de sa carrière : après avoir saisi ce qu'il apporte à l'*intellectus quaerens fidem*, chercher à saisir non pas tant ce qu'il a dit sur la *fides quaerens intellectum* que ce qu'il avait à dire, pour autant que ses contemporains ne l'ont pas tout à fait découragé de le dire. Mais ceci est une autre affaire. La première tâche s'imposait pour le centenaire de sa conversion. Réservons l'autre au centenaire de sa mort, pour ceux qui auront le loisir d'écrire et de lire des articles de revue à cette époque... si la bombe atomique n'a pas d'ici-là rayé de notre planète ces soucis avec quelques autres.

LOUIS BOUYER.

CE QUE LE G.I. PENSE DE LA RELIGION

Ces pages, publiées dans le grand magazine américain Harper's Magazine, *étaient reproduites par le* Current Thoughts *de Munich, comme étant susceptibles d'intéresser les aumôniers et les soldats américains. Nous prévenons que l'enquête est ici menée par un pasteur protestant, ce qui explique les questions posées et les suggestions. Cependant, nous ne serons pas assez pharisiens pour croire que nous n'aurions pas,* mutatis mutandis, *quelque profit à tirer de cette lecture.*

A la question : « Qu'est-ce que le soldat pense de l'Église ? » une seule réponse : « Rien. » Dans la pensée du G. I. moyen, l'Église de Jésus-Christ ne tient pas plus de place que la Société protectrice des pigeons artificiels. Sa totale et colossale indifférence n'est que le reflet de l'esprit de l'homme de la rue, car le soldat est simplement un civil en uniforme, et le dépaysement où il se trouve n'a pas changé profondément ses perspectives mentales.

Dans un certain sens, la religion l'intéresse. En fait, c'est l'un de ses sujets de conversation favoris. Au cours de ses discussions longues et passionnées, il fait preuve d'un vif intérêt et d'une incroyable ignorance. Sa foi dépasse de beaucoup son savoir. A vrai dire, les athées ne sont pas plus nombreux aux tranchées que dans les usines. L'homme moyen n'a pas tendance à douter de l'existence de Dieu, de l'efficacité de la prière ou de la certitude de l'immortalité. Il tient pour admises ces vérités fondamentales. Il ne fait pas plus attention à celui qui fait profession d'agnosticisme qu'à n'importe quel ecclésiastique; il les ignore tous les deux.

Le soldat typique, puisqu'il s'agit de lui, n'a aucun grief contre l'Église. Il n'est pas plus intéressé à fermer les portes des églises qu'à les franchir. Avec la courtoisie naturelle des Américains, il est plein de respect pour les ecclésiastiques, même si la présence de ceux-ci le met mal à l'aise. Cette jeunesse élevée dans un milieu familial où seul un attachement traditionnel à une religion organisée a laissé sa trace, ne partage même pas l'affection nostalgique et quelque peu contrainte d'une génération précédente pour l'Église. Lorsqu'il est pressé par les Services de l'Armée de déclarer ses préférences religieuses, le soldat consent sans conviction à être rangé dans telle ou telle religion, mais beaucoup ne pratiquent pas et il serait très difficile de leur faire dire leurs préférences. Il n'est pas non plus possible de découvrir par une enquête les raisons de cette indifférence. Le manque d'intérêt est trop absolu pour stimuler une discussion parmi des hommes qui sont ordinairement trop bien disposés à discuter tout ce qui se passe sous le soleil. Pour la plupart des soldats, l'Église est morte et l'herbe pousse déjà sur sa tombe.

Ils ont peut-être raison. Il est certain qu'il ne reste que peu de vitalité à une Église qui, manifestement, a si peu marqué l'esprit, pour ne rien dire de la conscience, d'une génération. Une Église qui se serait imposée en suscitant l'hostilité du monde serait une Église militante. Une Église qui aurait gagné la soumission du monde serait une Église triomphante. Mais une Église qui recueille seulement l'indifférence du monde est une Église moribonde. Le tragique, c'est qu'une religion organisée n'a même pas été capable de mourir dignement. Bien plus, elle présente le spectacle ridicule et affligeant d'un acteur suranné qui continue à déclamer sur la scène longtemps après que les spectateurs ont déserté la salle. C'est un véritable sacrilège lorsque le Corps du Christ est ignoré totalement ou traité avec une condescendance amusée.

L'ironie de tout cela est que les hommes d'Église, et surtout les ecclésiastiques, ignorent parfaitement que le monde les a dépassés. Il est probable que les laïques en sont plus conscients, mais, avec une tendre sollicitude, ils s'efforcent de tenir les ministres de leur culte à l'abri des faits de la vie. Ils y ont bien réussi.

Le pasteur moyen peut se troubler de voir que la plupart des fidèles ne portent aucun intérêt à l'église dont ils se réclament, mais il ne semble pas du tout s'inquiéter du fait que de grandes majorités de la communauté nationale ne sont même pas membres nominaux d'une organisation religieuse. Elles sont en dehors de son expérience étroite. Il est affligeant de voir le trouble de bien des aumôniers de l'armée lorsqu'ils sont, pour la première fois, mis en contact avec les simples soldats américains pour qui l'Église est une chose inconnue.

Même ceux des ecclésiastiques qui ont été heureusement sortis de la claustration de leurs paroisses et jetés dans l'ahurissante confusion d'un monde auquel ils n'étaient pas habitués, ont tendance, à la manière des gens de leur sorte, à refuser d'envisager la réalité. Ils rejettent sur les conditions anormales de l'armée le blâme de l'indifférence générale, bien que la chapelle d'armée attire certainement beaucoup plus les hommes que l'église de chez eux. Mais l'Église a toujours l'air de chercher des excuses en s'efforçant de trouver l'erreur en dehors d'elle. C'est un effort futile et vain. Le moment est venu de l'examen de conscience et du *mea culpa*. Nous devons comprendre que la faute n'est pas imputable au monde qui nous entoure, mais à nous-mêmes. Nous devons sortir de nos chimères et découvrir les raisons de l'indifférence du monde. Certaines d'entre elles apparaissent très bien dans l'attitude des soldats.

Leur attitude envers l'aumônier est révélatrice. Lorsque l'on prend contact pour la première fois avec les hommes, il est tout de suite évident que le soldat s'attend qu'on s'occupe de ses péchés véniels. Les « bons garçons » parmi eux prendront la peine d'expliquer qu'ils évitent la boisson, le jeu, les prostituées, le blasphème. Ils ont l'impression qu'une telle droiture rassurera complètement l'esprit du *Padre* en ce qui concerne leur santé spirituelle. Les « mauvais garçons » essaieront de choquer « l'homme de Dieu à l'esprit simple » par le récit de leurs peccadilles ou bien de s'en excuser gauchement. Tous, « bons » et « mauvais », supposent que l'Église s'intéresse seu-

lement à leurs petits péchés ou à leurs vertus mesquines. Cette supposition est justifiée par tous les antécédents. Ce n'est donc pas étonnant que l'Église soit ignorée.

Le rôle de l'Église est de convaincre le monde de péché et de prêcher aux hommes le repentir, mais quels sont les péchés qui, de notre temps, mènent le monde à la damnation ? Aujourd'hui, une peur étreint le cœur de l'humanité dans la mesure où elle prend vaguement conscience de l'horreur épouvantable qui menace de détruire tout vestige de la civilisation chrétienne et de nous replonger dans la barbarie. Mais tandis que le monde est en feu, l'Église s'agite sans but. Avec une monotonie exaspérante nous continuons à jouer le même air stupide, couvert par le sifflement des flammes. Nous continuons à condamner ces flammes. Nous continuons à condamner ces maux de la chair qui ne sont que des symptômes secondaires d'une maladie profonde qui menace la véritable vie de l'humanité.

Est-il étonnant que les soldats qui affrontent la mort dans la sinistre réalité du conflit le plus sanglant de l'histoire se désintéressent du bavardage des aumôniers — et ils sont nombreux — qui leur font des sermons sur les méfaits du poker, du blasphème et du whisky ? La plupart des soldats ne justifieront pas leurs écarts de langage, leurs appétits ou leurs manquements, mais tous doivent avoir le sentiment que le mal qui les a menés à cette heure, menaçant leurs vies et la vie du monde, n'est pas le fait de ces peccadilles. Ils savent que la terrible nécessité de la guerre fait d'eux des destructeurs et des meurtriers. On leur a appris à tuer, à poignarder et à étrangler leurs ennemis. Ils ont été arrachés à leurs foyers pacifiques et au travail créateur qu'ils connaissaient pour vivre comme des rats dans des trous boueux. Ils sentent instinctivement que la souffrance physique et morale de la guerre dans laquelle ils sont plongés doit être le résultat des péchés du monde. Ils voudraient bien savoir ce que sont ces péchés. Ils voudraient bien les entendre condamner en eux-mêmes aussi bien que chez les autres. Ils sont impatients de comprendre la raison de la croix sur laquelle ils sont suspendus et d'une autre Croix où la bonté, la justice, la miséricorde, la beauté, l'honneur et l'amour sont crucifiés. Ils souhaitent désespérément que le monde soit sauvé, mais comment ? Et le Padre répète : « C'est vilain, vilain de s'enivrer. »

Pour Dieu, est-ce là une façon de prêcher ? Il y a pire, j'ai entendu un aumônier, Dieu lui pardonne, enseigner aux hommes sur qui planait déjà l'ombre de la mort l'absolue nécessité du baptême par immersion totale !

Est-il étonnant que le soldat soit seulement irrité des palabres pathétiques de ces prophètes de malheur ? Alors que le Christ souffre sur la Croix pour les péchés du monde, nous hurlons nos polémiques aux soldats qui jouent la robe aux dés. Et le tragique est que les hommes n'attendent rien de plus de ces disciples.

Ils n'attendent rien de plus, en partie à cause de l'opinion qu'ils ont des ecclésiastiques. Les soldats considèrent l'aumônier comme un homme qui, étant isolé comme il se doit, ne connaît rien de la vie. Comme l'homme de la rue, ils imaginent que le clergé est plus à sa place chez les « Dames patronesses » que dans un monde d'hommes.

C'est pour beaucoup une chose ahurissante de constater que leur aumônier est un humain normal. Et ils sont encore plus étonnés de découvrir que quelques aumôniers ont appris les réalités de la vie. Mais malgré tout leurs premières opinions demeurent. L'Église est affaiblie par des chefs dont le manque d'expérience de la vie est presque incroyable.

Dès son enfance, l'ecclésiastique a été une personne à part. Voué très tôt au « service du Seigneur », il a été nourri de sa vocation par des parents et des prêtres qui le choyaient. Sorti de l'atmosphère étroite d'un collège religieux, il est entré au séminaire, puis, envoyé, jeune homme innocent, dans une paroisse où, grâce à ses ouailles fidèles, il est certain de n'être jamais contaminé par aucun contact avec le monde. C'est sûrement la plus mauvaise préparation pour un homme qui sera aux prises avec le mal et pénétrera dans l'intimité des vies trop sordides des hommes et des femmes. Plus savant en homélies qu'en humanité, versé en théologie mais ignorant du monde et de ses affaires, il cheminera péniblement dans les ornières tracées par ses prédécesseurs, accomplissant, plein de confiance, le travail inutile du prêtre d'une quelconque paroisse. Ses fidèles ne souhaitent pas et ne s'y attendent pas, le voir préoccupé des problèmes inquiétants d'un monde qui a perdu sa voie.

Même la croisade contre la guerre entreprise par les ecclésiastiques plus éclairés, pour tenter de racheter la vanité de l'Église d'avant-guerre, a perdu tous ses effets parce qu'ils n'ont pas compris que la guerre est plus une conséquence qu'une cause du mal. En attaquant la guerre, les auteurs de la croisade attaquaient l'enfer et non les péchés qui y précipitent les hommes. La voix de l'Église aurait dû s'élever contre les maux qui engendrent les guerres. Notre pacifisme bien pensant, mais sans réalisme, n'a servi qu'à affaiblir le pays dans son inévitable conflit; inévitable, parce que les causes de la guerre n'avaient pas été abordées de face, exposées sans pitié et éliminées avec sagesse. Vous n'empêchez pas les guerres en les déplorant. On n'élimine pas la fièvre jaune en insistant sur son caractère pernicieux, mais en asséchant les marais et en détruisant les moustiques. C'est la même chose avec la guerre.

Parce qu'ils refusent d'apprendre par l'expérience, bien des dignitaires de l'Église sont, aujourd'hui, en train de perdre le souffle à vouloir persuader les gens que la guerre est un mal, et à condamner ceux qui y prennent part. S'imaginent-ils, dans la paisible sécurité de leurs sanctuaires, qu'il est nécessaire de convaincre les soldats qu'il n'y a ni bien, ni gloire au travail sanglant dans lequel ils sont engagés ? Ce n'est pas la voix du prédicateur, mais leur expérience cruelle qui leur a enseigné cela. Mais on comprendra qu'ils soient irrités qu'on leur impute à péché le sale travail qui devait être fait. Ils ne se réjouissent pas d'être des meurtriers, ces garçons, et ils aimeraient sentir de la part de l'Église une compréhension sympathique de la nécessité cruelle qui a fait d'eux ce qu'ils sont.

Plus que cela, ils aimeraient — et ils ont le droit de l'attendre — que bien que l'Église refuse à bon droit de glorifier la guerre, elle glorifie les motifs qui poussent ces hommes engagés dans le conflit.

Que Dieu nous pardonne si nous condamnons ces hommes, comme nous l'avons fait pour leurs pères, à l'enfer de la désillusion lorsqu'ils auront fini la guerre. Ils font à l'autel le don d'eux-mêmes comme un sacrifice consenti en faveur des idéals qui valent la peine de mourir pour eux. Si nous tournons ces motifs en dérision, nous détruirons en eux, comme nous l'avons déjà fait, cet idéalisme sans quoi nous ne pourrons édifier le monde courageux et nouveau de l'avenir. C'est une chose d'affirmer que la guerre n'amènera pas d'elle-même la démocratie, la sécurité, la paix ou la liberté. C'en est une autre de dire que les hommes qui ont souffert et qui sont morts ne combattaient pas réellement pour elles. C'est à nous de leur assurer que les années qu'ils ont données n'ont pas été vilipendées et que leurs camarades morts ne sont pas tombés en vain. La seule bonne chose que la guerre, cette destructrice, réussisse à créer, c'est dans le cœur des hommes ce généreux dessein de faire librement le don d'eux-mêmes pour ce qu'ils considèrent être un plus haut bien. Efforçons-nous de préserver ce trésor des ravages de la guerre. Employons cet esprit à renforcer notre effort continu qui achèvera dans la paix ce qui ne peut l'être par la guerre.

Une génération désillusionnée s'enthousiasmera difficilement à l'idée d'apporter son appui à un programme de reconstruction du monde basé sur les idéals que nous leur avons déjà appris à mépriser. Faisons tous nos efforts pour faire sentir à ces hommes que les idéals pour lesquels ils ont risqué leur vie n'étaient pas des « boniments » mais l'essence véritable d'une réalité, et qu'ils doivent s'accomplir dans notre monde. Peut-être alors l'esprit engendré dans la guerre réalisera-t-il ses hauts desseins dans la paix.

Par-dessus tout, l'Église doit se vouer, à la fois maintenant et dans le monde d'après guerre, à la grande tâche de dénoncer les maux qui sont la cause profonde du conflit. N'hésitons pas à présenter le royaume de Dieu comme seule réponse aux désirs de l'homme pour une société meilleure — non comme un idéal impossible à atteindre, mais comme un programme pratique qui doit être réalisé. Le devoir suprême de l'Église, malgré tout, n'est pas de prêcher, mais de pratiquer.

Nous devons avant tout délivrer l'Église de ces maux. La dénonciation des péchés que nous partageons avec eux nous empêchera pour toujours de convaincre les hommes de notre pureté d'intention. C'est le devoir de l'Église d'être dans le monde une « colonie du ciel » où les hommes peuvent voir mis en pratique les principes qui, répandus dans la masse, lui assureront son salut. C'est un chemin plus difficile mais meilleur.

Nous savons, par exemple, que l'un des péchés de notre époque, qui a favorisé le conflit et la guerre, est le péché d'orgueil et ses compagnons, le fanatisme et l'intolérance. Mais l'Église ne pourra pas convaincre les hommes de ce péché, ni leur prêcher le repentir et le rachat par la fraternité tant que nous n'aurons pas convaincu le monde que nous sommes nous-mêmes libres de ce grand péché. Jusqu'à maintenant, nous ne l'avons pas fait. Tant que nous ne l'aurons pas fait, les hommes se moqueront à bon droit de notre hypocrisie.

L'intolérance est odieuse, qu'elle parade en chemises brunes ou en draps blancs, et l'Église en Amérique devra travailler longtemps à se libérer du stigmate d'avoir nourri l'infâme fanatisme du Ku-Klux-Klan.

Le conflit racial menace le monde actuel comme jamais auparavant et sera l'un des prodigieux problèmes que nous aurons à affronter après la guerre. Les races soumises de l'humanité s'agitent et présentent des revendications précises que nous devons entendre si nous voulons vivre en paix. L'Église doit prendre position. Mais à quoi nous servirait de parler de fraternité raciale alors que nous la refusons dans nos propres communautés ?

Si nous croyons en la fraternité, nous devons en donner les preuves en mettant fin pour toujours aux inégalités qui subsistent à l'intérieur de l'Église.

Une Église divisée par l'intolérance religieuse et corrompue par le fanatisme religieux ne peut pas non plus mettre aux cœurs des hommes cet esprit de compréhension et d'amour qui permettra l'unité et la paix.

Quand donc l'Église a-t-elle montré des résultats qui poussent au repentir ? Nos divisions à l'intérieur du Corps du Christ ne sont-elles pas le scandale de la chrétienté en dépit de tout ce que disent nos conseils œcuméniques ? Nous qui sommes si désunis, pouvons-nous prétendre mener le monde à l'unité ? Il est bien de prêcher contre un nationalisme étroit et de dépeindre la gloire d'une coopération entre les nations, mais il serait préférable de démontrer que l'Église est capable de réduire ses propres différences et de créer son unité.

Aussi longtemps que nous ne consentirons pas à faire les sarifices nécessaires pour favoriser la coopération entre les diverses confessions, nous ne serons pas aptes à guider les hommes dans une fédération de l'Humanité. Ce n'est pas qu'il soit plus désirable d'abolir les diverses confessions qu'il n'est désirable ou essentiel de supprimer les nations; mais il est absolument indispensable que nous mettions fin aux conflits et que nous établissions une coopération entre les divers membres du Corps du Christ.

Le matérialisme est une des philosophies perturbatrices de notre monde moderne. L'avidité des hommes et des nations a trouvé son aboutissement certain dans les dévastations de la guerre. L'Église est certainement engagée contre cette philosophie. Mais nous sommes plus que corrompus par le même esprit fatal. Nous nous préoccupons beaucoup de nos budgets et de nos constructions et bien peu des prières et des jeûnes. La voix des ecclésiastiques nantis prêchant contre le matérialisme envahissant à des assemblées de fidèles confortablement installés en lui, sonne creux. Nous demandons constamment à nos fidèles d'aider « de leurs dons et de leurs prières » des causes dignes d'intérêt, mais l'on comprend ordinairement trop bien lequel des deux nous paraît important. Les hommes sont offensés à bon droit lorsqu'ils assistent à nos soi-disant services de culte et trouvent dans le sanctuaire non pas un prêtre, mais un mendiant. Le bruit des sous de la quête sonne trop aux oreilles des hommes dans nos temples pour leur permettre d'entendre la voix de Dieu qui leur assure

que la vie de l'homme ne consiste pas dans l'abondance des choses possédées. [...]

Un monde qui se débat dans la détresse provenant d'une répartition injuste des biens n'ira pas chercher, pour diriger une réforme économique, une Église dont certains prêtres peinent dans de pauvres paroisses pour une maigre pitance, alors que leurs frères en Jésus-Christ se prélassent dans la sinécure de paroisses privilégiées. Et nous ne pouvons pas non plus prêcher avec conviction en faveur du salaire vital, alors que tant de nos propres ministres et employés d'église sont lamentablement privés de l'aide convenable. Jusqu'à ce que l'Église ait mis en pratique le principe chrétien fondamental « de chaque homme suivant ses possibilités et à chaque homme suivant ses besoins », nous ne serons pas capables de conduire le monde à une solution chrétienne de nos problèmes économiques.

Il en va de même de la réforme sociale et politique dans un monde déchiré entre les idéals de démocratie et de tyrannie. Il est naturellement nécessaire que l'Église se dresse en faveur de la liberté. C'est du principe chrétien de la dignité et de la valeur de la personnalité humaine qu'est sortie la doctrine de la démocratie. Nous n'avons pas le droit de renier notre propre enfant. Nous ne trompons personne lorsque nous essayons d'esquiver nos responsabilités en affirmant que l'Église est là pour prêcher l'Évangile. Le Nouveau Testament n'est plus un livre interdit. Les hommes peuvent le lire, et le plus simple d'entre eux est capable de comprendre les paroles simples de notre Maître lorsqu'il affirme que l'essence de la véritable religion tient dans ses mots : « Agissez envers les autres comme vous voudriez qu'ils agissent envers vous. »

Comme nous l'avons répété, cependant, l'Église doit faire plus que de prêcher la démocratie. Elle doit la pratiquer. La révolte de notre premier protestantisme contre l'autorité religieuse a inspiré et fait partie des révolutions politiques qui ont suivi la Réforme. Mais le protestantisme dans beaucoup de ses branches n'a pas conservé la foi. Ainsi que nos anciens protestants l'avaient clairement compris, le droit divin des évêques va de pair avec le droit divin des rois. C'est un triste anachronisme que des Églises aussi complètement dépourvues de démocratie que les nôtres puissent subsister dans des pays voués aux principes de la liberté politique. Société dans la société, l'Église doit être un exemple de démocratie agissante. Dans beaucoup de nos relations, ce n'est pas le cas.

(Extrait du journal *Current Thoughts*, janv.-fév. 1945.)

L'APPEL DE Mgr YUPIN AUX CATHOLIQUES D'OCCIDENT

Mgr Yupin, devant rentrer incessament à Nankin, dans son diocèse ravagé par la guerre où il n'y a pour ainsi dire plus d'écoles ni d'hôpitaux, plus de prêtres ni de religieux, nous communique ce pressant appel aux catholiques d'Occident. L'avenir chrétien de la Chine déborde ses possibilités et requiert la mobilisation de tout le monde chrétien. « Grâce à Dieu, dit Son Excellence, une occasion dorée s'offre à nous pour façonner une Chine chrétienne. Que Dieu nous garde de la perdre irréparablement. »

Il y a quelque temps, aux États-Unis, j'annonçais que la Chine attend l'aide de l'Occident et qu'elle offre, aux hommes et aux femmes dont les yeux sont ouverts, une opportunité merveilleuse pour une carrière qui soit une vocation. Mes déclarations provoquèrent alors les commentaires les plus variés. Certains se demandaient si j'étais sérieux en proposant un tel plan; d'autres y voyaient une idée nouvelle; d'autres encore, tout simplement, ne comprenaient pas comment une carrière peut être une vocation.

Alors, comme pour démentir ceux qui doutaient, des milliers de lettres m'arrivèrent de la part d'ingénieurs, de docteurs, de techniciens de toutes sortes et de toutes confessions, désireux d'aider à la reconstruction de la Chine. Leur réponse était rassurante, mais ils témoignaient d'une grande ignorance des plans politiques de la Chine, en insistant sur la nouveauté de l'idée. Car cette idée n'est pas la trouvaille d'un évêque catholique chinois : je ne suis que l'écho d'un des plus grands esprits de la République chinoise.

Le Dr Sun Yat-Sen, père de la démocratie chinoise, dans un livre sur *Le développement de la Chine sur le plan international*, écrit :

Le monde a grandement profité du développement d'une Amérique industrielle et commerçante. De même, une Chine industrialisée constituera un Nouveau Monde pour l'économie mondiale. Les nations qui prennent part à ce développement retireront d'immenses avan-

tages. En outre, cette coopération internationale fortifiera la vigueur de la fraternité humaine.

Et encore :

Dans cette entreprise internationale, les capitaux étrangers devront être demandés, les experts et les hommes d'affaires appelés, et des plans grandioses adoptés.

Pendant la guerre, cet appel a été réitéré. A Londres, en août 1943, le ministre des Affaires étrangères chinois demandait pour la Chine des capitaux et des techniciens étrangers. Peu de temps après, à Tchoung-King, le ministre des Finances a proposé de nouveaux règlements de protection légale pour l'argent étranger. Et le généralissime Tchiang Kaï-shek lui-même, dans un télégramme à l'Association Chinoise d'Ingénieurs, écrivait : « Nous devons promouvoir des relations d'études et de recherches techniques avec les autres pays. » C'était en 1941. Une année plus tard, il souhaitait la bienvenue aux missionnaires de toutes confessions dans un remarquable discours, qui les appelle « nos compagnons, travaillant avec nous à sauver le peuple et à construire une nouvelle nation ».

Cet esprit de coopération ne doit nullement surprendre. C'est une nécessité absolue. Le bon sens dicte une telle politique. Imaginez un pays de cinq cent millions d'âmes, de superficie plus vaste que l'Europe entière. Pensez au besoin d'ingénieurs non seulement pour industrialiser la Chine, mais pour former ses propres ingénieurs, ses techniciens et administrateurs. Considérez le nombre de maîtres requis par une telle population, le nombre de docteurs, d'infirmières, etc. D'où viendront-ils ? La Chine peut en fournir quelques-uns, mais ne peut satisfaire toutes les demandes. La seule solution est d'accueillir l'aide étrangère.

Il est un autre aspect de la reconstruction de la Chine dont ses dirigeants se préoccupent : l'aspect spirituel. Dans un récent message de Noël aux soldats blessés, le Généralissime montrait que c'était travailler à la reconstruction de la Chine que d'inviter les missionnaires chrétiens à leur prêcher « la vérité de la vie ». Après avoir exposé les trois vertus essentielles du christianisme, il continuait : « J'ai dit quelques mots des trois principes de la foi, de l'espérance et de l'amour enseignés par Jésus-Christ. Si vous croyez en de tels principes, aucune difficulté ne vous arrêtera, vous pourrez réaliser votre idéal sublime de vie et mener à bien la tâche de la révolution chinoise ! »

Évêque catholique de la capitale de la Chine, je m'intéresse

surtout au point de vue spirituel. J'aime trop mon pays pour consentir à le voir suivre la route de beaucoup d'autres nations, emportées par la folle recherche des biens matériels. Il faut travailler coûte que coûte à la reconstruction matérielle, mais, sans la reconstruction spirituelle, elle serait plus nuisible qu'utile. La Chine aurait alors un corps sans âme. Elle aurait une arme à double tranchant sans savoir comment s'en servir. Elle a entre les mains une occasion qui ne se répétera pas. Il n'y aura qu'une reconstruction de la Chine.

C'est pourquoi je lance le cri d'appel à une croisade.

Je désire recruter des milliers d'hommes et de femmes qui veuillent embrasser une carrière qui soit une vocation. Je désire trouver pour la Chine des ingénieurs, des docteurs, des professeurs, des infirmières, des travailleurs du service social, des journalistes. C'est un appel aux apôtres que je lance ici. Je veux des hommes et des femmes qui, tout en s'engageant dans leur carrière professionnelle, apportent quelque chose de plus à la Chine : *le témoignage chrétien de leur vie.*

Il ne s'agit pas ici de missionnaires auxiliaires à la solde des missionnaires, mais d'hommes et de femmes qui aient une profession. Ils seront professeurs, ils seront docteurs. Ils viendront en Chine non pour travailler directement *pour* des missionnaires, mais indirectement *avec* eux. Ils viendront en Chine comme ils resteraient en Europe ou iraient en Amérique. Ils enseigneront dans les écoles gouvernementales et privées exactement comme ils enseigneraient aux États-Unis ou en Europe. Ils peuvent être attachés à un hôpital catholique ou à un hôpital du gouvernement. Leurs salaires seront payés par les institutions qu'ils servent. En d'autres termes, ils n'auront aucun lien direct avec les missionnaires, si ce n'est que leur activité laïque est organisée sous la direction d'un évêque. Mais si ces hommes et ces femmes ne possèdent pas une vie spirituelle profonde, ils n'aideront jamais à la reconstruction spirituelle de la Chine, mais l'acculeront à la ruine.

Cet appel de Chine constitue-t-il une idée nouvelle ? Non, certes. Il est simplement l'Action catholique des derniers papes appliquée à la Chine. Comme Sa Sainteté Pie XI l'écrivait : « Il est nécessaire que tous les hommes soient apôtres; il est nécessaire que le laïcat catholique ne reste pas oisif, mais qu'il soit uni à la hiérarchie, prêt à obéir à ses ordres, et qu'il prenne sa place dans le saint combat. »

Ce qu'il nous faut, c'est l'apostolat du semblable par le semblable. Il est difficile aux prêtres d'exercer leur influence dans les cercles médicaux ou sur la presse, mais c'est relativement facile pour un docteur ou un journaliste. Ceux-ci se mêlent à

leurs collègues non seulement dans leur travail, mais aussi dans leur vie sociale. Ils exercent une influence qu'aucun homme du dehors ne peut avoir.

Si ces professeurs, médecins, infirmières et ingénieurs sont vraiment apôtres en Chine, personne ne peut mesurer l'influence qu'ils auront pour christianiser le pays. C'est par là seulement que les différents cercles de la société chinoise pourront être sauvés des méfaits du matérialisme. Qui voudrait refuser le nom de vocation à un tel apostolat ? Le pape Pie XI emploie le mot : « L'appel du laïcat à participer à l'apostolat hiérarchique constitue vraiment et proprement une vocation. » Aussi ne puis-je hésiter à l'appeler une carrière qui soit une vocation, l'exercice d'un apostolat dans une profession.

Il est clair que la Chine ne limite pas son appel aux catholiques, et que des organisations s'occuperont de ceux qui veulent l'aider. Cependant, évêque catholique, je m'adresse naturellement à ceux qui professent ma propre foi. Bientôt, j'établirai à Nankin un bureau en liaison avec les pays étrangers et chargé de prendre soin de ceux qui répondront à mon appel. Qui pourra venir ? Pas n'importe qui, c'est clair. La reconstruction de la Chine n'est pas l'affaire de manœuvres, c'est une affaire d'experts. Aussi n'accueillera-t-on que ceux qui feront preuve d'une compétence déterminée. Ceux qui ne font encore qu'étudier ne doivent pas se décourager. Ils peuvent se préparer en vue de l'avenir, et un jour ils tiendront leur place en Chine.

Mais, je le répète, une pure compétence n'est pas suffisante. Christianiser un pays comme la Chine demande une foi vivante. Le pape Pie XI écrivait dans ce sens : « L'Action catholique est un apostolat véritable à la gloire du Christ. La grâce divine est nécessaire pour comprendre à fond cette tâche, et ce n'est point donné à celui qui n'est pas uni au Christ. Ce n'est qu'après avoir formé Jésus-Christ en nous que nous serons capables de Le donner en retour à la famille et à la société. »

C'est pourquoi si des hommes et des femmes viennent avec une compétence doublée de zèle pour participer à la reconstruction spirituelle de la Chine, je les introduirai dans les hôpitaux chinois et les autres institutions, et auprès des hommes d'affaires chinois. Ils n'auront pas besoin d'apprendre la langue, l'anglais leur suffira dans leurs travaux. Ils n'auront pas besoin de vivre à la chinoise, car dans beaucoup d'endroits ils auront les mêmes facilités qu'en Occident, dans une Chine qui s'industrialise et se modernise. Pas besoin non plus de renoncer à la vie de famille. On fera en sorte de leur permettre une vie normale au milieu d'amis chinois.

Certes, une connaissance du pays, des coutumes, des mouve-

ments et de l'esprit modernes serviront beaucoup à une mutuelle compréhension. Une initiation à la langue rendrait le séjour plus profitable et plus captivant. Mais l'essentiel demeure de posséder une compétence et un esprit d'apostolat.

La Chine regarde aujourd'hui vers l'Occident, mais ce n'est pas seulement vers l'Occident industriel. Elle attend aussi un secours spirituel, un secours chrétien qui seul peut la sauver dans son évolution moderne.

Une Chine nouvelle est née; un nouvel esprit possède la terre. Un apostolat renouvelé commence. Nous devons forger un nouveau type d'apôtre. La moisson blanchit à l'horizon. La Chine attend les ouvriers. C'est à vous, catholiques d'Occident, de répondre à son appel!

Mgr PAUL YUPIN,
Vicaire apostolique de Nankin.

LETTRE PASTORALE
DES EVEQUES CATHOLIQUES ALLEMANDS

. . . .

Nous remercions tous les prêtres et tous les laïcs qui sont intervenus en si grand nombre et si intrépidement en faveur de la loi divine et de la doctrine chrétienne. Beaucoup sont devenus en prison de véritables apôtres et beaucoup ont sacrifié leur vie pour leurs convictions.

. . . .

Plus d'un a péri dans les camps de concentration pour un tel acte de charité. Il est entré, en récompense, dans la gloire éternelle de Dieu. Quant à nous, il nous reste la consolante certitude que le christianisme a été cultivé dans notre peuple malgré l'oppression et malgré les persécutions. Nous nous souvenons avec émotion de tous ceux qui ont partagé leur maigre pain quotidien avec un non-aryen innocent et persécuté et qui ont dû s'attendre, jour par jour, à ce qu'un sort terrible leur fût réservé, ainsi qu'à leur protégé.

Peuple catholique! Nous nous réjouissons de voir que tu t'es gardé libre, dans une si grande mesure, de l'idolâtrie de la force brutale. Nous nous réjouissons de voir qu'un aussi grand nombre de gens de notre foi n'ont jamais plié le genou devant Baal; nous nous réjouissons de voir que ces doctrines impies et inhumaines ont été condamnées par bien d'autres que le cercle de nos frères catholiques.

Et pourtant, des choses terribles se sont produites en Allemagne, avant la guerre et pendant la guerre, dans les pays occupés, par le fait d'Allemands. Nous le déplorons profondément. Beaucoup d'Allemands, même dans nos rangs, se sont laissé induire en erreur par les doctrines fausses du national-socialisme, et ils sont demeurés indifférents à l'égard des crimes contre la liberté et la dignité humaines. Beaucoup ont favorisé ces crimes par leur attitude, beaucoup sont devenus eux-mêmes des criminels. Une lourde responsabilité pèse sur ceux qui, par leur situation,

pouvaient connaître ce qui se passait chez nous, qui, par leur influence, auraient pu gêner de tels crimes et qui ne l'ont pas fait; qui ont même rendu ces crimes possibles et qui se sont ainsi déclarés solidaires des criminels. Mais nous savons aussi que, chez ceux qui se trouvaient dans une position subalterne, notamment chez les fonctionnaires et les instituteurs, l'appartenance au parti ne signifiait pas, bien souvent, une adhésion intime aux terribles actions du régime. Plus d'un est entré dans ce parti sans connaître les actes et les buts de celui-ci, plus d'un a été contraint d'y adhérer, plus d'un aussi y est entré avec la bonne intention d'empêcher le mal. La justice exige que toujours et partout la culpabilité soit examinée pour chaque cas en particulier, afin que des innocents n'aient pas à souffrir en même temps que les coupables. Telle est l'idée que nous, les évêques, nous avons soutenue dès le début, et c'est pour elle que nous nous emploierons également à l'avenir.

Mais aussi nous ferons tout pour que, dans le peuple, et en particulier dans la jeunesse, les idées de la justice divine et des droits de l'homme, de la dignité humaine et de la liberté de conscience, reprennent solidement racine, et pour que le retour d'un semblable état de choses ou d'une nouvelle guerre soit rendu impossible.

Nous voulons reconstruire et nous serons reconnaissants de toute aide qui nous sera donnée dans notre mission religieuse. Nous espérons que la possibilité sera de nouveau donnée aux parents catholiques d'envoyer leurs enfants dans des écoles catholiques. Il n'y a pas de meilleure garantie pour l'assainissement de la situation spirituelle qu'une éducation vraiment religieuse, qui est assurée par l'école confessionnelle. C'est pourquoi, dans un saint esprit, et d'accord avec les instructions du pape Pie XI dans sa magnifique encyclique sur l'éducation, nous persistons à réclamer l'école catholique pour les enfants catholiques. Dans les localités où la possibilité d'une école publique catholique n'est pas donnée, l'Église devra conserver la liberté d'instituer des écoles primaires catholiques privées. Nous réclamons également des écoles catholiques privées du second degré, notamment les écoles congréganistes, telles qu'elles existaient avant 1933, et qui ont eu une action bienfaisante. Nous fondons notre exigence sur notre droit garanti par la loi et par le Concordat. Nous espérons que tous les fidèles soutiendront de toutes leurs forces nos efforts pour une éducation vraiment catholique des enfants.

Chers diocésains! Si après la terrible catastrophe nous voulons recommencer notre vie, si nous voulons reconstruire l'édifice de notre vie en tant que peuple et de notre vie politique,

considérons les leçons d'un passé récent. N'a-t-on pas voulu construire la maison sans l'aide de Dieu ? N'est-ce pas pour cela qu'elle est devenue en dernier lieu une tour de Babel ? N'a-t-on pas voulu bâtir sans tenir compte d'une pierre angulaire que Dieu lui-même a posée — Jésus-Christ — grâce à laquelle seulement les murs tiendront d'une façon vraiment efficace et durable ? La première chose à faire, dans la reconstruction, sera de faire reconnaître à Dieu, dans la vie de l'individu et de la communauté, la place qui lui revient comme au maître suprême, et que l'on avait attribuée à d'autres valeurs de second rang : l'État, la race, la nation.

Notre peuple — et même l'humanité tout entière — est placé devant l'alternative dont le vieillard Siméon a parlé pour la première fois dans le temple de Jérusalem : « Celui-ci est venu pour la chute de beaucoup et pour le salut de beaucoup. » Le dilemme pour nous est aujourd'hui celui-ci : « Ou bien remonter la pente avec le Christ au-devant d'un avenir meilleur, ou bien sombrer sans le Christ et même contre le Christ dans la ruine complète. »

Il faut que nous retrouvions le chemin d'une foi vivante en Dieu, afin que nous soit donnée de nouveau la condition première de toute vie humaine en commun : le respect. Seul, le respect peut rendre possible et supportable la vie d'une communauté humaine en ce monde : respect de Dieu, le créateur et le maître; respect de sa sainte volonté qui s'exprime pour nous par les dix saints commandements, et respect aussi de notre prochain. Le manque de respect de l'époque qui vient de s'écouler n'a-t-il pas été justement la source de tous les maux et la racine de tous les péchés que nous déplorons et dont nous avons souffert. C'est sur la base du respect seulement que peut s'édifier une véritable vie familiale; seul, le respect peut ordonner et sanctifier les rapports des sexes entre eux.

Il faut que règne le respect de la vie, car Dieu seul peut la donner et aussi la retirer. L'homme n'a pas le droit de disposer lui-même de sa vie, car elle est un dépôt confié par Dieu. Le suicide — quelque innocent que soit le terme sous lequel on le désigne, mort libre ou autre — demeure une grave atteinte aux droits souverains de Dieu. C'est l'un des péchés les plus horribles et les plus gros de conséquences, lorsqu'il se produit consciemment. La vie ne doit pas être détruite sciemment ou volontairement, même lorsqu'elle a été donnée par fraude ou par violence. Considérés au point de vue purement humain, les cas de ce genre sont certainement parmi les plus tragiques où puisse se trouver placée une femme, et il faut une grande force morale pour supporter cette douleur. Tous ceux qui auront à s'occuper

de cas semblables, soit la famille, peut-être l'époux lui-même, le fiancé, le père ou la mère, soit les médecins ou les prêtres, les fonctionnaires de l'assistance sociale, les membres d'une association féminine ou des associations de jeunes filles ou qui que ce soit d'autre, s'intéresseront à la malheureuse avec une sympathie consciente et chercheront à soulager son sort. Lorsque s'améliorera notre époque insubordonnée, il y aura lieu de fonder des institutions ou d'agrandir celles qui existent, où les enfants de cette catégorie pourront être recueillis, afin d'y être élevés dans des sentiments de charité chrétienne. Mais jamais il ne pourra être permis, et personne ne peut prendre le droit d'empiéter sur les droits souverains de Dieu et détruire des vies en leur germe. Tous les médecins estimeront contraire à leur honneur de prêter la main à de semblables agissements. Les mères devront s'efforcer, si pénible que cela puisse être pour elles, de penser moins au dommage qui leur a été causé qu'à la vie innocente qui mûrit. Dieu, aux yeux de qui elles sont innocentes, leur donnera la force de supporter leur malheur avec un courage chrétien.

Il faut aussi que soit restauré le respect de la personnalité de notre prochain. Nous avons encore tous sous les yeux, d'une façon trop vivante, l'image de ce que devient l'homme qui, privé de droits, maltraité, est dépouillé de sa dignité d'homme. Aucune communauté véritable ne peut déployer son action bienfaisante parmi les hommes si le respect de l'étranger, de son droit de propriété, de sa bonne réputation n'est observé par tous.

En effet, aucune vie populaire et politique véritable ne peut s'édifier que sur une croyance vivante en Dieu. Celle-ci est le seul fondement solide qui puisse la supporter. Bâtissons sur ce fondement, dans un esprit d'amour, de cet amour que nous a offert notre Seigneur et notre Sauveur et dont il a fait le signe de son ascension dans les cieux. Le signe auquel tous devront reconnaître que vous êtes mes disciples, c'est que vous vous aimerez les uns les autres. Car elle retentit encore à nos oreilles la façon dont on a outragé cet amour et dont on l'a honni comme non viril, pour mettre à sa place la force et la violence. Nous subissons aujourd'hui les conséquences épouvantables de cet appel à la violence. L'amour s'est montré de tout temps le ciment le plus solide pour construire toutes les communautés humaines, quelles qu'elles soient.

Aujourd'hui surtout, dans la misère presque infinie où nous avons été précipités, nous avons besoin de cet amour prêt au sacrifice et fort pour le sacrifice. Un pénible hiver nous attend. Il ne serait pas allégé si, découragés, nous demeurions inactifs

ou si, par une sorte de désespoir, nous nous laissions entraîner par des courants extrémistes. Non, nous mettrons courageusement la main à l'œuvre, dans une confiance pleine de foi en Dieu, nous travaillerons avec une fidélité inébranlable, nous nous aiderons les uns les autres dans un amour désintéressé, nous nous soutiendrons mutuellement avec une fraternité véritable.

Fulda, le 23 août 1945.

(*D'après* Radio Vatican *du 28 septembre.*)

PEUPLES ET CIVILISATIONS

J.-T. Delos. *La place de l'hitlérisme dans le nationalisme totalitaire.*

Nous avons publié dans le numéro d'août-septembre une étude sur la Nation tirée d'un ouvrage de P. Delos, paru pendant la guerre aux Éditions de l'Arbre à Montréal. Nous en extrayons aujourd'hui un second chapitre sur le rôle de l'hitlérisme dans la conception du nationalisme totalitaire. Il n'est pas inutile, en effet, de réfléchir, même encore maintenant, sur la prodigieuse expérience dont nous fûmes plus que les témoins durant ces dix dernières années.

CHRONIQUES

Marc Scherer. *La Semaine Sociale de Toulouse.*

... où la méthode est en jeu.

Henri Bartoli. *La politique de la main-d'œuvre chez les Anglo-Saxons pendant la guerre.*

Un passé qui va peser lourdement sur l'avenir.

Pierre Uri. *Conjoncture française.*

La politique des prix.

Lettres de pays amis.

Deux amis nous écrivent en toute liberté, de Belgique et d'Angleterre, analysant la situation politique telle qu'ils la voient dans leur pays.

Marcel Laloire. *Problème belge.*

Robert Speaight. *Chronique anglaise.*

●

DOCUMENT

Les événements de la Haute-Djezireh, spécialement à Derbessié.

Peu de Français connaissent l'œuvre accomplie par les missionnaires et les administrateurs de leur pays dans la Haute-Djézireh, située dans la partie orientale de la Syrie, entre l'Arménie et la Mésopotamie. Grâce à eux, des chrétiens qui n'avaient connu jusque-là que la persécution ont pu vivre en paix, s'organiser, se développer, pendant vingt ans. C'est cette œuvre qui est maintenant mise en question, on lira ici à la suite de quels événements.

●

D. D. *Zones d'occupation.*

LIVRE

LA PLACE DE L'HITLERISME DANS LE NATIONALISME TOTALITAIRE

1° Le Mouvement : une philosophie au combat

Il est permis de croire que l'histoire de la philosophie ne retiendra pas le nom de l'hitlérisme national-socialiste. C'est qu'il n'est pas une spéculation, il est un *Mouvement*, *Bewegung*. Cette notion, qu'il a si explicitement élaborée, exprime bien sa nature.

Mais, s'il n'est pas une philosophie, ce *Mouvement* s'alimente surabondamment à la tradition philosophique de l'Allemagne. Il n'est pas présomptueux lorsqu'il prétend remonter aux sources de l'ancienne civilisation germanique, tribale et militaire, antérieure au christianisme. Par-delà Luther, et par-delà le christianisme, par-delà le droit romain et la romanité, il rejoint, dit-il, les valeurs originales du germanisme; et l'on ne saurait entièrement contester sa prétention. Le sentiment de l'unité ethnique et raciale a toujours été latent dans le peuple germanique. A son tour, la pensée allemande l'a développé et corroboré par ses essais de justification. Depuis Fichte, la philosophie politique a toujours fait une place à un racisme, mal défini, mais puissant. L'*Esprit de Peuple*, *Volksgeist*, entouré d'un halo sentimental par le mysticisme romantique, utilisé par Savigny et l'École historique, est, de l'aveu même des auteurs nationaux-socialistes, une représentation incomplète mais exacte de ce qu'il appelle lui-même l'Ame de la Race, *Rassenseele*. De Nietzsche est venue l'exaltation de la Volonté de Puissance liée à une vitalité physiologique. La pitié, dit-il, les prétentions d'égalité, l'objectivité revendiquée par la science trahissent la « baisse physiologique » d'une vie épuisée; le véritable vouloir-vivre est une volonté de puissance, une volonté qui s'impose à son milieu et qui l'assu-

jettit. Un nietzchéisme de bas étage — sans doute très indigne du maître — se retrouve certainement dans l'anti-intellectualisme, dans l'appel à une volonté de puissance biologique, dans le pragmatisme de la lutte et de la cruauté, et dans l'idée du « grand homme synthétique » que professe le national-socialisme.

Il se présente donc comme une transposition, dans l'ordre de Mouvement, des idées et des attitudes spirituelles antérieures. Il les entraîne au service de l'action, dût-il les déformer pour les utiliser. Son action, quoique politique le plus souvent, se branche sur le dynamisme propre au nationalisme. Il en accroît la force brutale, parce que dans sa conception de la nationalité il fait appel surtout au dynamisme physique et biologique de la race, du sang, du sol, et parce que, dans l'ordre des idées, il transcrit en termes biologiques et physico-naturistes les conceptions philosophiques qu'il puise dans son ambiance. Elles se trouvent ainsi dégradées, matérialisées, avant d'être réalisées dans l'action politique, de grossir et d'accélérer le *Mouvement*.

En dépit de cette dégradation des valeurs, le national-socialisme hitlérien reste constamment chargé de philosophie, — de résidus philosophiques; il en a conscience, et il le veut de façon délibérée. Il sait qu'il se rattache à une philosophie, qu'il en tire sa force, et qu'il doit à ce fait sa place unique dans l'histoire. Il veut réaliser une doctrine par son *Mouvement*, et il se voit sans cesse lui-même dans son rapport avec le problème de civilisation : il apporte, dit-il, la solution de ce problème. C'est pourquoi il professe qu'il inaugure un ordre « valable pour mille ans », c'est-à-dire pour un avenir indéfini.

Oui, dit Hitler, résumant sa pensée, tout ce que nous pouvons apprendre dans le passé, c'est à fixer à notre action politique un double objectif : le territoire, but de notre politique extérieure, et une nouvelle doctrine philosophique, but de notre politique intérieure [1].

Extension territoriale et réalisation d'une doctrine philosophique dans ces cadres agrandis, voilà le but. Il était évident que le nouveau mouvement ne pouvait espérer acquérir l'im-

1. *Mein Kampf*, p. 619. Nous citerons d'après l'édition intégrale hors

portance et la force nécessaires à cette lutte gigantesque que s'il réussissait dès le premier jour à éveiller dans le cœur de ses adhérents la conviction sacrée que la vie politique n'en recevrait pas simplement une formule électorale nouvelle, mais qu'elle se trouverait *en présence d'une conception philosophique nouvelle d'une importance fondamentale* [2].

Le marxisme a donné l'exemple. Notons, en passant et pour n'y plus revenir, que l'hitlérisme se définit souvent par opposition, surtout par opposition au marxisme, qui est, lui aussi, une doctrine universelle. Sans doute y a-t-il à cela une raison historique : c'est en étudiant le marxisme et en le rejetant que Hitler semble s'être formé. Mais une raison plus profonde s'ajoute à celle-là. Sa pensée ne semble prendre conscience de son contenu qu'en s'opposant, en niant, en recourant à l'antagonisme. Le marxisme, le juif, le criminel de novembre, etc., ne désignent ni une doctrine ni une position politique prises objectivement, jugées selon leur valeur propre; ils fournissent matière à une négation sans laquelle le contenu de l'affirmation n'apparaîtrait pas avec toute sa valeur et dans sa plénitude. Il y a là un procédé dialectique dont il faut comprendre le mécanisme. Celui qui croirait qu'aux yeux de l'hitlérisme, les termes : marxisme, juif, bolchévisme, aryen, non-aryen ont un contenu intellectuel immuable et défini, et penserait que l'anathème ou la lutte portent contre lui, commettrait une étrange erreur. En réalité, les écrits et discours d'Hitler nous mettent bien plutôt en présence d'un esprit qui obéit à sa propre loi de nature, développe son propre mouvement, se sert de l'idée adverse comme d'un terme négatif afin de s'affirmer et de se dépasser soi-même. C'est pourquoi tant d'exposés ou de discours du Chef ou de ceux qui le suivent sont « irréfutables », parce que « insaisissables » intellectuellement. Idées et faits y sont travestis sans aucun souci d'objectivité; il n'y a de *vrai* que le *mouvement* d'une pensée qui suit son propre cours et qui ne rencontre les

commerce en dépôt à la Librairie Critique, 18, rue Cels, Paris. Les textes étant souvent asez verbeux, nous soulignerons parfois, dans une citation, le passage auquel nous nous référons particulièrement; les soulignements seront donc de nous, sauf indication contraire.

2. *Ibid.*, p. 353.

rives que pour rebondir sur elle-même et précipiter sa marche. La même nécessité dialectique qui s'impose à la pensée s'impose aussi à l'action. Tout se passe comme s'il était besoin d'un ennemi pour s'exciter à vouloir et se diriger, non pas tant contre cet ennemi instrumental que vers ses propres buts. On pourrait dire également que la pensée hitlérienne est essentiellement politique; et nous avons montré déjà comment sa notion de politique repose sur un antagonisme, sur l'opposition ami-ennemi; la conscience de l'autre, ou de l'ennemi, permet de dégager et de définir l'ami : les amis de nos ennemis sont nos ennemis; les ennemis de nos ennemis sont nos amis; les amis de nos amis sont nos amis; les ennemis de nos amis sont nos ennemis.

Quoi qu'il en soit des raisons pour lesquelles Hitler fait si souvent appel aux exemples puisés dans l'histoire du marxisme, il est frappé par un fait qui, à ses yeux, explique la puissance de cet autre mouvement : il

> n'est lui-même que la transformation, par le juif Karl Marx, en une doctrine politique précise, d'une conception philosophique générale déjà existante... la doctrine marxiste est, en résumé, l'essence même du système philosophique aujourd'hui généralement admis [3].

Mais cette philosophie n'est point doctrine abstraite, elle n'est point Programme, Manifeste ou Déclaration de Droits, au sens où l'entendait le rationalisme démocratique. Elle est Mouvement, *Bewegung*; elle est à la fois collectivité, pensée et action.

> Cette transmutation d'un système philosophique idéalement vrai en une communauté politique de foi et de combat nettement définie, organisée rigidement, animée d'une seule croyance et d'une même volonté, voilà le problème essentiel : toutes les chances de victoire d'une idée reposent entièrement sur l'heureuse solution de ce problème.

Le Mouvement est donc différent des anciens partis politiques. Sans doute ceux-ci s'inspirent d'une doctrine; mais

3. Le monde bourgeois, lui, n'a qu'un fatras d'idées périmées et rapetissées; mais au fond il appartient au même monde philosophique qu'il combat; aussi est-il « impossible et même ridicule » d'attendre de lui une lutte efficace.

c'est pour en tirer un programme qu'ils offrent à la discussion; ils s'adressent à l'opinion publique par des voies rationnelles. Le mouvement est la doctrine philosophique vraie, en formation de combat. De là son intransigeance : les partis politiques transigent; les doctrines philosophiques jamais.

Les partis composent même avec leurs adversaires; les doctrines philosophiques se proclament infaillibles [4].

Ici encore, il nous faut prendre les leçons de l'Église catholique. Bien que son édifice doctrinal sur plus d'un point, — et souvent d'ailleurs d'une manière surtout apparente, — heurte la science exacte et l'observation, elle se refuse pourtant à sacrifier la plus petite syllabe des termes de sa doctrine. Elle a reconnu très justement que sa force de résistance... (réside) dans son attachement inébranlable à des dogmes établis une fois pour toutes, et qui seuls confèrent à l'ensemble le caractère d'une foi [5].

Nous pouvons donc dire que le Mouvement est une doctrine au combat. « Car il s'agit bien ici d'un combat » : il faut détruire d'abord, et c'est plus difficile que de construire.

Aussi le soldat de notre nouvel idéal doit-il, malgré tout son enthousiasme positif, mener d'abord une lutte négative pour se défaire de l'état actuel. Une jeune et noble doctrine, aux principes neufs et d'une importance essentielle, devra, si désagréable que cela puisse être à chacun, manier d'abord sans ménagement l'arme de la critique [6].

L'auteur raille ici ceux qui, même autour de lui, répètent

à tout propos — et ceci prouve bien le peu de profondeur de leurs vues en matière historique, — qu'ils refusent de se vouer à une *critique négative*, pour consacrer toute leur activité à un *travail constructif*; balbutiement puéril et stupide... preuve... que l'histoire de leur propre époque n'a pas laissé la moindre trace dans ces têtes-là. Le marxisme aussi avait un but, et lui aussi connaît un *travail constructif*... mais il n'en a pas moins commencé par la critique *durant soixante-dix ans*; critique destructive et dissolvante, et critique encore et toujours, jusqu'à ce que cet acide corrosif ait rongé le vieil État et l'ait fait tout mûr pour l'écroulement... C'est la même chose pour les religions. Le christianisme non plus n'a pas pu se contenter d'élever

4. *Mein Kampf*, p. 433.
5. *Ibid.*, p. 438.
6. *Ibid.*, pp. 431-432.

ses propres autels, il lui fallait procéder à la destruction des autels païens. Seule, cette intolérance fanatique devrait créer la foi apodictique; elle en était une condition première absolue... [7] Chacun peut aujourd'hui constater à regret que dans le monde antique, beaucoup plus libre que le nôtre, le christianisme a introduit avec lui la première terreur spirituelle; mais il ne peut rien au fait que, depuis cette époque, le monde vit sous le signe et sous la domination de cette contrainte. Et on ne brise la contrainte que par la contrainte, la terreur que par la terreur [8].

Le Parti aura donc une « infernale intolérance », une « âpre volonté », et portera en lui-même « une pensée nouvelle pure et absolument conforme à la vérité » [9], qu'il fera régner par la terreur spirituelle et par la force.

Dans le parti même, du reste, la pureté de la pensée est surtout affaire des chefs. Une fois de plus, le marxisme a ouvert la voie; nous avons déjà signalé la similitude des schèmes; elle continue.

On n'avait jamais compris que la force d'un parti politique ne réside nullement dans l'intelligence et l'indépendance d'esprit de chacun de ses membres, mais bien plutôt dans l'obéissance et l'esprit de discipline avec lesquels ceux-ci suivent le commandement spirituel [10]. Une compagnie de deux cents hommes intelligents autant que capables deviendrait, à la longue, plus difficile à mener que si elle contenait cent quatre vingt-dix hommes moins bien doués et dix autres ayant une formation supérieure [11].

Ce qui importe, c'est que les chefs aient en main la troupe « la mieux disciplinée, la plus aveuglément obéissante, et la mieux entraînée » [12].

Ceci est une notion fondamentale que nous ne devrons jamais perdre de vue, lorsque nous examinerons *la possibilité de transposer dans la réalité un système philosophique* [13].

Ainsi s'annonce la dictature du *Mouvement*, qui sera celle d'une philosophie, d'une Idée.

7. *Ibid.*, p. 432.
8. *Ibid.*, p. 433.
9. *Ibid.*, p. 433.
10. *Ibid.*, p. 436.
11. *Ibid.*, p. 435.
12. *Ibid.*, p. 436.
13. *Ibid.*, p. 436.

2° Le naturisme

Mais quelle philosophie ?

L'idéalisme hégélien et « son panthéisme de la Culture » conduisaient à un totalitarisme étatique. En l'État divin et bureaucratique se réalisent l'Idée morale absolue, la liberté et la « vraie philosophie ». Passant de la dialectique idéaliste à la dialectique du matérialisme, le marxisme aboutit encore à une orthodoxie d'État, à la dictature du prolétariat, au Parti Unique. A son tour, le national-socialisme hitlérien coule l'histoire dans les mêmes schèmes, mais y introduit un nouveau moteur : l'idée hégélienne et le mouvement marxiste sont remplacés par un principe vital. Inhérent à la vie biologique, il met en continuité les forces élémentaires de la nature et les plus hautes manifestations de l'esprit, il est l'expression de la Destinée dans le monde, de la pensée divine dans la nature et dans l'histoire. — Le résultat, c'est un naturisme, qui, si on le presse, échappe difficilement à un panthéisme, et à une immersion de l'esprit dans la nature, qui unit et confond le culte de l'énergie vitale et l'aspiration à la culture, introduit des séquelles darwinistes dans un schème hégélien, et substitue un vitalisme biologique au matérialisme historique de Marx.

La nature et ses énergies premières se manifestent par la volonté de vivre, par la tendance à la durée et au progrès. Leurs manifestations, diverses à l'infini, obéissent à une loi fondamentale : elles suivent le processus, étroitement limité, de la reproduction et de la multiplication, qui entraîne la lutte pour la vie et la sélection [14].

Le vouloir-vivre de la nature impose l'élimination des faibles.

Tout croisement de deux êtres de valeur inégale donne comme produit un moyen terme entre la valeur des deux parents;

le rejeton est donc de valeur moindre que le meilleur des deux parents; ainsi ces unions abaissent-elles le niveau de

14. *Ibid.*, p. 269.

la race et font avorter les espoirs de la nature. L'accouplement entre des êtres de race inégale

est en opposition avec la volonté de la nature qui tend à élever le niveau des êtres. Ce but ne peut être atteint par l'union d'individus de valeur différente, mais seulement par la victoire complète et définitive de ceux qui représentent la plus haute valeur. Le rôle du plus fort est de dominer et non point de se fondre avec le plus faible, en sacrifiant ainsi sa propre grandeur. Seul, le faible de naissance peut juger cette loi cruelle; mais c'est qu'il n'est qu'un homme faible et borné; car, si cette loi ne devait pas l'emporter, l'évolution de tous les êtres organisés serait inconcevable [15].

La nature assiste à cette lutte en témoin « satisfait ».

La lutte pour le pain quotidien entraîne la défaite de tout être faible ou maladif, tandis que le combat que livre le mâle pour conquérir la femelle n'accorde le droit d'engendrer qu'à l'individu le plus sain, ou du moins lui donne la possibilité de le faire. Mais le combat est toujours le moyen de développer la santé et la force de résistance de l'espèce et, par suite, la condition primordiale de ses progrès [16].

Ainsi les luttes de races jouent-elles dans cette conception plus biologique le rôle des luttes de classes dans le marxisme : elles ne sont qu'une forme de la lutte de la faim et de l'amour, du processus imposé par le vouloir-vivre de la nature; car celui-ci se manifeste et se réalise par l'antagonisme.

Si le processus était différent, le progrès futur s'arrêterait et il y aurait plutôt régression. En effet, comme les moins bons l'emporteraient toujours en nombre sur les meilleurs, si tous les individus avaient la même facilité de survivre et de se reproduire, les moins bons se reproduiraient si rapidement que les meilleurs seraient finalement refoulés à l'arrière-plan. Il faut donc qu'une mesure corrective intervienne en faveur des meilleurs. La nature y pourvoit en soumettant les faibles à des conditions d'existence rigoureuses qui limitent leur nombre; elle ne permet qu'à des survivants triés de se reproduire; elle opère alors une nouvelle et rigoureuse sélection en prenant pour criterium la force et la santé [17].

Ainsi la nature observe-t-elle « le principe de l'aristocratie » [18], elle respecte et enseigne le « principe éternel de la force et de l'énergie ».

15. *Ibid.*, pp. 269-271.
16. *Ibid.*, pp. 269-271.
17. *Ibid.*, p. 271.
18. *Ibid.*, p. 63.

3° La nature, la race et la civilisation

Cette loi ne s'applique pas seulement aux individus, mais aux races. Car l'énergie n'est pas dispensée également à tous; elle est répartie selon les races. De là « l'importance de l'entité ethnique », « condition préalable mise à l'existence » de l'humanité « et à sa civilisation ». La méconnaître ou la violer, lui substituer, par exemple, le principe de l'égalité — « marxiste » ou « juif » — entraînerait « la fin de tout ordre humainement concevable », aboutirait au « chaos dans cet univers au-delà duquel s'arrêtent nos conceptions », « signifierait ici-bas la disparition des habitants de notre planète ». Alors notre planète recommencerait à parcourir l'éther comme elle l'a fait il y a des milliers d'années : il n'y aurait plus d'hommes à sa surface. « La nature éternelle se venge impitoyablement quand on transgresse ses commandements, c'est pourquoi je crois agir selon l'esprit du Tout-Puissant, notre Créateur[19]. » Mélanger les races supérieures et les inférieures, — surtout juives, — c'est amener la décadence du peuple civilisateur, c'est pécher contre la nature, car « la tâche qu'elle a entreprise depuis des milliers de siècles pour faire progresser l'humanité serait rendue vaine d'un seul coup[20] ». « C'est aussi pécher contre la volonté de l'Éternel, notre Créateur. Mais cet acte reçoit la sanction méritée par le péché[21] »; « entré en conflit avec les principes qui lui permettent d'exister en tant qu'homme », « agissant contre le vœu de la nature », l'homme a « proposé sa propre ruine ».

Ainsi le respect des lois de la race, la reconnaissance du privilège des races supérieures, sont-ils la forme fondamentale de l'acquiescement aux lois de la nature et du Créateur; le racisme prend place dans une théodicée. Ce n'est donc point sur une définition scientifique de la race que s'appuie le système; les constatations de la science, lorsqu'elles pourront être utilisées, ne serviront que de prétexte et d'ap-

19. *Ibid.*, p. 63.
20. *Ibid.*, p. 271.
21. *Ibid.*, p. 272.

point. C'est une conception générale du monde, une philosophie de la nature et une morale biologique qui conduisent à l'idée de race, en déterminent le contenu, et, le cas échéant, l'imposent à la science. La lutte pour l'idée de race, contre le principe d'égalité et contre toute doctrine du salut individuel, est la forme essentielle de la lutte du Bien contre le Mal, et l'on retrouve ici le manichéisme foncier si fréquent dans la pensée allemande. L'égalité des hommes ne peut être que l'invention d'une race inférieure, désireuse de désarmer les races supérieures et d'instaurer son hégémonie sur leurs ruines. C'est ce qui donne une grandeur apocalyptique au combat engagé contre le judaïsme. C'est une lutte inexpiable, inextinguible, celle de la nature et du principe du bien contre le principe du mal. Qui, en effet, sinon le judaïsme, a introduit dans le monde et défendu avec passion un monothéisme qui permet les relations personnelles de l'individu avec Dieu ? Il a planté l'homme, dans son individualité spirituelle, en face de Dieu, l'entourant d'un réseau de droits, suscitant la passion de la justice et le sens de l'égalité, rompant au profit de l'homme, même le plus miséreux, l'enchaînement et la continuité de la nature. C'est lui qui, par sa foi et par sa Loi, par son ascèse et son sacrifice, — par tout ce qui légitime son existence, — prétend qu'il faut *vaincre la nature*, précepte ou conviction « spécifiquement judaïque, aussi comique que niaise », « absurdité d'origine juive », « si absurde qu'on ne peut pas en tirer, à vrai dire, une conception du monde[22] ».

> La question de race n'est donc pas seulement la clef de l'histoire du monde; c'est celle de la culture humaine[23].

Mais si l'on demande quelle race détient cette clef,

> sur ce point, la réponse est facile et claire. Tout ce que nous possédons aujourd'hui devant nous de civilisation humaine, de produits de l'art, de la science et de la technique, est presque exclusivement

22. Le marxisme égalitaire est le moyen dont se sert la race juive pour atteindre son but et supplanter la race supérieure. C'est pourquoi il est vitupéré, à certains moments, à l'égal du judaïsme; mais il n'a qu'un rôle instrumental. C'est dans le judaïsme qu'est le principe du mal, répète Hitler.
23. *Ibid.*, p. 321.

le fruit de l'activité créatrice des Aryens. Ce fait permet de conclure par réciproque, et avec raison, qu'ils ont été les seuls fondateurs d'une humanité supérieure, et, par suite, qu'ils représentent le type primitif de ce que nous entendons sous le nom d' « homme ». L'Aryen est le Prométhée de l'humanité... si on le faisait disparaître, une ombre profonde descendrait sur la terre; en quelques siècles, la civilisation humaine s'évanouirait et le monde deviendrait un désert.

C'est donc au profit de cette race que doit jouer la sélection. C'est aussi à son profit que s'établit la subordination des inférieurs aux supérieurs, exigée par la civilisation.

D'où vient la supériorité de l'Aryen ? Ses

facultés civilisatrices et constructives ne prennent pas leur source dans ses dons intellectuels. S'il n'avait que ceux-là, il ne pourrait agir que comme destructeur, mais jamais comme organisateur [24]. Ce qui fait la grandeur de l'Aryen, ce n'est pas la valeur de ses facultés intellectuelles, mais sa propension à mettre toutes ses capacités au service de la communauté. L'instinct de conservation a pris chez lui la forme la plus noble : il subordonne volontairement son propre moi à la vie de la communauté, — qui n'est autre que la race supérieure, — et il en fait le sacrifice quand les circonstances l'exigent [25].

Le désir de vivre est le même chez tous les hommes [26]. Mais il diffère chez les uns et chez les autres par la direction qu'il prend. Si cette volonté a pour objet l'individu, elle s'appelle égoïsme; et cette disposition morbide est si absolue que non seulement elle subordonne tout aux intérêts de l'individu en faveur de la généralité » [27]. Dans le premier présent. Si au contraire elle a pour objet la communauté, elle se manifeste « par l'esprit de sacrifice volontaire de l'individu en faveur de la généralité » [28]. Dans le premier cas, les hommes sont « de lâches égoïstes en révolte contre les lois de l'évolution » [28]; dans le second cas, ce sont des idéalistes, créateurs de civilisation. Cette subordination de l'individu à la communauté, « nous la nommons, pour la distinguer de l'égoïsme, l'idéalisme. Nous entendons par là uniquement la capacité que possède l'individu de se sacri-

24. *Ibid.*, p. 282.
25. *Ibid.*, p. 282.
26. *Ibid.*, p. 281.
27. *Ibid.*, p. 284.
28. *Ibid.*, p. 284.

fier pour la communauté, pour ses pareils... C'est à cette disposition d'esprit intime que l'Aryen doit sa situation dans le monde et que le monde doit d'avoir des hommes »[29].

4° L'idéalisme

C'est ici la clef de voûte de cet édifice. L'idéalisme, c'est-à-dire la « subordination des intérêts et de la vie de l'individu à ceux de la communauté »[30], n'est pas seulement une attitude morale, un acte de volonté : il implique un fait de connaissance. Les facultés intellectuelles séparées de la subordination aux fins de la communauté sont stériles. Même les plus éclatantes ne sont alors « que l'esprit en soi, c'est-à-dire une apparence extérieure sans valeur profonde, mais jamais une force créatrice »[31]. C'est par une disposition d'esprit intime qui le subordonne à la communauté que l'homme arrive à une vie intellectuelle féconde et vraie. « L'idéalisme le plus pur coïncide, sans en avoir conscience, avec la connaissance intégrale[32] »; « seul, il conduit l'homme à reconnaître volontairement les privilèges de la force et de l'énergie et fait de lui un des éléments infinitésimaux de l'ordre qui donne à l'univers entier sa forme et son aspect »[33]. Alors est tirée « de l'idée pure la force créatrice qui, en associant par une union unique en son genre la force brutale du poing à l'intelligence du génie, a créé les édifices de la civilisation humaine »[34].

C'est que, par cette volonté qui conduit à la connaissance intégrale, — par cet idéalisme, — l'individu retrouve les fins dictées par la nature; son esprit de sacrifice volontaire en faveur de la généralité le fait entrer dans les lois de l'évolution; par lui il s'incline devant la profonde nécessité de conserver l'espèce, fût-ce aux dépens de l'individu[35], et

29. *Ibid.*, p. 283.
30. *Ibid.*, p. 284.
31. *Ibid.*, p. 284.
32. *Ibid.*, p. 284.
33. *Ibid.*, p. 284.
34. *Ibid.*, pp. 283-284.
35. *Ibid.*, p. 284.

par cette soumission, il devient un créateur de civilisation, un élément actif de l'ordre universel.

Cette disposition idéaliste est naturelle à l'Aryen; elle est naturellement inaccessible aux autres; avec le premier, l'univers atteint ses fins de culture et de civilisation; avec l'autre, périrait l'ordre même du monde et de la nature.

La spéculation allemande du XIXe siècle a cherché à justifier la foi en la race germanique élue de l'esprit du monde. Fichte y parvenait par son racisme linguistique. Aux yeux de Hegel, cette élection se manifestait par la « pure intériorité » de cette race; seule elle a le « sens de l'esprit », elle manifeste la « synthèse d'esprit et de sentiment que nous nommons *Gemüt* ». Nous sommes ici en présence d'une nouvelle conjonction du sentiment et de la pensée. Mais, de l'idéalisme fichtéen ou hégélien à l' « idéalisme » hitlérien, naturiste, biologique et vitaliste, il y a dégradation. Le passage de l'un à l'autre marque une dénivellation; c'est maintenant la pensée qui est soumise à l'énergie vitale, à la force; c'est en conjuguant notre force avec celle de la nature et de l'évolution que nous entrons dans l'intelligence de ses lois. La priorité donnée à l'action et au devenir tourne ici au bénéfice de l'énergie vitale et de la force; celles-ci conditionnent la « connaissance intégrale »; la pensée ne dirige pas l'action, mais l'action conduit l'intelligence au but, ce qui revient à dire que l'action finit toujours par se justifier elle-même aux yeux de celui qui agit. — C'est enfin dans l'usage de la force que l'aspiration à l'unité se réalise tant dans l'âme que dans le monde; on trouve ici un des fondements de l'anti-intellectualisme foncier de l'hitlérisme.

Il imprime son sceau sur la notion de personnalité. En théorie comme en pratique, le *Mouvement* fait constamment appel aux personnalités fortes, à l'esprit d'initiative et d'entreprise. Étouffer les personnalités sous la loi du nombre est un des reproches fondamentaux adressés à l'égalitarisme bourgeois ou marxiste. Au contraire, la conception aristocratique et hiérarchique, avec la reconnaissance du privilège de la force, détache en relief les personnalités énergiques, et l' « idéalisme » provoque la manifestation d'héroïsme personnel au service de la communauté. Mais la source de la personnalité n'est pas dans l'individualité spi-

rituelle qui fait de l'homme un tout, une fin en soi et un sujet de droit. Au contraire, sa prédestination raciale lui demande de s'ouvrir aux lois de l'espèce, de mettre toute la force de sa volonté au service de la communauté dont les fins ne sont point universelles et rationnelles, mais sont celles même de la race. Ainsi la personnalité n'est-elle point ce qui rend l'homme incommunicable et lui donne valeur en soi; elle se manifeste au contraire par la puissance avec laquelle il s'absorbe et s'efface dans le Tout et au profit du Tout. Il n'est rien dans l'homme qui offre un fondement absolu du droit.

La liberté elle aussi, revendiquée fièrement comme la personnalité, prend un sens nouveau, que la doctrine officielle a souvent exposé. Plus que chez Hitler, la transposition du schème hégélien est sensible chez les doctrinaires du parti. Hegel avait mis dans l'État la liberté. C'est en lui qu'elle se réalise dans sa plénitude, sans plus rencontrer d'opposition. Le schème est analogue, mais à l'État se substitue la communauté nationale-raciale. Délibérément, l'individu brise les limites de son individualité en se donnant à la collectivité, avec toute la force de son « idéalisme ». Il atteint alors la vraie liberté, qui n'est pas celle de l'individu, mais celle du Tout. Il est libre de la liberté de son peuple, de son État, de sa Race qui épanouissent leurs énergies dans le monde, par-delà toute résistance.

5° L'État national-raciste

Toute conception générale de la civilisation trouve son expression dans la conception de l'État. L'État doit être national-raciste [36].

Si Hegel divinise l'État, c'est que celui-ci est la réalisation de l'Esprit dans l'histoire. Nous avons vu déjà comment, pour Hegel, le souverain absolu représente le *Volksgeist*. L'État allemand y trouvait déjà la justification de ses droits supérieurs; car si les qualités de la race germanique

36. Le mot *Völkisch*, sans exact équivalent en français, peut être traduit par national, si on y inclut un sens racial, ou par racial, à condition d'y inclure un sens national.

la disposent à recevoir la plus haute révélation de l'Esprit objectif, qui ne voit que l'État allemand aura parmi les peuples la même supériorité ?

L'idéalisme hégélien une fois disparu, le système ne s'écroule pas; son schème demeure, car un autre principe est substitué à celui de Hegel et y tient le même rôle.

La notion de race et celle de l'âme de la race vont combler les lacunes laissées par l'abandon de l'Idée hégélienne. Elles auront l'avantage d'être moins abstraites. L'esprit en marche dans l'histoire est en réalité un esprit et une puissance immanents à la race : c'est la volonté de vie et de progrès de la nature, liée aux forces élémentaires du sang et du sol. Les volontés les plus profondes de la nature, ses exigences dont dépend la civilisation, parlent par la race. L'esprit, lié aux forces de la nature, en suit les lois, qui sont celles mêmes de la destinée et qui expriment la volonté du Créateur. Immergé dans le concret, l'esprit se meut dans l'histoire, mais en suivant le sort même de la race et de ses énergies vitales. Hegel, dans un effort grandiose, poursuivait le dessein d'unir l' « universalité de l'esprit » et l' « immédiateté de la nature »; la conception raciste les unit à sa façon : la volonté de la nature s'exprime par la hiérarchie des races, et l'universalité concrète à laquelle elle tend est celle d'un tout dont l'unité est assurée par la subordination des races inférieures au service des races supérieures. Tel est l'ordre même de la civilisation.

Si déjà le monarque hégélien agissait en liaison avec l'esprit du peuple, *Volksgeist*, à plus forte raison l'État hitlérien sera-t-il l'agent et le représentant de l'âme de la race, *Rassenseele*. Son premier but sera de maintenir la pureté de la race et d'assurer sa liberté, dont la civilisation dépend. Une théorie vraie de l'État doit plonger ses racines « dans l'intelligence de ce fait que les forces créatrices de civilisation et de valeurs ont pour base la race, et que l'État doit logiquement considérer comme sa tâche principale la conservation et l'amélioration de cette même race, condition fondamentale de tout progrès humain »[37]. « Le but suprême de l'État raciste (national) doit être de veiller à la conserva-

37. *Mein Kampf*, p. 369.

tion des représentants de la race primitive, dispensateurs de la civilisation, qui font la beauté et la valeur morale d'une humanité supérieure[38]. » La valeur d'un État se mesure au service qu'il rend à son peuple, ou plus exactement à la race qui le constitue. Un État doit être qualifié de « mauvais », quel que soit son degré de civilisation, si par ailleurs il « voue à la ruine l'homogénéité raciale des représentants de cette civilisation »[39].

Il y a donc une valeur supérieure à l'État, c'est la race, avec ses promesses de culture et de civilisation.

La condition préalable mise à l'existence durable d'une humanité supérieure n'est donc pas l'État, mais la race qui possède les facultés requises[41]. La notion fondamentale, *c'est que l'État n'est pas un but, mais un moyen. Il est bien la condition préalable mise à la formation d'une civilisation humaine de valeur supérieure, mais il n'en est pas la cause directe. Celle-ci réside exclusivement dans l'existence d'une race apte à la civilisation*[42].

Parce que la conception *völkisch* (nationale-raciste) voit dans l'État non pas un but mais un moyen, certains juristes ont cru que la doctrine hitlérienne rétablissait la notion d'un « droit naturel » supérieur à la volonté de l'État et auquel l'État et le droit positif se subordonnaient; ils l'ont loué de contredire ou de redresser le positivisme juridique et le libéralisme qui placent dans l'État la source même du droit. Il est vrai que l'État n'est plus ici divinisé pour lui-même. Il fait la loi, il est législateur, mais il n'est pas la source du droit; celle-ci est en dehors et au-dessus de l'État : dans la race. La loi de l'État doit être juste, c'est-à-dire conforme au droit. Le droit, c'est ce qui répond aux exigences de la race ou du peuple qui l'incarne : le droit, c'est donc en définitive ce qu'exige cette collectivité, ce peuple de race supérieure, et la loi, œuvre de l'État, doit sa justice à sa conformité au bien de la race. Si le positivisme juridique est le passé, en ce sens que la source du droit est reportée au-delà de l'État, ce n'est nullement au profit du droit naturel, mais de la race et d'un principe biologique. Il semble

38. *Ibid.*, p. 372.
39. *Ibid.*, p. 373.
40. *Ibid.*, p. 371.
41. *Ibid.*, p. 370.

aussi que l'on s'éloigne de la divinisation hégélienne de l'État. Mais c'est une apparence plus qu'une réalité. Déjà, l'État hégélien devait sa vertu au fait qu'il était lui-même l'Idée morale objective et qu'il la réalisait. L'État *völkisch* n'est pas la race; mais en fait il l'incarne et la réalise dans l'action; il en exerce donc les droits, il en détient les pouvoirs, et comme la race ne prend pas d'existence sociale et concrète en dehors ou au-dessus de lui, l'État *völkisch* dispose souverainement du droit et de la source du droit, car c'est l'État qui institue le peuple-race et le « fait parvenir au plus haut degré de liberté »[42]. L'idéalisme qui soumet l'individu à la communauté et le pousse à se sacrifier totalement pour elle l'absorbe désormais dans l'État, personnification de la race. Le nationalisme raciste aboutit au totalitarisme d'État, et il lui donne une forme plus concrète et plus matérielle que ne pouvait le faire l'idéalisme hégélien.

En même temps, l'État national-raciste institue l'inégalité des droits. L'ordre qu'il établit est une hiérarchie qui reproduit la hiérarchie de races tant entre les individus d'un même peuple qu'entre les peuples eux-mêmes.

> Ce serait une absurdité de vouloir estimer la valeur des hommes d'après leur race et par suite de déclarer la guerre au point de vue « un homme en vaut un autre », sans être décidé à pousser jusqu'aux dernières conséquences... De même que je suis obligé d'apprécier diversement les hommes d'après la race à laquelle ils appartiennent, de même faut-il procéder à l'intérieur de la communauté à l'égard de l'individu[43].

L'ordre juridique établi par l'État n'a donc pas pour base les droits de l'homme et du citoyen, mais ceux de la race; il établit entre les hommes une discrimination qui les atteint à la source même de leur être, et qui laisse sans droit ceux qui appartiennent à la race réprouvée; ceux qui appartiennent à une race inférieure sont voués au service du peuple-maître. Par contre, l'individu en qui la race parle davantage, celui qui par ses aptitudes personnelles en manifeste mieux l'esprit, celui-là est le chef-né, il a le droit avec lui, et ses décisions sont celles mêmes du droit, toujours justes parce que c'est lui.

42. *Ibid.*, p. 372.
43. *Ibid.*, p. 421.

Le même principe s'applique aux rapports internationaux : l'inégalité des races entraîne celle des peuples et la hiérarchie des États.

La conception « raciste » fait place à la valeur des diverses races primitives de l'humanité... Elle ne croit nullement à leur égalité, mais reconnaît au contraire et leur diversité et leur valeur plus ou moins élevée. Cette connaissance lui confère l'obligation, suivant la volonté éternelle qui gouverne ce monde, de favoriser la victoire du meilleur et du plus fort, d'exiger la subordination des mauvais et des faibles. Elle rend ainsi hommage au principe aristocratique de la nature et croit en la valeur de cette loi jusqu'au dernier degré de l'échelle des êtres [44].

Selon la tradition, — immuable de Fichte et de Hegel, à Houston Chamberlain, et aux ethnologues de la « Race nordique », constante chez les philosophes, les philologues, les politiques, les historiens, — c'est le peuple allemand qui est au sommet de cette hiérarchie. Son État a reçu une « mission vraiment noble », qui « consiste à conserver et à défendre une espèce humaine supérieure, dont la bonté du Tout-Puissant a gratifié cette terre » [45]. Particulièrement.

celui qui parle d'une mission donnée au peuple allemand sur cette terre doit savoir qu'elle consiste uniquement à former un État qui considère comme son but suprême de conserver et de défendre les plus nobles éléments de notre peuple, restés inaltérés, et qui sont aussi ceux de l'humanité entière...

Le Reich, en tant qu'État, doit « se donner pour tâche non seulement de réunir et de conserver les réserves précieuses que ce peuple possède en éléments primitifs de sa race, mais de les faire arriver lentement et sûrement à une situation prédominante » [46]. Un tel État, « qui... veille jalousement à la conservation des meilleurs éléments de (sa race), doit devenir un jour le maître de la terre » [47]. La reconnaissance internationale des « droits seigneuriaux du peuple allemand conduirait l'humanité à son but, « une paix non pas assurée par les rameaux d'olivier qu'agitent, la larme facile, des pleureuses pacifistes, mais garantie par

44. *Ibid.*, p. 362.
45. *Ibid.*, p. 376.
46. *Ibid.*, p. 376.
47. *Ibid.*, p. 856.

l'épée victorieuse d'un peuple de maîtres, qui met le monde entier au service d'une civilisation supérieure »[48]. Cette conception raciste

répond à la volonté la plus profonde de la nature, quand elle rétablit le libre jeu des forces qui doit amener entre les peuples le progrès par la sélection. Un jour ainsi une humanité meilleure, ayant conquis ce monde, verra s'ouvrir librement à elle tous les domaines de l'activité.

Nous sentons tous que, dans un avenir éloigné, les hommes rencontreront des problèmes que, seul, pourra être appelé à résoudre un maître-peuple de la plus haute race disposant de tous les moyens et de toutes les ressources du monde entier [49].

Malheur à qui contrecarrerait cette volonté profonde de la nature, en amoindrissant la race aux droits seigneuriaux : « Celui qui ose porter la main sur la propre image du Seigneur dans sa forme la plus haute injurie le Créateur (des races) et aide à faire perdre le paradis [50]. »

J.-T. DELOS.

48. *Ibid.*, p. 375.
49. *Ibid.*, p. 363.
50. *Ibid.*, p. 362.

LA SEMAINE SOCIALE DE TOULOUSE

La dernière fois que les « Semainiers » s'étaient rencontrés, c'était à Bordeaux, en cet été 1939 où tout le monde sentait que chaque journée nous rapprochait de la catastrophe. Cette Semaine de Bordeaux était restée comme le dernier grand souvenir d'une époque révolue. Professeurs et auditeurs y avaient rivalisé d'entrain pour en faire un succès éclatant. De fait, aussi bien la tenue doctrinale des cours que la touchante ferveur du public avaient porté les Semaines sur un sommet. Une doctrine des classes y avait été esquissée, et l'on était arrivé au bord des fameuses « réformes de structure »... qui auraient dû faire l'objet des travaux de la Semaine d'Amiens en 1940.

La Semaine d'Amiens n'a pas eu lieu. Mais au cours des cinq années terribles, assez de transformations se sont produites, en France ou ailleurs, pour que les réformes de structure aient commencé d'entrer dans les institutions, au gré des circonstances ou des nécessités, et sans grand souci de justification doctrinale.

Reprenant leurs travaux en 1945 à Toulouse, les Semaines Sociales étaient dans le droit fil de leur tradition et de l'évolution historique en abordant l'étude des « transformations sociales » issues de la guerre à peine achevée, et en traitant ce sujet à la lumière de leur doctrine constante sur la « libération de la personne ».

Est-ce l'attrait du sujet ou le goût de « se retrouver » qui avaient amené à Toulouse tant d'auditeurs à cette « reprise des cours » de notre Université sociale? Les deux choses ensemble sans doute, et encore la joie de se grouper, à l'occasion de ce premier grand rendez-vous des catholiques de France, autour de Mgr Saliège, le pasteur intrépide à qui l'Église de ce pays doit tant. Le choix de Toulouse avait été aussi explicitement voulu comme un hommage à l'un des membres les plus éminents de la Commission générale des Semaines Sociales, Mgr Bruno de Solages, qui, lui aussi, avait porté témoignage pour les libertés inaliénables et avait payé sa rectitude d'une longue et doulou-

reuse déportation en pays ennemi. Saliège, Solages, deux noms qui symbolisaient l'esprit dans lequel les catholiques de France entendaient travailler. Près de deux mille auditeurs ont montré qu'ils comprenaient la valeur de ce symbole...



Près de deux mille auditeurs : presque autant que lors des Semaines les plus fréquentées, — et cela malgré les difficultés de communications (et le prix des voyages!), malgré l'absence à peu près complète de « propagande », malgré l'annonce très loyalement faite par la commission locale des risques d'inconfort : pas d'hôtel, apportez vos draps! etc... Bref, l'amitié des Semaines n'a rien perdu de son attirance, et, si l'on en juge par l'imposant afflux de jeunes, le cercle s'élargit. Et chacun retrouve ses habitudes : tous les dirigeants de tous les mouvements sont là, à la fois auditeurs assidus et organisateurs infatigables de « réunions d'affinités ». Comme, cette année, les « leçons documentaires » ont été supprimées, tous les après-midi sont livrés à l'initiative privée jusqu'à 5 heures, et partout, dans les salles annexes, à la buvette, sur les pelouses, sur un coin de la terrasse, ont lieu des réunions particulières. Je crois bien que le P. Martin a tenu une véritable Semaine Sociale d'après-midi sur les pelouses du Caousou en l'honneur d'*Économie et Humanisme*...

Le charme des Semaines tient traditionnellement à cette conjonction d'un enseignement systématique sur un sujet donné et d'une confrontation de toutes les expériences valables entreprises par tous les travailleurs du catholicisme social. Il faut souhaiter quand même que la Semaine ne devienne pas seulement le prétexte d'une foule de petits congrès annexes. L'essentiel demeure l'enseignement que des maîres y dispensent et qui doit marquer, chaque année, une prise de position des catholiques de France sur un problème particulièrement urgent, en même temps qu'un progrès dans l'expression de la doctrine catholique appliquée aux réalités sociales et économiques.

De cet enseignement, le seul compte rendu sérieux reste le gros volume contenant le texte intégral des cours. On n'en peut, en quelques pages, donner un aperçu complet, et c'est particulièrement vrai des travaux d'une session comme celle de Toulouse. En écoutant la succession des leçons, dont chacune était d'une solide texture, on sentait que la préparation de cette Semaine n'avait pas bénéficié des minutieuses mises au point auxquelles s'astreignait autrefois un corps professoral nécessairement divers par l'origine et les disciplines. La confrontation des plans, la délimitation des domaines, le choix d'un vocabulaire technique,

l'innombrable échange de lettres entre le président de la Commission générale et les professeurs, tout cela n'a pas eu, cette année, l'ampleur et la rigueur qui étaient de règle avant 1940. C'est que cette session a été préparée au milieu de difficultés matérielles inconnues jusqu'alors, dans un délai qui aurait dû décourager à l'avance des organisateurs moins résolus : « S'il y a un peu d'improvisation dans cette Semaine Sociale, a dit M. Charles Flory dans sa leçon d'ouverture, vous ne vous en étonnerez pas. » Est-ce à dire que cette Semaine manquait d'idée directrice ? Certainement pas, mais il faut accorder qu'entre la leçon d'ouverture de M. Charles Flory et la leçon de conclusion de M. le professeur André Rouast, les auditeurs éprouvèrent une impression de flottement, faute de bien saisir comment s'engrenaient l'un sur l'autre ces exposés de juristes, de philosophes, de théologiens, de techniciens qui n'avaient pas eu le loisir de définir leur langage commun et de préciser leur perspective particulière.

Veut-on quelques exemples de ces dissonances, perceptibles peut-être au seul auditeur exigeant, mais qui apparaîtront sans doute au lecteur attentif quand le compte rendu sortira des presses ? M. Daniel Villey, professeur à la Faculté de Droit de Poitiers, avait à traiter « la situation de l'économie française et la vie du travailleur » : c'était une des leçons de « faits », selon le plan traditionnel des Semaines. Nous eûmes un cours d'une riche substance et d'une élégante tenue, tel qu'on pouvait l'attendre d'un économiste des plus pénétrants et des plus « constructifs »... Mais, précisément, voilà que, dépassant le plan des « faits » et non content de dresser le bilan d'une situation économique dont la gravité justifiait les travaux de la Semaine, le conférencier entreprend — et avec beaucoup d'art et de séduction — de dégager une doctrine qui semblait clore la Semaine dès la deuxième leçon, ou tout au moins l'orienter dans le sens d'un libéralisme dont on pouvait penser qu'il prêtait à discussion. Et, en effet, plusieurs de ses collègues, parlant après M. Daniel Villey, ont-ils jugé nécessaire de souligner qu'ils n'entraient pas dans la voie ainsi tracée : *Amicus Daniel*... Joutes de beaux esprits ? Non pas! Chacun se rendait compte qu'il y avait plus qu'une affaire de présentation. D'où flottement...

Autre leçon de « faits » : « La propriété et son évolution ». M. Étienne Borne est philosophe. Personne ne s'est étonné de le voir traiter son problème en philosophe plus qu'en historien, — et en philosophe qui frôle volontiers la théologie morale. Seulement, quand on en vint aux problèmes des nationalisations, où les formes de la propriété subissent quelques « transformations », les auditeurs n'avaient pas présente à l'esprit l'introduction *his-*

torique qui les eût mis en mesure de saisir la nécessité et la validité de ces transformations.

Survint le R. P. Chenu, théologien. Au nom des « principes » — deuxième stade du plan des Semaines — il se livre à une analyse impitoyable de la « notion de profit ». Les moralistes sont ravis. Les techniciens s'étonnent de voir le sens que prennent, en théologie, les vocables économiques. Étonnement salutaire pour beaucoup : il est certain que le R. P. Chenu a remué des âmes. Mais on se demandait si, après lui, les hommes d'action, qui se battent dans la tranchée, oseraient encore avoir une opinion. Nous voici cependant aux « applications », — dernier stade du plan. Deux ingénieurs, MM. Louis Charvet et André Pairault, traitent de la « co-gestion de l'entreprise » et des « nationalisations d'entreprises ». L'un et l'autre très réservés, au nom de leur expérience et sans croire porter atteinte aux principes. Puis un juriste, homme d'État par surcroît, M. François de Menthon, parle de la « nationalisation du crédit » : beaucoup moins réservé, toujours au nom de l'expérience (on sait que la nationalisation du crédit est pratiquement chose acquise) et toujours sans croire porter atteinte aux principes. Et l'auditeur moyen de se demander : « Toutes les réformes de structures ne sont-elles pas solidaires et ne se commandent-elles pas l'une l'autre? Pourquoi est-il possible, légitime, utile de nationaliser le crédit, et périlleux ou inopportun de transformer les structures de l'entreprises? » D'où perplexité...

*
* *

Ces remarques — et l'on se doute bien que dans cette revue elles sont faites dans l'esprit le plus fraternel — ne tendent à contester la solidité d'aucune des leçons de la Semaine, encore moins de son intention fondamentale. Au reste, la leçon d'ouverture de M. Charles Flory ne laisse aucun doute sur l'inspiration qui a voulu être celle de tous les professeurs et qui a rencontré la pleine adhésion de tous les semainiers.

M. Eugène Duthoit n'était plus là pour nous accueillir avec sa proverbiale affabilité et pour guider nos travaux. Le bon ouvrier nous a quittés, ayant accompli sa tâche, laissant le noble héritage d'une œuvre rayonnante et en plein essor. En appelant M. Charles Flory à lui succéder, la Commission générale a voulu assurer aux Semaines une maîtrise qui serait celle du grand président défunt. C'est ce que tous comprirent en écoutant la première leçon d'ouverture du nouveau président[1].

1. Le texte intégral de cette leçon et de celle de M. André Rouast a paru dans la *Documentation Catholique* du 19 août 1945.

Parlant des fondements de notre doctrine sur la libération de la personne, M. Charles Flory a donné à ses auditeurs un raccourci de l'histoire doctrinale des Semaines qui est sans doute la meilleure synthèse, en si peu de paragraphes, de la pensée des « catholiques sociaux ». Les coordonnées philosophiques du mouvement issu des précurseurs de *Rerum Novarum* ont été parfaitement indiquées, tant à l'égard du socialisme utopique que du matérialisme marxiste, de l'empirisme économique de l'époque libérale ou des prétentions des systèmes totalitaires. Et quant aux tâches présentes (d'un présent qui durera longtemps), elles sont d'une ampleur telle qu'il faut les recenser et les sérier avec soin. Dans l'état de pénurie où nous nous trouvons, tout est dominé par l'économique : les problèmes sociaux semblent passer à l'arrière-plan. Il faut pourtant qu'ils soient traités et résolus. Sinon, à peine sortis du péril totalitaire et des ornières du capitalisme classique, nous retomberions dans la servitude d'une autre oppression totalitaire. Maintenir, envers et contre tout, le primat de l'humain et le souci de la libération de l'homme dans un monde qui sera encore longtemps régi par une nouvelle loi d'airain, telle sera la mission de ceux pour qui une meilleure organisation de la vie temporelle doit s'accompagner d'un progrès spirituel de l'humanité. « Et pour cela, dit M. Charles Flory, aucune des réformes de structures ne nous paraît trop hardie. » Encore faut-il préciser que ces réformes de structures ne suffisent pas à « couvrir le champ de nos préoccupations sociales » et à « parer à tous les dangers qui menacent la personne humaine. Il est même essentiel de ne pas perdre de vue que nationalisations et réformes d'entreprises, quel que soit le potentiel de progrès humain qu'elles portent en elles, n'apporteront aucun allègement immédiat à nos difficultés économiques, dont dépendent, en définitive, nos conditions de vie de demain ». Ceci dit, il ne faut pas se dérober à la tâche : « Beaucoup de Français, même socialement généreux, sont portés à croire que le moment est mal choisi pour procéder à des transformations sociales importantes. Pour nous, nous pensons au contraire qu'en raison même de leur aspect moral, les aspirations qu'elles recouvrent ne peuvent être indéfiniment refoulées. Le risque vaut d'être couru lorsque, comme aujourd'hui, la conjoncture politique s'y prête, mais il doit l'être avec le maximum de précautions et d'objectivité. » Cette pensée aux arêtes très fermes, et cependant nuancée, éclairait à l'avance le travail de la Semaine.

A l'autre bout de la chaîne des leçons, il y eut l'exposé de conclusion présenté par M. André Rouast. Toutes les pensées qui, dans l'entre-deux, avaient semblé flotter au gré des dispositions particulières des orateurs s'y trouvent reprises et remembrées en

formules lucides, équilibrées, ouvertes sur l'avenir. Preuve que la Semaine savait où elle allait. Autant qu'un bilan de l'enseignement donné pendant ces six jours, c'était d'ailleurs la mise au point d'un programme de travail, tel qu'il s'impose à nous dans la conjoncture actuelle. Le champ est vaste. La carrière des Semaines Sociales continue.



Certains se demandaient à Toulouse, parce qu'ils avaient été sensibles aux quelques dissonances auxquelles nous avons fait allusion, si les Semaines Sociales ne seraient pas amenées à reviser leurs méthodes de travail et, concrètement, à choisir entre devenir un « carrefour » ou se constituer en « école ». A ce « carrefour », des catholiques exposeraient leurs vues personnelles, toutes selon l'esprit de l'Église, mais sans souci arrêté de constituer une doctrine d'ensemble par l'addition de ces opinions particulières. Au contraire, dans cette « école », un enseignement systématique serait donné selon un plan rigoureux et dans un vocabulaire technique dont on fixerait la compréhension... C'est là un grand débat. Toutes les institutions sont perfectibles, surtout celles qui sont en pleine vitalité. Mais l'option entre « carrefour » et « école » est peut-être trop brutale et on ne voit pas qu'elle s'impose avec tant d'évidence. Les inconvénients du « carrefour » sont tels, à première vue, que les Semaines y perdraient vite tout intérêt autre que celui du pittoresque. Encore que la vérité puisse s'exprimer en bien des langages, on a peine à croire que la multiplicité des facettes conférerait aux idées une clarté et une autorité plus grandes...

Quant à la formule de l' « école », assurément plus séduisante, elle ne va pas elle-même sans quelques difficultés. Ces difficultés tiennent à la nature même de l'enseignement de l'Église en matière sociale et économique. Dans les affaires de l'ordre temporel, l'Église admet qu'il puisse y avoir plusieurs « écoles », divers langages, diverses méthodes pour formuler les corollaires sociaux des postulats doctrinaux du christianisme. Il est, non pas téméraire, mais délicat, pour une équipe, de se réserver le monopole de l'expression de la doctrine sociale de l'Église, quels que soient l'application, la compétence et le sérieux qu'elle apporte à l'étude des encycliques sociales.

D'autre part, à raison même de leur vocation d'*interpéter* les encycliques sociales, les Semaines Sociales se croient tenues de ne pas s'éloigner du vocabulaire employé par ces documents officiels : par exemple, tant que les encycliques ont fait le procès

du « libéralisme économique », les Semaines Sociales n'ont porté de jugement de valeur sur le « capitalisme » qu'à travers ledit « libéralisme »... Et puis, justement parce que les encycliques ne sont pas destinées à promulguer des thèses d' « école », mais à prendre acte d'une évolution de faits ou d'idées tout à fait légitime, ou à confirmer avec autorité des attitudes antérieurement prises par des pionniers, ou à condamner des erreurs dans l'inspiration doctrinale, ou à dénoncer des périls possibles, elles ne définissent pas, en général, des orientations nouvelles, encore moins un corps de doctrine inédit. Elles font le point, posant ainsi le long de l'histoire chrétienne des repères qui permettent aux chrétiens de s'assurer de la rectitude de leurs pensées ou de leurs initiatives. Seulement, elles font le point non en imposant un formulaire, mais en indiquant une voie moyenne, où la justice se définit par rapport à des excès ou à des erreurs. Méthode souple et prudente qui réserve toujours une mise au point ultérieure, plus affirmée, et que l'on pourrait appeler la méthode des correctifs : la « piété envers la patrie » se définit par rapport au « nationalisme exagéré » et à « l'internationalisme sans patrie »; c'est donc une vertu moyenne à égale distance de deux excès; la conception chrétienne de la propriété n'est *ni* celle du « libéralisme individualiste », *ni* celle du « collectivisme » : entre ces deux limites, toutes les formules qui respectent les droits de la personne et affirment la fonction sociale de la propriété sont légitimes.

Notons enfin que ces correctifs sont toujours présentés comme la sauvegarde de valeurs *morales*, — préoccupation majeure de l'Église en tant que société spirituelle engagée dans le temporel, — et jamais, du moins expressément, comme la promotion de valeurs scientifiques ou de formules techniques.

Pour toutes ces raisons, il n'y a pas d' « école catholique sociale », — du moins comme il y a eu une « école saint-simonienne » ou comme il y a une « école marxiste ». Nous voulons dire que les « catholiques sociaux » n'ont pas, à proprement parler, une doctrine originale, des « thèses » qui les connotent indubitablement par rapport à tous autres, un langage auquel ils se reconnaissent entre eux, une méthode qui signale leur manière propre de faire avancer la science. Les « catholiques sociaux » représentent une famille spirituelle, à la fois homogène et diverse, qui porte des *jugements moraux* sur les événements de l'histoire économique et sociale et sur le fonctionnement des institutions de l'ordre temporel. Ils posent des « exigences » au nom des « principes » immuables et font campagne pour que les institutions et les mœurs se rapprochent de jour en jour davantage de la fidélité à ces principes. Que ce soit là une œuvre essen-

tielle et irremplaçable, nul s'en saurait douter, — et trente-deux sessions des Semaines Sociales, sans parler d'autres initiatives relevant du même esprit, sont là pour témoigner qu'une grande œuvre a été accomplie. Mais qu'il faille s'en tenir là, c'est une question qui, sans impertinence, peut être posée.



Les événements vont vite. Les idées aussi, bien qu'on les dise immuables : leur expression est sans cesse en revision pour s'épurer ou s'enrichir. Surtout, les idées tendent à se formuler en termes de plus en plus techniques, excluant les approximations ou les généralités. Chaque discipline cherche à bon droit à se donner un langage précis. Et c'est heureux qu'il en soit ainsi : nous avons plus de chances de nous retrouver dans la complexité croissante des faits et des notions économiques, sociaux, politiques, intellectuels. Les Semaines Sociales auront sans doute intérêt à définir leur propre technicité, où interfèreront inévitablement plusieurs disciplines, non pour le plaisir d'inventer une nouvelle langue, mais pour serrer le réel de plus près, à la fois dans l'analyse et dans l'explication.

Il n'est pas nécessaire pour cela de se constituer en « école » et de faire naître un conformisme intellectuel dont la rigidité ne tarderait pas à décevoir. Il suffit d'une *équipe* qui, dans l'esprit et la ligne des encycliques (mais en dépassant quand il le faut leur vocabulaire et les positions acquises), soit d'accord sur les principes généraux d'une recherche scientifique constructive et homogène.

Il faudrait pour cela définir une perspective de recherche : c'est le rôle d'une philosophie de l'Histoire qui, soit à titre de conviction commune, soit à titre d'hypothèse de travail acceptée par tous, fournirait les principes permanents d'une interprétation des données économiques et sociales. Il faudrai aussi fixer une méthode d'analyse sociologique, car seule une méthode rigoureuse permet d'atteindre des résultats scientifiques sûrs et durables, et même, quand elle est bien conduite, sinon d'anticiper sur l'événement, du moins de le prévoir avec assez de précision pour orienter l'action. L'expérience du marxisme, à cet égard, est instructive. Si on y regarde de près, on s'aperçoit que ce qu'il y a de plus vivace et de plus efficace dans le marxisme, c'est bien un « discours de la méthode » pour analyser et comprendre le réel historique et social.

Cette philosophie ne serait pas une trouvaille : on en relèverait beaucoup d'éléments dans des textes anciens d'Henri Lorin et,

surtout, dans maintes leçons plus récentes de M. Joseph Vialatoux, par exemple. Mais on rendrait service aux auditeurs des Semaines Sociales en leur en présentant une synthèse à jour. Pour la méthode d'analyse sociologique, il ne semble pas que les Semaines Sociales aient fait un choix. Cette méthodologie apparaît cependant nécessaire, et ce serait une belle œuvre scientifique que de la mettre au point. Car nous sommes, en fait, privés d'instrument de recherche dans ce domaine : la méthode « monographique « (et statique) de Le Play et de la Science Sociale ne pouvait pas conduire bien loin; la « méthode sociologique » de Durkheim et de son école a dégagé des règles précieuses mais insuffisantes, et personne, aujourd'hui, ne s'en contente. Des juristes-sociologues, comme M. Gurvitch, ont tenté de fixer une méthode inspirée à la fois de l'intuitionnisme bergsonien et de la nouvelle philosophie allemande. Henri de Man, dans une autre direction, a essayé d'appliquer aux phénomènes sociaux la théorie freudienne des complexes. Restent les empiristes du « matérialisme dialectique », et nous savons qu' « à la lumière du marxisme » ils se sont constitués en école fortement disciplinée...

Resterait aussi la méthode d'observation que Paul Bureau avait esquissée à partir des travaux de l' « École de la Science Sociale » (mais en élargissant singulièrement les perspectives premières), et qui n'a guère été mise à l'épreuve d'une manière systématique. Peut-être, en y intégrant des éléments reconnus valables empruntés à d'autres tentatives, — entre autres les données claires de la « géographie humaine » et certains procédés du groupe « Économie et Humanisme », — serait-elle appelée à fournir le cadre d'une méthode d'analyse et de synthèse qui donnerait aux chercheurs un fil directeur sûr...

Ne disons pas qu'il faudrait consacrer une Semaine Sociale entière à l'inventaire des notions et à la définition de la méthode sociologique, — mais il est certain qu'en un temps où tout se renouvelle, les notions courantes et les concepts techniques appellent une revision minutieuse, et que, pour faire avancer la science, il faut se soumettre à la discipline d'une méthode éprouvée. C'est la chance des « catholiques sociaux » de compter dans leurs rangs assez de savants de tous ordres pour pouvoir espérer être de ceux à qui nous serons redevables des certitudes scientifique attendues par une époque de grande confusion.

23 septembre 1945.

Marc Scherer.

LA POLITIQUE DE LA MAIN-D'ŒUVRE CHEZ LES ANGLO-SAXONS PENDANT LA GUERRE

Économe, l'économie de guerre ne l'est certes pas en hommes et en matières premières. Tôt ou tard elle met les nations belligérantes aux prises avec le redoutable problème du manque de bras, problème dont la gravité ne cesse de croître à mesure que les hostilités se prolongent.

Lorsque la guerre commence, la mobilisation des classes rurales, des classes dirigeantes et moyennes, ainsi que d'une large fraction de la classe ouvrière, pose déjà le double problème du maintien du ravitaillement alimentaire des armées et de la population civile à un niveau suffisant, et de la production de matériel de guerre et de munitions en quantités satisfaisantes. Plus la guerre dure, plus le secteur économique de paix se réduit, sans qu'il puisse jamais l'être au-delà d'un certain degré, du fait de la nécessité de limiter la dépréciation de la monnaie — née du déséquilibre entre l'offre et la demande — et de conserver en état les forces productives de la nation en vue de l'après-guerre.

On pourrait penser que les facteurs de la production sont parfaitement substituables les uns aux autres, et qu'il suffit d'augmenter la part de l'un en cas de manque de l'autre pour obtenir une production identique, en sorte qu'il y aurait toute une série de combinaisons techniques indifférentes.

En fait, il n'en est rien. On ne peut pas substituer indéfiniment du capital à du travail, et inversement, sans dommages pour la production. Toute production, pour être maxima, exige que soit réalisée une combinaison déterminée des facteurs de la production pour chaque entreprise en particulier et pour l'économie nationale en général, qu'il est convenu d'appeler combinaison optima [1]. Substituables, les facteurs de la production sont aussi complémentaires, il convient de ne pas l'oublier.

Placés en face d'une angoissante pénurie de main-d'œuvre, tenus d'obtenir un rendement maximum, les Anglo-Saxons ont tout simplement fait appel au principe de bon sens qui veut que, lorsqu'on dispose d'un bien en quantité insuffisante par rapport aux besoins éprouvés, on s'efforce de satisfaire ceux-ci par ordre d'utilité décroissante. En somme, nos Alliés ont tout simplement fait du « marginalisme appliqué » [2].

L'État est intervenu sur le marché du travail pour en prendre la direction. Par le contrôle de l'emploi et des congédiements, il a créé un cadre à son action. Par la libération d'importantes fractions de main-d'œuvre, il s'est constitué une masse disponible. Par une politique de transferts, il a orienté cette masse conformément à ses buts.

Comme toujours, l'État s'est heurté dans son action à des résistances psychologiques. Elles sont d'autant plus grandes que nous sommes en présence de démocraties, c'est-à-dire de nations où le sentiment de l'autonomie et de la dignité de la personne humaine ne perd jamais ni sa force, ni ses droits.

1. On sait quel usage les auteurs modernes font de la notion, aussi bien dans leurs tentatives de construction d'une théorie de l'imputation, que dans leur élaboration d'une théorie des prix, ou même d'une théorie de la dimension de l'entreprise.

2. Il s'agit là en vérité d'une simple application de la loi de Wieser d'égalisation des utilités marginales pondérées.

I. — Le contrôle de l'emploi et des congédiements [3]

Il est de tradition, dans les nations démocratiques, que les employeurs engagent ou renvoient qui ils veulent, et que les travailleurs acceptent ou abandonnent librement leur emploi. Avant la guerre, cette liberté et l'inorganisation du marché du travail qui en était le corollaire entraînaient le gaspillage de ressources humaines et de temps.

Le respect de cette liberté par les Anglo-Saxons au début de la guerre leur a valu des pertes sensibles. Pendant des mois, la Grande-Bretagne n'a pas tiré le maximum d'un grand nombre d'ouvriers qualifiés dont l'emploi était incompatible avec l'effort de guerre. En Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada, en Afrique du Sud, aux États-Unis, pendant longtemps le chômage a persisté dans certaines catégories de travailleurs, alors que déjà des déficits se manifestaient dans d'autres. Le contrôle de l'emploi et des congédiements était donc inévitable.

Le contrôle de l'emploi ne se propose pas d'empêcher tout mouvement de la main-d'œuvre, son but est seulement de les diriger. Il tend à prévenir les mouvements excessifs et nuisibles qu'une concurrence trop vive entre les employeurs risque de provoquer, et à assurer de la main-d'œuvre tant aux activités économiques fortement compromises par l'expansion des industries de guerre (agriculture, mines), qu'à ces dernières, en éliminant les travaux jugés non essentiels.

Il ne suffit pas de surveiller l'embauchage, il faut encore surveiller les congédiements si l'on veut que le contrôle de l'emploi soit efficace. Le but n'est pas de « geler » la main-d'œuvre de telle entreprise ou de telle industrie, mais d'empêcher qu'il se produise des déplacements désordonnés de travailleurs, de stabiliser l'emploi dans les industries essentielles, d'éviter des pertes de rendement à raison de l'existence de trop longs intervalles entre deux emplois successifs. Le contrôle de l'embauchage permet d'orienter la main-d'œuvre vers les industries prioritaires, le contrôle des congédiements de la maintenir là où elle est le plus utile.

II. — Utilisation, libération et formation de réserves de main-d'œuvre

Maître du marché du travail, l'État épuise les disponibilités de main-d'œuvre, puis en crée de nouvelles en adoptant toute une série de mesures tendant soit à libérer des travailleurs déjà pourvus d'un emploi, soit à augmenter l'offre de bras.

La Grande-Bretagne était de tout temps la victime d'un chômage prolongé chronique. A partir de mai 1940, le noyau même de ce chômage commence à se dissoudre. Le ministre du travail et du service national se voit conférer des pouvoirs étendus en vue de la mobilisation de la main-d'œuvre. Des commissions sont instituées et chargées d'examiner la situation de tous les hommes sans travail depuis au moins un mois, quels qu'eussent été leurs rapports antérieurs avec l'industrie. Le résultat ne se fait pas attendre, on assiste à une rapide disparition du chômage [4].

3. E. M. Johnstone, « Principes de contrôle de l'emploi en temps de guerre et en temps de paix », dans *Revue Internationale du travail*, septembre 1943.

4. « La guerre et le chômage prolongé en Grande-Bretagne », dans *Revue Internationale du travail*, janvier et avril 1942.

Année	1939	1941	1942	1943	1944
Nombre de chômeurs (milliers) :	1345	304	162	112	102

Le chômage résorbé, il n'est guère possible de constituer des réserves de force de travail parmi la main-d'œuvre déjà occupée qu'en ayant recours à un allongement de la durée de la semaine de travail, ou qu'en décrétant la fermeture de certaines entreprises et l'extension de la dimension économique d'autres entreprises.

De nos jours, l'État ne fixe plus des maxima à la durée de la semaine de travail, mais des minima. C'est ainsi qu'en Grande-Bretagne et en Nouvelle-Zélande, la durée minimum de la semaine de travail a été portée à 48 heures dans les industries où cette durée paraissait à la fois possible et souhaitable. Depuis 1942, la durée minimum de la semaine de travail est de 52 heures pour les travaux industriels et de 46 heures pour les travaux de bureau dans les fabriques britanniques d'armement. Des maxima de 60 heures pour les hommes et de 55 heures pour les femmes ont, en outre, été fixés.

Aux États-Unis, une ordonnance du 9 février 1942 a porté la durée minimum de la semaine de travail à 48 heures dans l'industrie jusqu'à la fin des hostilités. La Commission du potentiel humain en temps de guerre (C.H.P.) estime que cette mesure a augmenté de 1.500.000 le nombre des travailleurs disponibles.

La politique de concentration des entreprises est très efficace, eu égard aux buts qu'elle se propose. Depuis juin 1942, l'industrie britannique tout entière est mobilisée et soumise à un vigoureux effort de concentration nucléaire. On estime que plus de 250.000 travailleurs ont pu ainsi être affectés à de nouveaux emplois, ceux qui se sont déplacés volontairement avant que les décisions de fermeture soient prises n'étant pas compris dans ce chiffre [5].

Il ne suffit pas de libérer de la main-d'œuvre, il faut encore l'adapter aux besoins de l'économie de guerre, c'est-à-dire la former.

Au Canada, 6.000 personnes ont suivi les cours de formation de surveillants pour les relations à l'atelier et de contremaîtres en mai et juin 1942. On estime à 68.000 le nombre des personnes qui ont reçu une formation spécialisée en vue de leur emploi dans les industries de guerre et à 8.600 les membres des forces armées qui ont reçu une formation tendant à les rendre aptes à l'exercice de certains métiers d'avril à octobre 1942. Au total, au cours de l'année 1942, 23.774 personnes ont suivi les cours de formation réservés aux volontaires de la Royal Canadian Air Force, 40.853 personnes ont fréquenté les classes industrielles régulières (soit 25 % de plus qu'en 1941), 119.178 hommes et 23.871 femmes ont reçu une formation professionnelle.

Aux États-Unis, la division chargée de la formation professionnelle au sein de l'industrie prétend avoir formé 275.000 surveillants du 1er janvier 1942 au milieu de 1943. Il faut y ajouter 1.200.000 apprentis formés à temps réduit, les 2,700.000 personnes qui ont suivi les cours d'enseignement professionnel pour les travaux de la guerre et les 5.640.000 jeunes qui ont reçu une formation professionnelle des mains de l'administration nationale de la jeunesse.

La Grande-Bretagne élabore des plans de formation professionnelle accélérée et de réorganisation de l'apprentissage, bien plus en vue de faciliter le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix que de fournir en bras la première [6]. Cela tient, sans doute, au très large appel qu'elle a adressé à la main-d'œuvre féminine.

5. Cette politique démontre avec évidence la faiblesse des attaques aériennes allemandes contre les centres industriels britanniques. La France et l'Allemagne pratiquaient, au contraire, une politique de dispersion des usines par crainte des bombardements. L'antithèse est aveuglante.

6. *Report on Training for the Building Industry Cmd* 6.428; — *Re-*

L'enregistrement suivi de réquisition est un procédé fort employé par les Anglo-Saxons. Une ordonnance du 3 février 1943 décrète, en Nouvelle-Zélande, l'enregistrement de toutes les personnes en possession d'un diplôme de bachelier ou d'un grade plus élevé en sciences agricoles forestières ou ménagères, d'un diplôme d'ingénieur ou d'architecte, membres d'une association scientifique de physiciens, d'ingénieurs ou de chimistes, ou encore ayant simplement passé un examen dans une ou plusieurs branches techniques en vue de l'obtention d'un diplôme.

En Grande-Bretagne, c'est surtout aux femmes que se sont appliquées les mesures d'enregistrement. Une ordonnance prise en 1942 a commencé par décider l'enregistrement des femmes âgées de 19 à 31 ans, ces limites étant portées à 18 et 41 ans en août 1943. Bientôt, les femmes de 19 et 20 ans ont été appelées et affectées conformément aux exigences des services auxiliaires féminins, tandis que les femmes de 21 à 31 ans continuaient de jouir de la possibilité d'opter pour des travaux de guerre d'un type déterminé. En 1943, les femmes âgées de moins de 45 ans ont été retirées de presque toutes les branches du commerce de détail, à l'exception du commerce d'alimentation. Finalement, au milieu de 1944, 7,1 millions sur 16 millions de femmes âgées de 14 à 59 ans sont mobilisées. Seules ne le sont pas les jeunes filles qui vont encore à l'école, les femmes mariées devant leurs soins à de jeunes enfants ou à des malades, celles qui tiennent le ménage d'hommes ou d'autres femmes participant directement à l'effort de guerre. Il est juste d'ajouter que nombreuses sont les femmes qui ne travaillent pas à plein temps dans l'industrie de guerre ou dans les services auxiliaires [7].

Le Canada, lui aussi, a poussé très loin l'emploi des femmes. Les arrêtés du Conseil du 13 août 1942 ne sont-ils pas allés jusqu'à autoriser sous certaines conditions l'emploi des femmes dans l'International Co à Sudbury, alors que les lois sur les mines de l'État de l'Ontario ne leur permettaient d'employer des femmes que pour effectuer des travaux techniques ou domestiques dans les mines ou leurs dépendances. En juin 1943, 248.000 femmes, contre 95.000 en février 1942, étaient occupées à des travaux de guerre.

Aux États-Unis, il a été procédé à l'enregistrement facultatif des femmes par correspondance. On a ensuite convoqué aux bureaux de placement et affecté à un emploi les femmes qui semblaient susceptibles d'être utilisées à des travaux de guerre. Une vigoureuse campagne a été conduite en faveur de l'emploi volontaire des femmes, caractérisée en particulier par l'égalisation des salaires masculins et féminins.

habilitation and Resettlement of Disabled Persons, Tmolinson Report Cmd 6.415, etc.

7. Nombre de femmes âgées de 14 à 59 ans en Grande-Bretagne (milliers) :

Juin	*Services auxiliaires de l'armée*	*Services de la défense du territoire*	*Industries*	*Chômeuses*	*Reste de la population féminine*
1939			4.837	302	10.901
1941	103	59	5.848	146	9.874
1942	307	80	6.502	59	9.082
1943	461	70	6.706	36	8.747
1944	467	56	6.597	30	8.869

III. — Les transferts de main-d'œuvre [8]

La formation de nouvelles réserves de main-d'œuvre ne suffit pas à la longue à résoudre le problème du manque de bras dans l'économie de la guerre totale. Nos Alliés s'en sont aperçus qui ont été obligés de procéder à des transferts systématiques de main-d'œuvre d'une industrie à l'autre, ou d'une région à l'autre, les changements incessants dans la production de guerre exigeant, d'ailleurs, une très grande mobilité de la main-d'œuvre.

En Grande-Bretagne, dès octobre 1942, le ministre de la production proposa de répartir plus judicieusement la main-d'œuvre en transférant les travailleurs indispensables et les installations industrielles des régions congestionnées à celles qui ne le sont pas. En janvier 1943, il insiste à plus d'une reprise sur la nécessité d'obtenir une plus grande mobilité de l'armée industrielle.

Fin juin 1943, la pénurie de main-d'œuvre est particulièrement grave dans l'industrie charbonnière. On y porte remède en permettant aux mobilisables de plus de 25 ans d'opter entre leur enrôlement dans les forces armées ou le travail dans les mines, et en affectant aux travaux miniers les hommes qui, y étant aptes, n'étaient jusque-là pas employés à des travaux prioritaires.

D'autres ajustements se révèlent bientôt nécessaires.

En Australie, une commission spéciale étudie dans chaque branche d'industrie le problème des transferts.

Au Canada, le problème a d'abord été un problème agricole, 400.000 personnes ayant délaissé la terre depuis le début des hostilités, un arrêté du 4 mai 1943 a autorisé le ministre du travail à conclure des conventions avec les provinces dans le but de réaliser un emploi efficace de la main-d'œuvre agricole.

Bientôt, c'est dans les houillères que la pénurie se fait sentir, aussi un autre arrêté, du 17 mai 1943 celui-là, interdit l'emploi d'ex-houilleurs autrement que comme houilleurs, sauf autorisation spéciale des services sélectifs, à partir du 1er juin.

Finalement, un arrêté du 19 juin 1943 permet aux services sélectifs d'exiger de tous les hommes employés faisant partie des classes mobilisables qu'ils quittent leur travail et en acceptent un autre plus efficient.

Aux États-Unis, les transferts de main-d'œuvre vers les industries essentielles font l'objet des efforts de la Commission du potentiel humain en temps de guerre (War Man Power Commission).

L'importance des transferts de main-d'œuvre aux États-Unis apparaît clairement lorsqu'on consulte les chiffres : 3.500.000 travailleurs ont été enrôlés durant l'été 1943 dans des corps composés d'hommes et de femmes pris dans les villes et les villages, et de garçons et de filles affectés à des emplois agricoles qui jusqu'alors leur étaient parfaitement étrangers. De juillet 1943 à juillet 1944, 2.600.000 personnes ont quitté leur emploi dans le commerce, le bâtiment, les matériaux de construction, etc., et ont été effectés à des travaux essentiels à la poursuite de la guerre.

IV. — Les résistances ouvrières

Une politique aussi totalitaire ne pouvait pas ne pas se heurter à de vives résistances ouvrières. Elles se sont manifestées principalement

8. P. Waelbroeck, « La redistribution des travailleurs pour la production de guerre », dans *Revue Internationale du travail*, avril 1942. — « Wartime Transference of Labour in Great Britain », *B.I.T.*, Studies and Reports, Série C, n° 24, Montréal, 1942.

par un développement de l'absentéisme et par un refus d'obéir aux décisions de transfert.

Les causes de l'absentéisme sont bien connues et ne sont pas nouvelles. Il s'agit essentiellement de la maladie ou de l'accident qui frappe le travailleur ou un membre de sa famille, de la difficulté de faire des emplettes en dehors des heures de travail à raison des heures d'ouverture des magasins. Il s'y est ajouté l'influence de l'obscurcissement et des bombardements sur le moral, l'usure des nerfs, parfois la sous-alimentation.

Les syndicats sont venus en aide au gouvernement dans sa lutte contre l'absentéisme. Ils ont fait campagne en faveur de l'amélioration des conditions de transport, exigeant des modifications de parcours et l'octroi de cartes de priorité aux travailleurs des usines de guerre aux heures d'ouverture et de fermeture, ceci afin d'éviter les longues attentes engendrées par le rationnement des moyens de transport. Ils se sont servis des Comités mixtes de production pour obtenir des employeurs l'amélioration des conditions du travail, l'institution de services d'études médicales [9].

La résistance aux décisions de transfert est beaucoup plus difficile à vaincre. Les employeurs préfèrent garder des ouvriers qualifiés en surnombre, plutôt que de les libérer en travaillant plus que la durée minimum de la semaine de travail, les salaires des heures supplémentaires étant fortement relevés et le désir étant grand chez eux d'être puissamment armés au moment du redémarrage de l'économie. Les ouvriers se montrent peu enclins à se rendre dans des lieux où la crise du logement rend la vie difficile et chère. Ajoutons à cela que bien souvent les transferts impliquent de telles pertes de temps que las des paperasseries de l'économie dirigée, employeurs et ouvriers font tout pour y échapper.

Ce ne sont pas les avantages accordés aux travailleurs faisant l'objet d'un transfert qui peuvent suffire à vaincre leur résistance. Payer les frais de déplacement de leur famille, ceux de transport de leur mobilier, leur verser des indemnités de dépaysement, ne parvient pas à les doter d'une mobilité qu'ils n'ont pas. Cela ne signifie pas qu'il n'est obtenu aucun résultat dans cette voie, les chiffres suffisent à le prouver [10].

9. « British Joint Production Machinery », *B.I.T.*, Studies and Reports, Série A, n° 43, Montréal, 1944.

10. Nombre de personnes employées en Grande-Bretagne (milliers) :

	Milieu de 1939	*Milieu de 1944*	*Accroissement ou diminution*
Agriculture hommes	1.046	948	— 98
— femmes	67	184	+ 117
Mines hommes	868	802	— 66
— femmes	5	13	+ 8
Service national hommes	416	520	+ 104
— — femmes	123	495	+ 372
Eau, gaz, électricité hommes.	225	160	— 65
— — femmes.	17	32	+ 15
Transports pêche hommes	1.222	1.038	— 184
— — femmes	51	212	+ 161
Industries de l'alimentation hommes	391	269	— 122
Industries de l'alimentation femmes	263	240	— 23
Service local hommes	520	322	— 198
— femmes	326	468	+ 142

V. — Totalitarisme ou démocratie

Un observateur superficiel ou un homme de mauvaise foi pourrait prétendre que les Alliés appliquent pour conduire leur guerre les méthodes mêmes qu'ils prétendent combattre. Il n'en est rien. La législation allemande se soucie bien peu des droits du travailleur, au contraire des législations anglo-saxonnes.

Que ce soit en Grande-Bretagne, en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande ou aux États-Unis, partout le travailleur peut en appeler des décisions des autorités de la main-d'œuvre. Dans les quatre premières de ces nations, il existe des commissions locales d'appel tripartites composées d'un représentant de l'État, d'un représentant des travailleurs, et d'un autre des employeurs. Aux États-Unis, les comités locaux d'appel sont de même formés de représentants des travailleurs et des employeurs auxquels vient s'ajouter le directeur de la main-d'œuvre de la zone ou son représentant.

Les pouvoirs de ces commissions varient d'un pays à l'autre. En Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada, les décisions prises à la majorité sont définitives. En Grande-Bretagne, les comités d'appel doivent se borner à faire des recommandations, la décision définitive appartenant aux fonctionnaires du service national. Aux États-Unis, le comité prend ses décisions à la majorité des voix, mais le travailleur, l'employeur ou le directeur de la main-d'œuvre insatisfait peut faire appel devant un comité régional d'appel, voire devant le président de la W.M.P.C., lequel a tout pouvoir pour prendre une décision, compte tenu des recommandations du Comité national bipartite de politique de la main-d'œuvre.

Partout, les règles de procédure de l'appel sont très souples. Toutes les circonstances doivent pouvoir être invoquées, tous les témoignages être produits.

***

Le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix posera, on s'en doute, bien des problèmes, au premier plan desquels figure celui de l'adaptation de l'offre à la demande sur le marché du travail. Il est fort probable que l'État devra très longtemps encore diriger les mouvements de la main-d'œuvre, peut-être même sommes-nous en présence d'une transformation structurelle d'un marché.

L'essor de longue durée, le plein emploi, ne pourront pas se maintenir sans une politique habile et opportune de direction de l'emploi. Puissions-nous l'élaborer en tenant compte des enseignements que nous livre l'expérience de l'économie de guerre et éviter ainsi des erreurs dont on ne peut savoir quel serait le prix.

Henri Bartoli.

CONJONCTURE FRANÇAISE

Les périodes d'élections figurent parmi ces circonstances où la conjoncture économique est indiscernable de la conjoncture politique. Aussi une appréciation purement technique de mesures récentes risque-t-elle de passer à côté du sujet si elles étaient moins considérées pour leur effet sur les choses que pour leur effet sur les esprits.

On voudrait seulement introduire quelques réflexions sur le revirement subit de la politique des prix.

Au mois d'avril dernier, un certain nombre de subventions sur les prix des produits alimentaires, en particulier du pain, avaient été supprimées. On s'était orienté alors vers la hausse des prix considérée comme nécessaire au rétablissement de l'équilibre économique, et les majorations accordées tenaient « libéralement » compte des relèvements sur le prix de revient : l'adverbe, inséré dans les circulaires ministérielles, était très exactement à double sens.

Plusieurs idées semblent en effet s'être mêlées dans la hausse de prix très considérable qui fut accordée alors à l'industrie.

1° Il n'est pas douteux que les hésitations gouvernementales suivant la hausse des salaires accordée lors de la libération avaient placé la plupart des industries dans une situation intenable. Les prix demeuraient bloqués après que les salaires eussent été considérablement relevés, le contrôle craquait de toutes parts. L'affirmation indéniable qu'il n'est pas possible de forcer les entrepreneurs à travailler à perte glissait aisément vers cette autre qu'il était nécessaire de rétablir les marges de profit.

2° L'espoir d'une reprise se fondait manifestement sur une fausse analogie. S'il est vrai que, dans une crise de type normal, — quand l'appareil de production est intact et que seuls les mécanismes économiques sont détraqués — le démarrage suppose l'anticipation de profits par les entrepreneurs, la crise présente est d'une tout autre nature. Ce qu'il faut aux entreprises, ce sont des matières et du charbon. Desserrer le contrôle des prix, c'est accroître les marges unitaires, mais à quoi sert-il à la limite de disposer d'une marge calculée largement sur chaque article quand on n'a rien à vendre ? Si au contraire les entreprises conservent un certain volume de production, l'élévation des marges, face à une demande avide, les dispense d'aucun effort pour étendre leurs ventes, puisqu'elles sont assurées dans tous les cas de bénéfices suffisants. Si bien que l'effet de ces hausses libérales risque fort de se retourner contre l'accroissement de la production. Au surplus, le rétablissement des marges dans les industries de base, qui fournissent les matières, accroît le prix de revient des industries utilisatrices, dont les marges, à moins de faire boule de neige, seront tout juste maintenues ou même comprimées.

3° On peut admettre encore que l'espoir avait été conçu de suppri-

mer pratiquement la réglementation des prix en rejoignant les prix d'équilibre spontané par des hausses suffisantes. Du même coup, le marché noir devait disparaître, presque par définition. Mais c'est perdre de vue ce qui constitue la malignité propre du marché noir. Les bénéfices scandaleux qu'il procure n'en sont qu'un aspect secondaire. Son effet est d'abord de détourner des besoins les plus urgents vers les besoins les plus solvables une série de produits essentiels. Or le rétablissement d'un prix quasi libre, nécessairement très élevé par suite de l'étroitesse de l'offre, équivaut à accepter d'emblée ce même effet en excluant du marché les acheteurs moins fortunés ou les entreprises disposant de moyens financiers réduits.

4° Deux conceptions assez fantaisistes avaient certainement influencé les cercles dirigeants. L'une prétendait réduire le déficit budgétaire par la hausse des prix qui accroît les impôts directs, et diminuer la charge relative du budget par un accroissement nominal du revenu national qui la supporte. Mais c'est oublier que l'État est acheteur, comme aussi ceux à qui il verse les revenus, si bien que les dépenses risquent de s'accroître autant ou plus que les recettes, et que la part de l'État dans le revenu national demeurera au mieux inchangée. L'autre conception était celle d'une harmonisation des prix, appliquant à tous les prix 1939 un même coefficient de hausse pour réduire les distorsions. Malheureusement, c'est imaginer sans raison valable qu'un système de prix régnant à une époque et dans des conditions déterminées répond à une nécessité invariable, alors que l'évolution technique et les raretés inégales modifient incessamment et spontanément les rapports des prix. Si le rétablissement de l'équilibre appelle l'application d'un indice uniforme, on pourrait concevoir qu'il jouât sur les diverses sortes de revenus. Mais comme les prix de revient des différentes industries ont subi des hausses très inégales, l'application d'un coefficient comparable aux prix de vente aboutit à créer, suivant les branches d'activité, des profits profondément inégaux; une notion mal élaborée de l'équilibre crée un déséquilibre supplémentaire.

5° La seule justification publiquement avouée de la politique de hausse délibérée des prix, c'était la tentative de construire un équilibre réciproque entre le niveau des prix et le niveau des salaires. Les salaires avaient été relevés une première fois; on allait leur faire subir une deuxième hausse tenant compte des prix qu'on était sur le point de pratiquer, cependant que les prix absorberaient à la fois la hausse précédente et la nouvelle hausse des salaires. On pourrait ainsi pour quelque temps recommencer, quoique à un niveau considérablement relevé, le blocage conjoint des salaires et des prix, qui avait été proclamé à plusieurs reprises au début et au cours de la guerre.

Mais le blocage n'est qu'une réponse administrative à des tensions économiques, qu'il laisse subsister entières. Et cette fois il était particulièrement difficile à tenir parce que l'équilibre tenté était dépourvu de sens.

D'une part, s'il est vrai que les prix industriels dépendent des salaires qui sont un élément essentiel du coût, par contre les salaires ne se règlent pas sur les prix à la production des articles industriels : ils sont sensibles aux prix de détail, dans lesquels, suivant le système de marges commerciales adopté, les hausses industrielles se retrouvent amoindries ou multipliées; ils sont plus particulièrement sensibles aux prix agricoles qui commandent le « coût de la vie ». Le système tenté n'était même pas cohérent avec ses principes.

En outre, il s'attaquait au cycle infernal des salaires et des prix

comme s'il était la cause de l'inflation et non le symptôme de ce processus cumulatif déclenché par un déséquilibre foncier. Tant que la structure de la production, les besoins de l'État, le régime fiscal et le volume de l'épargne créent ou conservent plus de revenus non résorbés qu'il n'est produit de biens rachetables sur ces revenus, les prix doivent tendre à s'élever indéfiniment.

Ces errements de la politique s'expliquent par l'attachement à une analyse théorique rudimentaire : l'assimilation de l'inflation à l'accroissement de la circulation monétaire, face à une production non accrue ou même réduite; c'est-à-dire la théorie quantitative de la valeur de la monnaie sous sa forme la plus rustique. De là une tentative de réduire l'émission en procurant à l'État de l'argent par tous les moyens, y compris l'élévation des impôts indirects, c'est-à-dire des prix; et un effort d'accroissement indiscriminé de la production, à la fois par l'octroi de bénéfices plus larges et par des dégrèvements d'impôts. Cependant qu'on frappe de taxes élevées la vente, non seulement d'articles de luxe, mais même de nombre de produits courants, on supprime le prélèvement sur les excédents de bénéfices et la limitation des dividendes. On étonnerait sans doute beaucoup de techniciens de la rue de Rivoli en leur affirmant que les impôts indirects ont un effet inflationniste immédiat, puisque l'inflation est essentiellement la montée des prix, en leur révélant que l'accroissement de la production peut, dans certaines conditions, non pas diminuer mais accroître l'inflation s'il a pour effet d'augmenter les revenus monétaires plus que les biens disponibles.

On serait tenté de penser que le Ministère des Finances et de l'Économie nationale a été le premier surpris des résultats de sa politique. Les prix avaient monté, et c'était tout. De là un revirement, la décision de pratiquer une stabilisation nouvelle, de rétablir et d'élargir les subventions précédemment supprimées.

Il est piquant de constater que l'octroi de subventions a de nouveau paru possible grâce aux crédits rendus disponibles par la fin des hostilités. On retrouve dans cette liaison la survivance des conceptions budgétaires traditionnelles, où l'équilibre propre des finances publiques est tenté isolément, au lieu de considérer premièrement l'effet de la politique financière publique sur l'ensemble de l'économie.

Ce n'est pas le lieu d'esquisser une analyse même sommaire de la politique des subventions. On se contentera de marquer l'opposition entre deux types d'interprétation. Dans tous les cas, la fonction des subventions est de maintenir un prix, à la consommation, des denrées essentielles, assez bas pour mettre un terme aux revendications de relèvement de salaires, de permettre cependant un prix à la production assez rémunérateur pour encourager les producteurs. Mais, dans l'une des conceptions, les subventions, destinées à freiner la course des salaires et des prix, ne sont envisagées qu'en liaison avec un système convergent de mesures anti-inflationnistes, impôt, épargne, répartition, rationnement; elles peuvent être financées par la résorption même des revenus excédentaires. Dans l'autre conception, on compte sur l'efficacité des subventions pour se dispenser des autres moyens de lutte contre l'inflation.

On peut craindre, étant donnée la coïncidence entre le rétablissement des subventions et le rétablissement d'une large liberté sur le marché de la viande, la suppression du rationnement du pain, l'abus de l'importation de produits alimentaires, que la deuxième interprétation triomphe, et que les subventions aient été adoptées comme un moyen relativement libéral de freiner la hausse des prix. Mais,

dans ce cas, en accroissant le déficit budgétaire et les revenus de circulation, elles risquent d'avoir l'effet d'intensifier l'inflation qu'elles prétendaient combattre.

Ce genre de problèmes est décisif pour l'avenir de l'économie. Il ne semble pas qu'ils soient posés centralement dans les préoccupations et les programmes des partis. Le *credo* économique des trois grandes formations victorieuses aux élections est axé sur les nationalisations nécessaires. Fort bien, mais aucune indépendance de l'État, aucun programme à long terme, aucune prévision économique rigoureuse n'est possible à moins d'une stabilité suffisante de la monnaie. Il est assez de la nature des compétitions électorales de promettre à la fois la stabilité des prix et la suppression des organismes qui concourent à l'assurer. Pourtant, la stabilité monétaire ne se contente pas d'être décrétée; elle ne dépend même pas de mesures dont le caractère et l'effet financiers apparaissent au premier abord. Elle ne peut résulter que d'un ensemble de contrôles qui, en aucun sens du mot, n'ont chance d'être populaires : entendez qu'ils ne sont ni faciles à comprendre, ni agréables à supporter.

Pierre Uri.

PROBLEMES BELGES

La Belgique sort profondément meurtrie de la guerre. Des pertes matérielles considérables : un cinquième des immeubles a été endommagé. La courte campagne de mai 1940 avait relativement peu atteint notre pays, mais les bombardements aériens, particulièrement désastreux dans nos régions très peuplées, ont littéralement détruit plusieurs de nos cités : le centre de Louvain, la ville universitaire, n'est plus qu'un amas de ruines, et dans le Borinage, la région de Charleroi, la banlieue de Gand, à Courtrai, là où passent les principales lignes de chemins de fer, si nombreuses et si denses dans ce petit coin d'Occident, des quartiers entiers ont disparu. Puis Anvers et Liége ont connu et subi les bombes volantes qui n'ont guère épargné d'immeubles, tandis que la dernière offensive allemande ravageait les provinces les plus pittoresques et les plus heureuses, nos Ardennes liégeoises et luxembourgeoises. Les moyens de transport, pulvérisés par les bombes ou volés par l'ennemi, nous font défaut. Dans l'ensemble, l'outillage industriel n'a pas été très abîmé, mais il est usé, vieilli, dépassé par l'équipement neuf des grandes puissances.

Plusieurs centaines de milliers de travailleurs ont été déportés en Allemagne, où ils ont connu des conditions de vie et de travail odieuses. En dépit du marché noir, la population, surtout dans la petite bourgeoisie, dans le monde des petits employés et des ouvriers des villes, a souffert du froid et de la faim. Il y a, enfin, les milliers de morts : les combattants de 1940, ceux qui, engagés dans les forces alliées, sont tombés sur l'immense front de la libération, les victimes civiles des bombardements, les fusillés — par centaines —, les déportés politiques, dont on ne peut encore faire le dénombrement, appartenant à tous les milieux, à toutes les classes, à toutes les régions de la Belgique, jeunes et vieux, de très jeunes — les meilleurs d'entre les nôtres — et de très vieux, morts d'épuisement, quelques semaines, quelques jours avant la capitulation du Reich.

Pertes irréparables. Si encore ces épreuves, ces deuils avaient épuré notre peuple, consolidé son unité! Hélas, nous sommes

loin de compte. Un abaissement général de la moralité : il y a eu trop de bonnes raisons, sous l'occupation, pour frauder, tromper, cacher, mentir; c'est un mauvais pli dont on se défait malaisément. On a continué, après la libération, à frauder : le marché noir sévit toujours, chez nous comme ailleurs, au détriment des petites gens. Les adolescents, les enfants vivent dans cette atmosphère empoisonnée sans bien connaître les limites entre ce qui est permis et ce qui est réprouvé. Laisser-aller, dévergondage, absence de tenue : tous les pays connaissent les mêmes maux et les mêmes défaillances.

L'ennémi a laissé, en partant, des brandons de discorde. Pendant quatre ans il s'est acharné à nous diviser, à opposer une partie de la population contre l'autre; les prisonniers de guerre flamands étaient libérés dès le début de l'occupation, tandis que les officiers et les soldats wallons étaient maintenus en captivité; la presse vendue et la radio au service des Allemands excitaient, chaque matin et chaque soir, l'opinion publique d'abord contre les parlementaires, puis contre le « gouvernement émigré » de Londres, ou cherchaient à exaspérer les masses contre les profiteurs du marché noir.

Seule une très petite minorité de Belges a réellement trahi le pays : les rexistes et les nationalistes flamands, entraînés par des chefs dont nous avions depuis bien longtemps dénoncé les liaisons dangereuses, ne représentaient, au total, qu'une infime partie de la population. Plus délicate était la position des industriels obligés soit de fermer leurs entreprises et d'exposer leurs ouvriers aux rigueurs d'une réquisition en masse, soit de continuer leur activité dans le cadre d'une politique économique contrôlée par l'ennemi : les critères de la « collaboration économique » furent difficiles à préciser.

Enfin, quatre années de séparation devaient fatalement provoquer un hiatus entre la population belge et le gouvernement installé à Londres : M. Pierlot et ses ministres, assez mal informés de la situation exacte du pays et très rapidement dépassés par les événements, furent impuissants à rallier et à diriger l'opinion : un peu plus de doigté et de compréhension leur eût évité le pénible conflit qui, en novembre dernier, le mit aux prises avec la Résistance.

Le problème royal

Le problème royal ne s'est pas posé dès la libération. Le roi et ses enfants avaient été emmenés en captivité en Allemagne en juin 1944. Le gouvernement Pierlot, lorsqu'il reprit contact avec

le parlement belge en septembre, fit constater l'impossibilité où le roi se trouvait de régner par le fait de l'ennemi et fit élire un régent, le prince Charles, frère du roi. Le gouvernement et le parlement étaient, alors, d'accord pour admettre que la régence cesserait dès le retour du roi. Les mois passèrent. M. Pierlot, totalement discrédité par sa faiblesse et son impuissance, passa la main à M. Van Acker, parlementaire socialiste. Celui-ci constitua un gouvernement d'union nationale, comprenant des représentants des quatre partis (socialiste, catholique, libéral et communiste), n'ayant qu'un programme très limité : la poursuite de la guerre, le redressement économique, la bataille du charbon et l'épuration.

Vers la fin du mois d'avril, l'avance foudroyante des armées alliées en Allemagne amenait les milieux politiques à envisager la libération prochaine du souverain. Dès ce moment commença, dans une partie de la presse, puis dans les milieux politiques, l'agitation antiroyale qui devait aller en s'amplifiant de jour en jour. Le roi et sa famille ne furent découverts et libérés par les troupes américaines, en Autriche, que quelques jours après l'effondrement du Reich. Aussitôt une délégation ministérielle se rendit auprès du souverain. A la suite de cette entrevue dramatique, le roi, que les Allemands avaient soumis à un régime sévère et laissé dans l'ignorance complète des événements, eut une crise cardiaque sérieuse qui l'obligea à différer son retour. Il semble, en outre, qu'au cours de ses premiers entretiens avec les ministres, le roi n'ait pu s'entendre avec eux, non point sur la politique à suivre dans l'avenir, mais sur le jugement à porter sur le passé, en particulier sur les événements de mai 1940. Quoi qu'il en soit, c'est ce retard qui paraît avoir tout compromis. Si le roi, malgré son état de santé, était rentré en même temps que les autres déportés politiques, ses adversaires n'auraient pas eu le temps de se concerter.

Le 29 mai, le bureau du parti socialiste exige l'abdication, il est appuyé par le parti communiste et toute la presse de gauche; le parti libéral hésite, puis, sous l'influence de quelques parlementaires plus excités, préconise « l'effacement » du roi. On publie des lettres, des télégrammes, qui mettent en cause moins le souverain que quelques personnages très maladroits de son entourage.

Le samedi 16 juin, au retour de Salzbourg, le premier ministre annonce que le roi a résolu de ne pas abdiquer; le gouvernement se réunit, décide de démissionner sur l'heure et de ne plus assumer l'expédition des affaires courantes, en particulier, de ne plus veiller au maintien de l'ordre dès que le roi aura mis le pied sur le territoire national. Les syndicats socialistes et communistes

décident la grève générale. La situation est extrêmement tendue, le pays au bord de la guerre civile. Le gouvernement comprend qu'il est allé trop loin, il adresse, par radio, un appel au calme et déclare qu'il fera respecter l'ordre.

Mais la décision du gouvernement oblige le roi à rester à Salzbourg et à y faire les consultations préparatoires à la formation d'un gouvernement. Ces consultations s'élargissent, le souverain mande auprès de lui des hommes politiques, de hauts magistrats, des juristes, les recteurs des universités libres, des dirigeants de syndicats. Le prince régent, la reine-mère, le premier ministre font à nouveau le voyage vers le Tyrol autrichien. Après huit jours de délibération, le roi adresse, le 14 juillet, un message au pays :

« Il n'entre pas un instant dans mes intentions de m'imposer au pays. Depuis le début de mon règne, je n'ai pas eu d'autres soucis que celui du bien public. Ma personne ne compte pas, et si j'avais la conviction que mon abdication répondrait à la volonté nationale, je n'hésiterais pas un instant à y souscrire.

« Souverain d'une monarchie constitutionnelle, il ne m'appartient pas de mettre en péril la stabilité des institutions que j'ai juré de respecter. Dans la crise que traverse le pays, j'ai donc résolu de me conformer en tous points aux principes que notre loi fondamentale a mis à la base de nos institutions.

« La Constitution proclame que tous les pouvoirs émanent de la nation; elle veut que le Parlement, qui incarne légalement la souveraineté nationale, soit réélu tous les quatre ans. Le déséquilibre que les circonstances ont établi entre le parlement et la nation ne me permet pas en ce moment de discerner quelle est la volonté du pays. J'attendrai donc, pour me prononcer définitivement, que des élections régulières aient rétabli l'harmonie qui doit exister entre la composition des Chambres et l'attitude politique des citoyens qu'elles représentent.

« Je suis décidé à m'incliner devant la manifestation de la souveraineté nationale exprimée dans la forme prévue par nos institutions. »

A ce message, le premier ministre a répondu, le 20 juillet, par un long réquisitoire. Il est sans précédent dans l'histoire parlementaire d'une nation démocratique qu'un chef de gouvernement requière, devant les Chambres, contre le chef de l'État, alors que celui-ci est dans l'impossibilité de se défendre, non seulement parce qu'il est absent, mais surtout parce que la Constitution lui interdit tout acte politique non contresigné par un ministre. Or, depuis le 16 juin, tous les ministres se sont refusés à prendre la responsabilité d'un acte du roi; de ce fait, les seuls

appuis que le roi puisse trouver, c'est, en dehors de l'opinion publique, dans un des partis représentés au parlement qu'il les peut chercher. On voit immédiatement tout le risque de cette situation : le roi cesse d'être l'arbitre entre les partis, il paraît lié à un parti, en l'occurrence le parti catholique, non point par son fait, mais par le fait du gouvernement.

Que reproche-t-on au roi?

On ne lui reproche pas la politique d'indépendance menée depuis 1935 avec l'accord de tous les partis et dont les gouvernements qui se sont succédé depuis 1940 ont assumé l'entière responsabilité. On ne lui reproche pas la capitulation du 28 mai 1940, décision purement militaire prise par le roi en sa qualité de commandant en chef de l'armée, alors que l'armée belge, après avoir tenu tête pendant dix-huit jours à un ennemi incomparablement plus puissant, était acculée sur un petit espace, au milieu de plusieurs centaines de milliers de réfugiés privés de toute possibilité de se ravitailler et d'échapper aux bombardements. L'armée belge, en 1940, a fait son devoir et elle n'a cessé le combat, plusieurs jours après la percée de Sedan et la prise d'Abbeville, qu'après avoir permis aux troupes alliées d'entreprendre l'historique rembarquement de Dunkerque. Enfin, et pour éviter tout parallèle avec un autre procès, il est bon d'ajouter que nul n'accuse le roi d'avoir trahi ni d'avoir voulu négocier un armistice.

On reproche à Léopold III :

1° d'être resté en Belgique, contre l'avis de ses ministres qui le pressaient de passer en France ou en Angleterre pour reformer un armée et préparer la revanche; d'avoir, à la date du 25 mai 1940, rompu avec ses ministres;

2° d'être allé à Berchtesgaden; sans doute on reconnaît qu'il n'y est pas allé pour y traiter de questions politiques, mais pour obtenir du Führer le retour des prisonniers wallons et une amélioration du ravitaillement de la Belgique; de l'aveu même du premier ministre, c'est Hitler qui a abordé le terrain politique sur lequel le roi a refusé de s'engager, mais on juge cette démarche inopportune;

3° de ne pas avoir soutenu la résistance et de ne pas avoir cherché soit à joindre le maquis, soit à se laisser emmener en Angleterre;

4° son mariage avec une dame de la bourgeoisie; ce mariage, fort critiqué par le peuple, a évidemment beaucoup diminué le prestige du roi;

5° une série de faits, de gestes, de paroles maladroites, attribuées non au roi lui-même, mais à quelques-uns de ses conseillers privés.

De tous ces faits. et de quelques autres d'importance mineure, on veut dégager cette conclusion que le roi est resté en Belgique, en mai 1940, parce qu'il croyait la partie perdue pour les Alliés et qu'il estimait devoir, par sa présence, essayer de sauver ce qui pouvait être sauvé de l'indépendance nationale. Il aurait misé, de bonne foi, sur la victoire allemande, il s'est trompé, tandis que les ministres, en désobéissant au roi, se sont mis aux côtés des Alliés et ont participé à leur succès. M. Spaak reconnaît, cependant, qu'en juin 1940, avant et après l'armistice français, alors qu'on ignorait si l'Angleterre allait continuer la guerre ou demander une paix de compromis, les ministres belges ont changé plusieurs fois d'avis sur l'attitude à prendre, s'il fallait suivre l'exemple du gouvernement français, cesser la lutte, rentrer en Belgique ou tenter de partir en Angleterre. M. Spaak, excellent avocat d'assises, s'est surtout soucié de se disculper : à l'entendre, tous les assistants ont compris que le débat portait moins sur l'attitude du roi depuis son internement que sur le conflit qui a dressé contre lui ses ministres, d'abord dans un château des environs de Bruges, le 25 mai 1940, puis à Limoges.

Le 31 mai 1940, les parlementaires belges « repliés » en France — au nombre de 170 sur un total de 369 — s'étaient réunis à Limoges pour y adopter une motion flétrissant la capitulation de l'armée. Dès leur retour en Belgique, quelques semaines plus tard, la plupart de ces parlementaires adressaient au roi prisonnier leurs excuses et leurs regrets, tandis qu'un petit groupe d'irréductibles demeurait opposé au roi. Cette séparation et cette opposition sont allées en s'aggravant au fil des années. En somme, en juillet 1945, on a demandé au parlement belge de confirmer le verdict de condamnation que, mal éclairé, il avait porté à Limoges en 1940.

Le vote d'une motion de confiance au gouvernement (par 95 voix contre 68 à la Chambre), le 26 juillet 1945, n'a pas mis fin au débat. Deux mois plus tard, au moment de passer en Suisse, le roi adressait un nouveau message au pays. Répondant, cette fois, directement à ses détracteurs, Léopold III déclarait avoir offert de communiquer ses dossiers au gouvernement; il ajoutait que, durant l'occupation, il s'était refusé à toute négociation avec l'ennemi.

On pouvait craindre que cette proclamation ne suscitât de nouveaux et violents remous dans l'opinion; le gouvernement, mis en possession d'un document trouvé par les Américains dans les dossiers de la chancellerie du Reich, eut la sagesse de soumettre ce document non seulement aux groupes parlementaires, mais au secrétaire du roi; en attendant la publication d'un « livre blanc » qui contiendra tous les documents relatifs à cette ques-

tion, le débat ouvert, en octobre, devant le Sénat, a été renvoyé *sine die*.

Avant cela, le Parlement avait adopté un projet de loi décidant que seul un vote des Chambres pourrait décider à quel moment cesse pour le roi l'impossibilité de régner. Il est peu probable que les Chambres actuelles reviennent sur leur décision; le retour éventuel du roi dépendra donc des élections prochaines.

Que pense de tout cela le pays ?

A l'étranger, il est difficile de se rendre exactement compte de l'opinion belge. La Belgique, c'est, pour beaucoup, Bruxelles, Liége et Charleroi où se sont déroulées des manifestations hostiles à Léopold III. La Belgique, c'est aussi Anvers, la ville peut-être la plus « léopoldiste » du pays, c'est Bruges et Gand, c'est encore Namur, le Luxembourg, c'est aussi Tournai. La presse belge, c'est, en plus du *Soir* et du *Peuple* — qu'on lit et qu'on cite à Paris —, *La Libre Belgique*, le plus lu des journaux catholiques, la presse flamande, ignorée à Paris et à Londres, la presse régionale très influente. Or, lorsqu'on lit toute cette presse, lorsqu'on entend battre le cœur de la province belge, on ne peut douter, un instant, du bien fondé de la parole royale : le Parlement actuel, élu en 1939, même amputé de ses membres rexistes et nationalistes flamands, ne représente pas l'opinion publique belge. Il y a divorce entre le pays et le Parlement, et le seul moyen d'y voir clair, la seule voie normale, constitutionnelle, dans un pays libre, dans une démocratie, c'est de faire appel au pays, de recourir à des élections.

La leçon de la « question royale », c'est dans une publication socialiste, indépendante du parti socialiste, que je viens de la trouver. *Les Cahiers socialistes* écrivent :

« La question royale ne peut pas se limiter au procès, en soi peu décisif, de Léopold III; elle n'apparaît que comme un des aspects — mineur à notre avis — de la crise de la démocratie. Ce qui nous importe maintenant, c'est de savoir si la vie politique belge va continuer, avec d'autres thèmes, à se dérouler dans ce climat malsain de « liquidation de la guerre ». La guerre est terminée. Il nous intéresse fort peu d'entendre des politiciens qui n'ont rien de prestigieux, et qui ne furent pas tous des résistants de la première heure, nous dire *comment il eût fallu agir*. Nous aimerions mieux savoir comment *il faudra agir*. Agir contre l'esprit totalitaire grandissant — qu'il soit réactionnaire, « démocratique » ou « patriotique » —; agir enfin pour un combat véritablement socialiste, pour l'édification d'une démocratie qui soit plus que la conservation fétichiste de vieux usages. »

C'est cette action-là que l'on a vainement attendue du gouvernement et des partis depuis la libération.

Reconstitution ou regroupement des partis ?

Au fait, où en sont nos partis ?

A la veille de la guerre, les anciennes formations politiques connaissaient toutes, à des degrés divers, une crise sérieuse. Le Parlement s'était déconsidéré par son impuissance à résoudre les problèmes essentiels; il n'accomplissait même plus sa mission de contrôle : les gouvernements de coalition, disposant de « pouvoirs spéciaux », administraient le pays sans opposition sérieuse. Les élites désertaient la politique abandonnée à des politiciens profesionnels. Cette décadence du régime a été fort bien décrite par M. Glansdorff, professeur à l'université libre de Bruxelles : « Les partis sont des moyens d'expression et de défense des idées, ils dégénèrent dès l'instant où le souci de l'opportunité les envahit. En Belgique, le rendement des partis n'est plus comparable à ce qu'il fut jadis. Est-ce à cause de la difficulté technique ou des problèmes actuels ? Non, c'est principalement parce que, trop préoccupés de leur sort quotidien, les partis ont négligé leur développement doctrinal. »

On s'était imaginé que la guerre et l'occupation, en obligeant les partis à interrompre leurs activités extérieures, auraient invité leurs dirigeants à un examen de conscience, à une revision des formules, des principes et des méthodes. Belle illusion très tôt dissipée! On a revu, sur les mêmes tréteaux, dans les mêmes décors, les mêmes hommes, un peu plus rondelets, un peu plus grisonnants, pronançant les mêmes discours.

Le *parti ouvrier belge*, dont Henri de Man était, au moment de l'invasion, le président, et dont, en cette qualité, il annonçait, fin juin 1940, la dissolution, s'est rapidement reconstitué. Il a troqué sa vieille enseigne contre une nouvelle appellation, « parti socialiste belge », puis il s'est empressé de revenir à son programme originaire datant de 1894. La déclaration de 1894 formulait, en des termes assez vagues pour être élastiques, les principes socialistes : suppression du régime capitaliste, suppression des classes, transformation radicale de la société, émancipation économique, morale et politique du prolétariat, primat de l'économique.

Pour avoir timidement remarqué que ce texte pourrait bien ne plus répondre entièrement aux nécessités actuelles, un ministre socialiste, au congrès que le parti a tenu en juin, s'est fait proprement traiter de « néo-fasciste ». Quant aux *Cahiers socialistes*, plus francs parce que plus indépendants, ils ont osé écrire que ce n'est pas la vénérable déclaration de Quaregnon qui est, à

l'heure actuelle, susceptible de mobiliser les énergies latentes pour le socialisme.

Le parti socialiste n'a pas avancé, il a reculé de cinquante ans. Comment expliquer cette décevante timidité en présence d'une extrême gauche communiste beaucoup plus allante? Il me semble que le congrès socialiste était hanté par la crainte du « socialisme national » et du « planisme », et, en général, des formules lancées avant la guerre par H. de Man. Le nom de cet homme, que la classe ouvrière renie comme un traître, n'a pas été prononcé au congrès, mais il semblait dominer les débats. Aucun de ceux qui l'ont soutenu autrefois, par conviction ou par opportunisme, n'aurait voulu être simplement soupçonné d'avoir partagé ses idées. En revenant à la charte fondamentale, le congrès se donnait l'illusion de n'être jamais allé « au-delà du marxisme ». La force du parti socialiste tient aujourd'hui moins à ses idées qu'aux places qu'il occupa, toujours plus nombreuses, dans les administrations, les services publics, les assemblées délibérantes, au gouvernement. Qu'il prenne garde : d'autres partis, très puissants, très riches, très influents, ont failli mourir par disette d'idées.

Même vide du côté *libéral*. De rares personnalités de premier plan se détachant au-dessus d'une masse d'individus très moyens. Aucune idée nouvelle. Le président du parti en est réduit à s'annexer purement et simplement le plan Beveridge. L'alliance que le parti libéral a conclue avec les pires démagogues d'extrême gauche inquiète une bonne partie de sa clientèle composée de *beati possidentes*.

Le *parti communiste* n'a pas de dirigeants de la taille d'un Thorez. Il mène une politique d'agitation, harcèle et menace le parti socialiste, noyaute les syndicats socialistes sous le couvert de l'unité syndicale, et trouve des complaisances dans certains mouvements de la résistance. Il entretient dans le pays des ferments de discorde, suscite des grèves sans rime ni raison. S'il a, un instant, bénéficié de l'admiration que les succès de l'armée rouge ont provoqués dans le monde entier, il semble qu'il ait aujourd'hui beaucoup perdu de son crédit dans les « couches moyennes ».

Reste le *parti catholique*, ou plutôt l'ancien parti catholique, le plus lent à démarrer, à se remettre au travail. On a abandonné l'étiquette catholique qui donnait trop l'impression d'un parti confessionnel. Un nouveau parti se forme, qui tint ses premières assises en août : le parti chrétien social, dirigé par une équipe d'hommes jeunes. Dans son manifeste, il insiste sur son caractère nouveau : « Cette formation n'est pas la réédition, ou même la réorganisation, sous une étiquette chargée, de l'ancien parti

catholique. » Il est neuf dans sa structure : tandis que l'ancien « bloc catholique » était une fédération de groupes sociaux, le parti chrétien social n'accepte que des affiliations individuelles; il est neuf dans ses cadres et dans son allure. C'est un parti d'inspiration chrétienne, un parti social, démocratique et progressiste.

« Parti d'inspiration chrétienne : cela ne signifie nullement parti de la religion. La religion n'a pas de parti et elle n'est pas d'un parti. On veut dire seulement que, puisque toute politique suppose à sa base une philosophie des valeurs, nous mettons à la base de notre politique les valeurs chrétiennes. Ces valeurs chrétiennes sont, en Occident, des valeurs traditionnelles : pendant des siècles notre peuple en a été nourri, et, aujourd'hui encore, croyants et non-croyants en vivent, même quand ils n'en ont pas conscience. »

Le parti chrétien social n'en est encore qu'au stade de l'organisation. Peut-être pourrait-on lui reprocher une trop grande discrétion dans cette étape préparatoire. S'il réussit à vaincre l'opposition que ne manqueront pas de lui susciter les dirigeants de vieilles associations, et à imposer plus de discipline et de coordination aux droites parlementaires, le parti chrétien social peut espérer gagner un large appui dans l'opinion. Il est épaulé et talonné par une équipe de jeunes groupée autour de « La Relève » — ce nom est déjà un programme.

Le parti chrétien social succède au parti catholique. *L'Union démocratique belge* est une formation tout à fait nouvelle, encore que la plupart de ses dirigeants sortent des rangs du parti catholique. L'U.D.B. veut réaliser la concentration de toutes les forces démocratiques; au système de la coalition des partis, qui s'est révélée généralement néfaste pour nos institutionnelles, elle voudrait substituer un système plus conforme à l'esprit de régime parlemenatire et au modèle britannique : la formation de deux grands partis, l'un progressiste, l'autre conservateur, alternant au pouvoir. Ce regroupement, souhaité dans de nombreux milieux, exige que soit définitivement éliminée de notre vie politique la question « confessionnelle », plus particulièrement sous son aspect scolaire, qui fausse le jeu politique. Si les catholiques belges ont cru devoir s'organiser en parti, c'est dans un réflexe de défense, parce qu'avant la création d'un parti catholique les anticléricaux s'étaient groupés et organisés pour combattre, sur le terrain politique, les intérêts purement religieux. Des hommes qu'opposent les conceptions sociales, les intérêts professionnels et économiques se réunissent, et croient devoir en conscience se réunir, pour défendre les intérêts spirituels menacés. Ce sont ces menaces qu'il faut hardiment et définitivement dissiper pour

avoir une physionomie exacte de la politique belge : la question scolaire résolue dans le respect de la liberté du père de famille et les intérêts de l'Église garantis, plus rien ne s'opposerait à ce que les catholiques démocrates rejoignent les démocrates incroyants pour promouvoir une politique sociale et économique plus hardie, tandis que les « conservateurs » se retrouveraient naturellement avec les bourgeois libéraux pour défendre une politique plus modérée. C'est dans ce but et cet esprit qu'a été fondée l'Union démocratique belge. Elle voulait être le lieu de rencontre de tous les démocrates. Elle dispose d'un organe quotidien, *La Cité Nouvelle*, et de deux périodiques, l'hebdomadaire liégeois *Forces Nouvelles*, dont un des animateurs est Léopold Levaux, et une revue mensuelle *Rapprochements*. Ses dirigeants ne manquent pas de dynamisme. Mais ils n'ont pas réussi, jusqu'ici, à réaliser le regroupement envisagé : les partis d'avant-guerre se sont reconstitués et l'U.D.B., sans renoncer à ses espoirs, s'est elle-même constituée en parti, comme d'autres mouvements du même genre de France.

Le problème wallon

Il y a un problème wallon qui devient aigu. C'est moins un problème linguistique qu'un problème politique et économique.

Pendant trois quarts de siècle, la langue flamande avait été systématiquement méconnue par la Belgique officielle : il a fallu des efforts tenaces et obstinés pour que les Flamands fassent reconnaître et respecter leurs droits élémentaires à être instruits, jugés, administrés en flamand. Ces droits sont aujourd'hui reconnus. Les Flamands, grâce à leur natalité proportionnellement moins défavorable, sont, dans l'État belge, plus nombreux que les Wallons : 5 millions pour 3 millions de Wallons.

Les Wallons se plaignent d'être écartés des administrations centrales de l'État au profit des Flamands et des Bruxellois s'exprimant dans les deux langues nationales; ils craignent que les intérêts particuliers des provinces wallonnes ne soient pas compris par les « bureaux » bruxellois, qu'au point de vue économique, notamment, les industries wallonnes soient sacrifiées au profit des industries flamandes. Plus concrètement, ils constatent que le trafic fluvial des ports mosans est dirigé vers Anvers, alors qu'il pourrait plus rapidement, et à moindres frais, être dirigé vers Rotterdam; que les charbonnages du bassin de Charleroi et du bassin de Liége, qui font vivre une population extrêmement dense, s'épuisent, que le Hainaut se meurt, tandis que

des charbonnages nouveaux, beaucoup mieux outillés, favorisés par des communications ferroviaires plus nombreuses, sont en plein développement dans la Campine flamande. Il se produit, par conséquent, un déplacement industriel et commercial de la Wallonie vers les provinces flamandes. Pour ce qui concerne les allocations familiales, des industriels wallons se plaignent de devoir payer des cotisations élevées qui profitent aux ouvriers flamands ayant proportionnellement plus d'enfants que les ouvriers wallons : la compensation joue en faveur des régions flamandes. En politique étrangère, les Liégeois sont plus portés pour un rapprochement étroit avec la France, tandis que la Belgique officielle semble se rallier à une entente occidentale plus large englobant la France, les Pays-Bas, ainsi que la Grande-Bretagne.

Comment concilier ces revendications wallonnes avec l'unité de la communauté belge ? Par une décentralisation plus poussée et conforme, d'ailleurs, à nos traditions séculaires, ou par une forme de fédéralisme qui laisserait aux Flamands et aux Wallons le soin de gérer leurs intérêts particuliers, tout en confiant à une autorité fédérale la défense des intérêts communs ? De nombreux projets sont à l'étude, spécialement dans les milieux liégeois, plus actifs et plus susceptibles. Les catholiques prennent une part active à cette action, dans un esprit de très large compréhension : parmi les promoteurs du groupe de la rénovation wallonne figure le chanoine J. Leclercq. Ce mouvement n'est pas dirigé contre les Flamands ni contre la Belgique, mais contre l'incompréhension dont les Wallons sont les victimes, spécialement dans les milieux bruxellois. Bruxelles, capitale et cœur du pays, avait été naguère fort attaquée par les Flamands, elle l'est actuellement par les Wallons, pour les mêmes raisons et avec une égale virulence : de part et d'autre, on lui reproche de « dénationaliser » ceux qui viennent s'installer chez elle et de se replier dans une méprisante indifférence pour tout ce qui est « la province ».

Les objectifs, les revendications et les griefs de la Wallonie ont été plus amplement définis dans un congrès qui s'est tenu à Liége les 20 et 21 octobre.

On se rend compte des conditions difficiles dans lesquelles la Belgique, deux fois envahie et occupée en l'espace de vingt-cinq ans, entreprend une nouvelle étape. Et nous n'avons rien dit des autres questions essentielles : le ravitaillement, la réadaptation des entreprises aux conditions nouvelles du marché international, les réformes à introduire dans la structure de notre économie, les relations internationales, le Congo.

Au milieu des orages politiques — ils ne nous ont pas manqué durant cet été tropical —, les Belges poursuivent leurs travaux

avec plus de calme et de sérénité qu'on ne pourrait le croire à l'étranger. Mais ils suivent avec attention et une certaine inquiétude le développement des événements internationaux et les difficultés que rencontrent les grandes puissances à établir une paix juste et stable. L'opinion publique, dans son ensemble, est acquise à l'idée d'un « bloc occidental » dont la première condition lui paraît être l'entente franco-britannique. Bruxelles a fait un accueil chaleureux au général de Gaulle. On a beaucoup remarqué et, à l'exception des communistes, approuvé le thème central de tous ses discours : l'Occident. Au cours de sa visite à l'Hôtel de ville, dans ce cadre prestigieux de la grand'place, le général de Gaulle a terminé son allocution par ces paroles longuement acclamées : « *Vive notre Occident, grâce auquel notre Europe renaîtra.* »

A travers leur histoire, les provinces belges n'ont jamais failli à leur vocation occidentale et européenne. Aujourd'hui, elles se savent étroitement solidaires de la France et des Pays-Bas pour défendre les valeurs de civilisation que cette partie de l'Europe a portées.

Octobre 1945.

MARCEL LALOIRE.

CHRONIQUE ANGLAISE

L'accession au pouvoir d'un gouvernement travailliste, appuyé sur une forte majorité à la Chambre des Communes, est une étape importante dans la politique britannique. Il faudra plusieurs années pour en saisir la signification, mais il est déjà possible de dire les raisons de l'événement et pourquoi, objectivement, c'est une bonne chose. La démocratie parlementaire a fait du bon travail en Angleterre parce qu'elle donnait naissance à un gouvernement efficient, venu de l'un ou l'autre de deux grands partis. Les partis ont changé suivant les nécessités de l'évolution politique et sociale — les whigs et les tories ont fait place aux libéraux et aux unionistes, les libéraux et les unionistes aux travaillistes et aux conservateurs. Mais le corps électoral britannique a toujours refusé de multiplier les partis. Tant que notre politique a été troublée par le problème irlandais, la Chambre des Communes fut troublée également par le parti Irlandais, qui faisait pression sur celui des partis qui détenait le pouvoir; aussi plus d'une fois les libéraux se trouvèrent-ils dépendre de son appui. Mais les changements et les combinaisons de la manœuvre politique n'ont jamais été populaires en Angleterre, et aussitôt que le parti travailliste s'affirma comme le principal opposant des intérêts conservateurs, le corps électoral décida que les libéraux étaient un luxe trop coûteux. Ainsi le parti libéral fut virtuellement miné aux élections de juillet dernier.

Mais ceci n'indique pas l'extinction du libéralisme. Car en un sens il est vrai de dire que le libéralisme est le climat de la politique anglaise. Il pénètre la philosophie des deux partis qui se disputent le pouvoir. Les conservateurs ont hérité de son individualisme et les socialistes de son altruisme. Car il existe une profonde séparation entre les libéraux eux-mêmes. Un homme comme Sir William Beveridge, avec son vaste et large projet des assurances sociales, menace l'individu d'une ingérence bureaucratique que Mr. Gladstone eût trouvée intolérable. Un homme comme Mr. Francis Hirst, le dernier croisé de l'école de Man-

chester, a une théorie de l'entreprise privée qui aurait été beaucoup trop capitaliste pour Mr. Churchill.

Le libéralisme est en fait tombé, victime de sa propre dichotomie. Son aile individualiste a été trahie par son aile socialiste. En d'autres termes, les politiciens ont découvert dans la pratique ce dont les papes n'ont jamais cessé de proclamer la théorie, à savoir que l'on ne peut réformer la société et avoir en même temps une conception atomique de l'homme. Les libéraux anglais ont été absorbés par le socialisme parce qu'ils ont négligé la défense de ces autres institutions — la corporation, la coopérative, la famille, l'Église, dans lesquelles l'homme vit normalement et qui sont sa force principale contre les empiétements de l'État. De plus les libéraux anglais, bien qu'ils comptent beaucoup de grands esprits et qu'ils attirent encore des milliers de votants, n'ont jamais réellement survécu à la corruption du gouvernement de Coalition, formé après la dernière guerre, et dont ils étaient les membres prédominants. Le corps électoral fit preuve comme règle d'un admirable réalisme. Ne désirant pas un troisième parti et comprenant qu'ils ne pouvaient plus avoir la majorité, nombre d'électeurs libéraux ont dirigé leur choix du côté où leurs principes libéraux avaient la plus grande chance de survivre.

Ces quelques mots d'explication étaient peut-être nécessaires à un lecteur étranger pour qu'il ne suppose pas que la tradition libérale est morte. Prenez par exemple la question des petites nationalités. Dans le passé, les libéraux furent élevés dans l'idée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils furent les champions des Irlandais, des Boërs, des Éthiopiens et des autres victimes de l'agression impérialiste. Mais si vous lisez les débats à la Chambre des Communes sur la destruction de l'indépendance polonaise par l'Union Soviétique, vous trouverez des champions de la Pologne parmi tous les partis; un socialiste extrémiste indépendant, comme Mr. Mc Govern, un travailliste modéré comme Mr. Ivor Thomas, un radical libéral comme Sir William Beveridge, et un tory comme Mr. Kenneth Pickthorn, usent tous du langage dont se serait servi Mr. Gladstone. De même les apôtres du compromis et de l'expédient peuvent se trouver dans tous les partis. Mr. Churchill à droite et Sir Stafford Cripps à gauche désiraient aller également loin pour satisfaire les désirs du Kremlin. Si vous regardez attentivement la composition du nouveau parlement, vous vous apercevrez nettement que les alignements de partis reflètent les nuances de la doctrine politique. Et il y aura toujours des occasions où un membre sera amené à voter contre son propre parti. Ainsi, dans le dernier parlement, environ vingt-cinq députés appartenant à tous les partis votèrent con-

tre le gouvernement, sur la question polonaise. Il y a certainement beaucoup plus de points communs entre Mr. Bevin, droite du parti travailliste et Mr. Eden, centre gauche des conservateurs, qu'entre Mr. Bevin et Mr. Harold Laski. Mr. Laski est un révolutionnaire marxiste; Mr. Bevin est un travailleur britannique. Il y a encore, Dieu merci, une différence très visible entre les deux.

Il faudrait étudier attentivement ces deux hommes, parce qu'ils représentent deux courants contraires du mouvement travailliste. Celui-ci était à l'origine un mouvement de classe, inspiré par le désir de promouvoir le bien-être des classes travailleuses, dans la structure capitaliste de la Société. Des salaires plus élevés, des maisons plus habitables, des pensions plus larges, moins de pauvres, des assurances plus généreuses, tels étaient leurs objectifs. Les membres du parlement travaillistes furent largement recrutés dans les rangs des « Trade Unions », et le vote travailliste s'inspira de l'évangile des Églises libres. Ce qui fortifia le pacifisme du mouvement. Ce dernier avait beaucoup d'adeptes dans les paroisses pauvres anglicanes des grandes villes, et on pense que trois cinquièmes des catholiques du Royaume-Uni votèrent pour le parti travailliste. Néanmoins il demeure essentiellement un parti des classes ouvrières et populaires. Un certain nombre d'intellectuels lui appartiennent — Bernard Shaw et la Société Fabienne ont eu une grosse influence — mais ils sont attirés par la doctrine du socialisme continental; Proudhon et Marx furent leurs maîtres; ils regardaient vers l'Allemagne et la Russie plus que vers la tradition anglaise. Cette école de socialisme a fait d'immenses progrès pendant ces deux dernières années, et plus spécialement depuis l'accord de Munich. L'influence du « New Statesman » et du « Left Book Club », organisé par Mr. Victor Gollancz, un éminent éditeur londonien, a été décisive pour amener un nombre considérable de personnes de la classe moyenne au socialisme. Pour celles-ci il y a une heureuse et indiscutable équivalence entre le socialisme et la démocratie, un mépris général pour la tradition et un vague penchant vers un état sans classe. Cette propagande, qui est d'abord une propagande pour une économie planifiée, fit de grands progrès parmi les soldats pendant la guerre. On leur disait comment la paix avait été perdue et la démocratie trahie par un gouvernement conservateur pusillanime. Beaucoup ont fait la cruelle expérience du chômage sous le règne de la grande industrie; ils se rappellent les cités abandonnées de Durham et de South Wales, et ils sont décidés à ne plus revoir cela. Si on leur avait dit que le programme des deux grands partis avait beaucoup d'idées communes, ils auraient répliqué que de toute façon ils

voulaient un changement. Il reste à voir jusqu'où ils l'ont poussé.

Pour la bonne marche de la politique anglaise, il était essentiel que le travaillisme tentât sa chance. Jusqu'alors le socialisme avait tout l'attrait de l'inconnu. Il unissait à la rigidité d'une doctrine le pouvoir mystérieux d'une mystique. Sa voix pour beaucoup d'oreilles avait la douceur de celle d'une sirène, mais nous ne savions pas si la sirène ferait une « bonne femme de ménage ». C'est un bien que le socialisme soit aussi amené à passer du domaine de la théorie à celui de la pratique. Alors nous saurons ce qu'il peut réellement tenir et si les deux partis sont capables de faire face aux alternatives de l'avenir. Car le choix n'est pas, purement et simplement, entre le socialisme et l'entreprise libre, mais entre plus ou moins de socialisme. Dans quelle mesure le peuple britannique désire-t-il que sa vie soit dirigée par les dirigeants politiques de la communauté ? Dans quelle mesure cette organisation est-elle incompatible avec le maintien de la liberté ? Quelque solidement que l'on soit attaché à des arguments *a priori*, seule l'expérience peut donner une réponse à ces problèmes. Mais notre avenir, celui d'un peuple libre, dépend évidemment de la réponse donnée à ces questions.

La politique en Grande-Bretagne reflète en fin de compte la volonté de la nation qui peut même s'imposer à un gouvernement qui ne la représenterait pas. Nous l'avons bien vu, pendant la guerre, quand un gouvernement à prédominance conservatrice a mis en œuvre un grand nombre de mesures d'inspiration socialiste. Maintenant que les socialistes sont au pouvoir avec mandat d'établir un socialisme limité, l'interprétation, l'extension et le renouveau de ce mandat dépendra en grande partie de la pression de l'opinion à l'intérieur du parti travailliste lui-même, non moins que de la vigilance de l'opposition. En devenant de plus en plus classe moyenne, le socialisme anglais deviendra-t-il aussi de plus en plus ambitieux, matérialiste et doctrinaire ? Un fossé se creusera-t-il entre les éléments traditionnels des « Trade-Unions » (qui sont peut-être plus purement conservateurs qu'aucun autre intérêt politique dans le pays) et les nouvelles recrues, venues des universités et des professions libérales, et qui ont reçu leur philosophie aussi bien que leur système économique du professeur Laski ? C'est un fait nouveau dans la politique anglaise que le parti travailliste ne peut plus être réduit désormais au parti d'une classe, et ce développement est d'importance. Mais si on veut en retirer quelque bénéfice, il faut que le parti attire maintenant les mêmes éléments qui faisaient autrefois la force et la vigueur du libéralisme. Il y a déjà dans le parti travailliste, ou intimement associé à lui, un ferme noyau

qui voit la politique en fonction de la sociologie chrétienne et qui, de ce fait, est profondément opposée à certains développements du socialisme. Je ne prétends pas que ces hommes et ces femmes, — dont Barbara Ward, rédacteur de politique étrangère à *L'économiste*, Lord Pakenamm, et Ivor Thomas, membre du Parlement, sont les représentants, — comptent pour beaucoup dans les cercles intérieurs du parti. Mais ce sont des personnalités populaires qui trouvent toujours audience, et qui pourraient dresser l'opinion publique contre le nouveau « réalisme » de la gauche devant toute conséquence intolérable à la conscience nationale. L'avenir du socialisme en Grande-Bretagne pourrait bien dépendre de la façon dont la tradition libérale chrétienne des classes moyennes pourra contrebalancer le marxisme qui commence à pénétrer le mouvement. Mr. Aneurin Bevan, le nouveau ministre de la Santé, est un exemple de cette pénétration. Il n'est pas facile d'imaginer qu'il pense, ainsi que ses semblables, travailler longtemps avec un homme comme le professeur R. H. Tawney, dont le livre fameux : *La Religion et l'avance du Capitalisme*, est un classique de la sociologie chrétienne, livre qui, entre parenthèses, mériterait bien d'être traduit en français.

Cependant chacun, excepté l'extrême droite, se réjouit de la présence de Mr. Bevin aux Affaires étrangères. A plus d'un point de vue, c'est le seul homme de réelle valeur dans le nouveau gouvernement. Il est en bons termes avec les milieux officiels qui le trouvent extrêmement bien informé. Mr. Eden travaillait par intuition plus que par connaissance; Mr. Bevin ne trouve pas de détail indigne de son attention. Il est capable de soutenir une lecture pendant des heures de suite, et, dans une négociation, est à la fois patient et décidé. C'est à tous points de vue une heureuse chose qu'il soit chargé de définir les limites des concessions britanniques aux intransigeances soviétiques. Un secrétaire des Affaires étrangères conservateur aurait donné beaucoup trop de prise à la critique socialiste. Mr. Bevin n'a peur ni des amis ni des ennemis. Nous pouvons espérer que sa politique étrangère reflétera une connaissance plus grande des conceptions diamétralement opposées que l'on se fait de la vie humaine des deux côtés d'une ligne droite qui part de Stettin pour aboutir à Trieste, et de la marche commune qui s'impose aux hommes d'Occident désireux de progresser sur leur propre voie. La reconnaissance de cette différence n'est pas une prudence de désespoir; ce n'est rien de plus qu'un accommodement nécessaire à la réalité.

J'ai devant moi, tandis que j'écris, des extraits de tous les journaux hebdomadaires qui reflètent et informent l'opinion

éclairée. Il n'en est pas un qui n'envisage la formation d'une association des puissances occidentales, si l'on ne peut obtenir de l'Union Soviétique qu'elle donne aussi bien qu'elle prend; c'est vrai du *New Statesman* à gauche comme ce l'est pour le *Time and Tide* à droite.

Cette indignation croissante contre la Russie est très significative lorsque l'on pense à la lune de miel prolongée que nous avons connue avec les Soviets depuis Téhéran jusqu'à Postdam. L'édifice léger des formules qui sauvent la face s'est écroulé comme un château de cartes. Si le résultat de cet état de choses était de réduire la Grande-Bretagne à une docile dépendance envers l'Amérique, je regarderais l'avenir avec plus de tristesse. Mais nous avons exprimé assez clairement par nos porte-parole à Washington, Lord Keynes et Lord Halifax, que nous nous adressions à nos riches amis d'outre-Atlantique avec une pleine confiance dans notre propre destinée et la détermination de suivre notre propre chemin. Nous allons à eux comme des associés d'affaire, non comme des faillis ou des mendiants. C'est une opinion répandue en Angleterre que les parties de l'Europe qui échappent au pouvoir des Soviets ne retrouveront leur stabilité, leur sécurité ou leur indépendance que si leur évolution naturelle ne dépend pas des caprices de « Wall Street ». C'est vrai pour un pays comme l'Angleterre, qui a souffert comparativement peu, autant que pour un pays comme la France qui a souffert tous les dommages que l'ennemi a pu lui infliger.

En d'autres termes, je crois que la tendance actuelle peut aider ce pays à poursuivre une politique authentiquement européenne. Dans le dernier numéro du *Spectator*, Lord Vansittart proclame que le gouvernement des « Big Three » est une faute désormais reconnue, et ceci est un nouvel indice de la disposition croissante à écouter les puissances moins importantes. Dans le même numéro, Mr. Harold Nicholson traite du fameux mémorandum présenté en 1907 par Sir Eyre Crowe, alors chef du Département de l'Ouest des Affaires étrangères, et dans lequel l'auteur trouve les principes directeurs de la politique étrangère britannique. En bref, il y est dit que depuis que la sécurité britannique dépend d'une équitable balance de pouvoir, le premier intérêt de sa politique est d'empêcher les faibles d'être balayés par les forts. Mr. Nicholson fait remarquer que cela est aussi vrai aujourd'hui qu'hier, et nous rappelle qu'à abandonner nos principes, nous partirions sur la route de la perdition aussi bien politique que spirituelle.

Nous allons donc assister à un renversement de la politique opportuniste de Mr. Churchill, qui nous amenait à abandonner l'un après l'autre nos alliés, pour assurer une prompte et déci-

sive victoire. L'avenir nous dira si le prix n'en était pas trop élevé, mais en aucun cas Mr. Churchill, qui connaît la différence entre la liberté et l'esclavage, ne travaillera à affaiblir l'action de Mr. Bevin.

Le rôle de Mr. Churchill, comme chef de l'opposition de Sa Majesté, lui convient mieux qu'un prolongement de son pouvoir dans des circonstances très différentes de celles qui lui avaient donné une telle prise sur le cœur de la nation. Est-il capable de réanimer le parti conservateur ? c'est une autre question. La semaine dernière, les candidats battus aux dernières élections firent le point de leur défaite. Ce fut essentiellement une faute de rester fidèles à la philosophie qui prêchait une doctrine économique intermédiaire entre le « laissez faire » et le socialisme. Quand cet évangile de la propriété privée bien distribuée, selon lequel la liberté et la responsabilité personnelles vont la main dans la main, est remis en cause et placé devant les réalités d'aujourd'hui, le conservatisme peut-il présenter un attrait comparable à celui du socialisme qui, pour un nombre de personnes toujours croissant, est devenu synonyme de justice sociale ? Mr. Churchill est plutôt un vieux « whig » qu'un jeune tory, plutôt un homme d'État qu'un politicien, plutôt un stratège qu'un diplomate, mais un patriote avant tout. Son échec fut réellement une prise de congé, et chacun espère qu'il s'appliquera désormais à la rédaction de ses mémoires. Le rétablissement du parti conservateur peut être laissé à de plus jeunes mains, bien qu'il puisse difficilement être laissé à un plus jeune cœur.

Robert Speaight.

LES EVENEMENTS DE LA HAUTE-DJEZIREH, SPECIALEMENT A DERBESSIE

L'effervescence et les troubles qui eurent lieu fin mai 1945 n'eurent aucune répercussion en Haute-Djézireh. Tandis que Damas, Alep, Homs et Hama, sans oublier Deir-ez-Zor, manifestaient contre la France, la Haute-Djézireh restait dans le calme.

Les fêtes de la Victoire, les 8, 9 et 10 mai, avaient revêtu un caractère particulier. A Kamechlié, Hassetché, Derbessié, Ras-al-Ain, ce ne furent que des explosions de joie. Tous les témoignages de reconnaissance et de fidélité allaient à la France et à elle seule. La magnifique équipe d'officiers français qui assurait la sécurité dans ce bled lointain récoltait les fruits de son travail et de sa persévérance. Une seule ombre au tableau, les Britanniques s'étaient abstenus de participer aux fêtes, et leur absence avait été très remarquée. A Kamechlié, par exemple, la demeure des Anglais n'avait même pas été pavoisée.

Les quelques conflits qui se produisaient chaque année au printemps entre les tribus, particulièrement entre les Chammars Zors et les Kikiés contre les Beggaras, avaient été aplanis en grande partie grâce à l'intervention du lieutenant du Contrôle bédouin. Ses décisions et ses conseils étaient le plus souvent acceptés, son arbitrage était sans cesse sollicité. Les forces françaises patrouillaient dans les régions en litige et étaient maîtresses de la situation. Les chefs de tribus arabes ou kurdes témoignaient en toute occasion leur confiance dans les Français. Jusque fin juin 1945, par un coup de fusil ne fut tiré contre les officiers ou les militaires français. Le fait est digne de remarque, car malgré la propagande intense de personnes à la solde de l'étranger, malgré les distributions nombreuses d'armes et d'argent, la Haute-Djézireh, dans son ensemble, continuait à rester paisible. L'officier frontalier de Kamechlié pouvait écrire le 14 juin : « L'attachement que la grande majorité de la population et la reconnaissance de cette population envers notre pays qui sut transformer en moins de vingt ans cette contrée désertique en la plus riche peut-être des Provinces de Syrie, sont les raisons évidentes d'une telle attitude. »

Évidemment, à Damas, l'attitude de la Haute-Djézireh ne plaisait pas. Tout fut mis en œuvre pour la faire changer et pour

donner un prétexte aux forces britanniques d'intervenir pour « rétablir la sécurité ». Les troubles ne commencèrent en Haute-Djézireh que du jour où ces forces « alliées » montèrent à Hassetché, capitale du Mohafazat, pour y assurer, par leur présence, ce qu'elles appelaient « le maintien de l'ordre ».

Le 11 juin 1945, le premier coup est porté par les Britanniques. Notification officielle est faite aux militaires et civils français de l'Office des Céréales panifiables de la suppression de cet organisme et de son remplacement par la « Mira », d'où les Français sont « provisoirement » exclus. Décision prise à Damas, où peut-être elle était sage et prudente, mais qui n'avait aucune raison d'être en Haute-Djézireh où le calme le plus absolu régnait. De plus, l'exclusion des Français d'un organisme fondé en 1942 par la France et financé en grande partie par elle, paraissait à tous une injustice ou tout au moins une mesure inopportune. Dès l'abord, les habitants de la Haute-Djézireh manifestent de la méfiance à l'égard de la « Mira » et ne cachent pas leur intention de ne plus livrer toutes leurs récoltes. Quelques incidents ont lieu qui démontrent que les gens regrettent les Français.

Le 23 juin, le P. de Rudder est convoqué par l'officier frontalier à Kamechlié. On lui notifie le souhait des Britanniques de voir les familles françaises et les Missions évacuer la Haute-Djézireh. Le Père supérieur répond officiellement qu'il restera à son poste à ses risques et périls. Il ne peut recevoir d'ordre que de son supérieur direct, S. Ém. le cardinal Tisserant, secrétaire de la Congrégation orientale. Les Sœurs de la Présentation de Derbessié et de Kamechlié adoptent la même attitude. Le 23 juin, à Hassetché, M. Saadallah Jabri, président de la Chambre syrienne, et M. Sabri Assali, ministre de l'Intérieur, arrivent à Hassetché. Les chefs arabes et kurdes sont convoqués. Les deux personnalités syriennes déclarent que la Haute-Djézireh doit se rallier d'une façon effective à la cause nationaliste et donner des preuves de fidélité. Le 25 juin, à son retour d'Hassetché, le cheikh Mizar, chef des Chammars Zors, déclare : « Le ministre de l'Intérieur veut tous les postes militaires de Djézireh. Ces postes seront enlevés de la main des Français, qui devront quitter la Syrie dans les trois jours. Les Anglais ne peuvent intervenir en Djézireh sans que les gendarmes et les Syriens n'attaquent les troupes françaises. Il faut donc attaquer les postes militaires pour permettre aux Anglais d'intervenir. » Mizar se charge personnellement du poste de Derbessié.

A Derbessié, l'inquiétude parmi les chrétiens est grande. Des bruits de plus en plus nombreux circulent sur une attaque possible de la ville et du poste militaire par les Arabes et les Kurdes. La caserne de Derbessié sert de garnison au 24e Escadron léger, commandé par un capitaine autochtone, dont les états de service

sont très brillants et qui sert la France depuis plus de vingt ans. Son prestige dans toute la Haute-Djézireh est très grand. Il personnifie l'esprit de résistance. Les nationalistes sentent très bien que gagner un tel homme à leur cause est s'assurer la victoire dans toute la région. Tous les moyens sont employés pour essayer de le gagner au nationalisme : intimidations, promesses, flatterie, menaces.

A partir du 26 juin, la population chrétienne de Derbessié commence à émigrer, avec ce qu'elle a de plus précieux, à la Mission dominicaine. Tous les locaux et la grande cour sont occupés. Très vite le nombre des réfugiés s'élève à plus de sept cents personnes, dont la majorité est composée de femmes, d'enfants et de vieillards. Le 27 juin, les menaces d'attaque se font plus violentes. Un coup de main contre la Mission est même envisagé. Le P. de Rudder met les autorités syriennes devant leurs responsabilités et prévient qu'il défendra l'honneur et la vie des femmes et des enfants avec le maximum d'énergie.

Le 28 juin, l'attaque semble imminente. Des travaux de défense sont encore effectués à la Mission, car les adversaires tiennent surtout à venir piller ce refuge. Il ne s'agit pas de coopérer à la défense du poste militaire, il s'agit avant tout de protéger des vies innocentes. Une discipline de fer est établie à la Mission, le P. de Rudder déclare aux hommes qui défendent la Mission qu'il ne reculera pas à abattre de sa propre main tout individu qui abandonnera son poste, ou mettra la panique parmi les femmes et les enfants.

Le 29 juin, à 1 h. 30 du matin, trois blindés britanniques arrivent à Derbessié pour « assurer la sécurité ». Le P. de Rudder fait remarquer au lieutenant qui les commande que cette sécurité ne fut jamais troublée et que, en tout cas, à la Mission, on est bien décidé à la maintenir coûte que coûte. De nombreuses provocations contre le poste militaire ont lieu au cours de la nuit. A 3 h. 15 du matin, alors que les Britanniques sont présents à Derbessié, l'affaire éclate, le poste est attaqué, de très loin du reste, par les Nationalistes. Les militaires ripostent, mais usent de leurs armes avec beaucoup de modération. Une demi-heure après le commencement du conflit, les blindés britanniques arrivent sur les lieux « pour se rendre compte »! A 3 h. 50, le feu cesse, du moins du côté des militaires. Pendant la nuit, les Nationalistes n'ont pas perdu leur temps; quatre-vingt-cinq maisons chrétiennes et quinze boutiques sont dévalisées par les pillards. A leur tête se trouvent le chef de la sûreté syrienne de Derbessié, nommé Chamsseddine, et un agent provocateur nationaliste, du nom d'Osman Khodari.

Dès l'aurore du 29 juin, on aperçoit dans les environs de grandes concentrations de Bédouins et de Kurdes. De nombreux

chameaux quittent Derbessié, emmenant de lourdes charges. Le but premier de l'attaque du poste, jugé imprenable par un chef bédouin, fut donc le pillage. On enleva jusqu'à des portes et des fenêtres. Les Nationalistes sont cependant mécontents, car de grands biens se trouvent sous la protection de la Mission. Ils tentent tout ce qui est en leur pouvoir pour désolidariser les chrétiens dont l'union les effraie, et pour essayer de les faire rentrer chez eux. Peine perdue, les chrétiens refusent toutes les concessions et déclarent qu'ils se défendront à la première provocation.

Dans la matinée du 29 juin, les trois blindés britanniques sont rejoints par le reste de leurs forces. Une surveillance très stricte du poste militaire est assurée. Interdiction à tout militaire de quitter la place sans escorte anglaise. Dans l'après-midi, le commandant du secteur de Djézireh arrive à Derbessié. Ni les Syriens, ni les Anglais n'avaient pris la peine de le mettre au courant de la situation, alors que la nouvelle avait été annoncée dès 5 h. 30 du matin à Kamechlié et à Hassetché. De nouvelles menaces d'attaque sont formulées dès le 29, car les Nationalistes estiment que la riposte du poste militaire ne fut pas assez violente. On note cependant que les menaces se font plus particulièrement contre la Mission dominicaine, refuge des biens et des vies des chrétiens. Officiellement, le P. de Rudder met de nouveau les chefs arabes et les autorités syriennes devant leurs devoirs et leur déclare qu'en tant que Belge, donc observateur neutre, il ne souffrira pas le moindre trouble.

Le 30 juin, les menaces d'attaque contre la Mission se précisent. Des dispositions sont prises, et les Musulmans se rendent compte qu'ils auront affaire à une résistance acharnée. Les Britanniques sont prévenus que la Mission, après les cinq premières minutes de l'attaque, ripostera de toutes ses forces et se défendra vigoureusement. Le capitaine britannique promet d'assurer des patrouilles, en ville et dans les alentours, pendant toute la nuit; promesse qui fut tenue. La maison particulière du capitaine autochtone, protégée jusque-là par trois cavaliers armés, est évacuée par les Britanniques. Dans la précipitation du départ, on oublie de descendre les couleurs françaises. Dans la nuit, quelques nationalistes, agissant sans risque, froidement, enlèvent le drapeau et le souillent. Une protestation véhémente est adressée par le P. de Rudder aux autorités britanniques et françaises. Les Anglais reculent devant une réparation publique de l'outrage, craignant des troubles. Ne sont-ils pas là pour « assurer l'ordre et la sécurité »!

Le 1er juillet, les curés des différents rites chrétiens de Derbessié vont, au nom de leur communauté, demander à l'officier britannique d'avertir ses supérieurs que tous les chrétiens ont perdu confiance et demandent leur évacuation en corps sur le Liban. Le

2 juillet, de nombreux gendarmes arrivent à Derbessié. On parle de nouveau d'attaque contre le poste et la Mission.

Depuis plusieurs jours, le P. de Rudder est averti que des menaces de mort sont formulées contre lui parce qu'il est, paraît-il, le nœud de la résistance et l'obstacle à un pillage fructueux. L'union des chrétiens à la Mission et leur décision de se défendre ennuient ces messieurs.

Le 3 juillet, le capitaine autochtone, après avoir subi pendant plusieurs jours les sollicitations des nationalistes, capitule et livre le poste militaire aux Syriens. Le drapeau syrien est arboré au mât du poste. Au cours des manifestations de joie provoquées par cette reddition honteuse, des balles sont tirées contre la Mission, deux au moins contre la personne du P. de Rudder, qui proteste immédiatement auprès des autorités syriennes. De nombreux cavaliers et partisans, au risque de leur vie, signifient qu'ils veulent continuer à servir la France, malgré toutes les pressions qu'on leur fait subir. Ils se mettent sous la protection des Britanniques qui se chargeront de les envoyer à Kamechlié. Le 4 juillet, le commandant du secteur vient régler la situation et demande que le poste militaire et la mission soient gardés par les Britanniques.

A partir du 5 juillet, les familles réfugiées à la Mission commencent à évacuer et à rentrer chez elles. Le calme et la sécurité sont, paraît-il, complets. Le 7 juillet, un décret du Président de la République syrienne confisque les postes militaires, les maisons des officiers frontaliers et les bâtiments français. A 19 h. 30, le poste militaire de Derbessié est occupé par les nationalistes, et le drapeau syrien arboré définitivement au mât. Le 8 juillet, tout au matin, la garde britannique de la Mission disparaît sans une explication, « à l'anglaise ». A midi, un grand dîner est donné à Derbessié en l'honneur « de la prise glorieuse et définitive du poste militaire ». Des discours incendiaires sont prononcés à cette occasion.

Le 9 juillet, le P. de Rudder est convoqué d'urgence à Beyrouth par Mgr le Délégué apostolique pour rendre compte de la situation. Depuis quelque temps, les Anglais pressaient le Père supérieur de partir, sous prétexte que sa vie était en danger. Tous les moyens de transport, toutes les escortes, toutes les facilités étaient promis. Le Père supérieur oppose chaque fois un refus formel et ne consent à signer que les papiers déchargeant les Britanniques de toutes les responsabilités. A Beyrouth, les Anglais tentent des démarches auprès de Mgr le Délégué pour obtenir le rappel du Supérieur de la Mission dominicaine de Haute-Djézireh, sous prétexte qu'il provoque des troubles à Derbessié (probablement parce que la Mission abrita plus de sept cents personnes et évita le pillage complet des biens chrétiens). Une autre démarche est

tentée auprès de la Légation de Belgique, où l'on assure « qu'il est impossible, dans les circonstances actuelles, d'offrir une protection efficace, car la vie du P. de Rudder est en très réel danger ». Argument qui attire la réponse suivante : « Je m'étonne qu'une protection efficace ne puisse être assurée. Les Britanniques disposent dans le Moyen-Orient de soixante mille hommes. Il est un peu fort qu'ils ne puissent distraire quelques hommes pour protéger une vie qui, assurez-vous, est réellement en danger. Je suis à Beyrouth en mission, je repartirai dès que j'aurai terminé mes rapports. Dites-vous bien que je ne quitterai la Djézireh que par la force. Peu importent les conséquences. » Mgr le Délégué apostolique refusa catégoriquement de rappeler le P. de Rudder définitivement.

*
* *

Que conclure ? La situation est grave, très grave. Le sort des chrétiens est intimement lié à la présence de la France, spécialement en Haute-Djézireh. La France, protectrice séculaire des chrétiens, doit assumer toutes ses responsabilités. Elle n'a pas le droit d'abandonner des gens qui ont certes leurs défauts, et de gros défauts, mais qui se sont malgré tout compromis pour elle depuis des années.

Pour le moment, d'après des notes officielles émanant du Gouvernement français, les militaires des Troupes spéciales au Levant ont eu à choisir : se rallier aux Syriens, ou rentrer dans la vie civile, ou signer un engagement dans l'armée française, avec promesse que leurs familles pourront les suivre et que très vite, s'ils en formulent le désir, la nationalité française leur sera octroyée.

A Kamechlié et à Hassetché, tous les militaires au service des Français ont signé librement un engagement dans l'armée française. Plusieurs d'entre eux, spécialement les cavaliers du poste militaire de Derbessié, ont donné, au risque de leur vie, des garanties sérieuses de loyauté et de fidélité. En conscience, la France n'a pas le droit de les abandonner. Ce serait les vouer, à brève échéance, à la vengeance du Gouvernement de Damas.

Sans doute, le problème est ardu, car les Syriens ne consentiront pas volontiers à laisser partir de leurs nationaux. Pour tourner ces difficultés, on parle maintenant d'indemniser ces militaires et de leur verser une forte somme. Admettons qu'un grand nombre accepte cette compensation, croit-on qu'une fois les Français partis, Damas ne trouvera pas le moyen de faire payer cher à ces « traîtres » leur fidélité à la France. Est-on si nouveau au Levant pour ne pas en connaître toutes les roueries ? Il sera facile, pour une raison ou une autre, de confisquer cette indemnité. Ces hommes, qui avaient mis leur confiance en la France,

n'auront plus à son égard que des paroles amères et des insultes. Le prestige de la France, déjà atteint par les événements récents, en sera encore amoindri.

Faudra-t-il que les officiers français du bled, qui ont engagé leur parole d'honneur et celle de la France, qui ont fait des promesses formelles au nom de la France, faudra-t-il que ces officiers, qui étaient prêts à tout sacrifier pour l'honneur, quittent leurs hommes le rouge au front ?

Et pour les civils, que fera-t-on ? Il y en a, et ils sont nombreux, qui se sont compromis à fond pour la France. Leur donnera-t-on également une indemnité ? Croit-on qu'un Mgr Hebbé, évêque des Syriens catholiques de Haute-Djézireh, accepterait d'être dédommagé en argent ? Croit-on que les prêtres chrétiens de Derbessié, demandant au nom de leurs communautés l'évacuation sur le Liban, accepteront de recevoir une obole ? Croit-on que la Mission dominicaine, qui, elle, restera à son poste, à moins qu'on ne l'expulse de force, pourra soutenir longtemps les reproches qu'immanquablement les chrétiens lui adresseront ?

Que ceux qui ont la responsabilié actuelle du Mandat en Syrie se rendent bien compte que la lutte actuelle n'est pas seulement une lutte pour conquérir une indépendance totale, mais que, pour la plupart des Musulmans syriens, il y a une question de religion sous-jacente. Les différentes manifestations de ces derniers temps, en Haute-Djézireh en particulier, démontrent que le fanatisme musulman est déchaîné. C'est la peau des chrétiens qui se joue. Faudra-t-il un massacre pour ouvrir les yeux de ceux qui essaient de se leurrer ? Il est évidemment plus facile d'annuler d'un trait de plume des contrats qui engageaient la parole et les responsabilités de la France.

La Haute-Djézireh, sans la présence de la France, connaîtra très vite des moments très durs. Peut-être redeviendra-t-elle ce qu'elle était du temps des Turcs : une steppe inculte sillonnée par des tribus pillardes.

Le problème est difficile, c'est évident, mais il est le suivant : *ou les chrétiens seront protégés d'une manière effective par la France, ou ils disparaîtront.* Les exemples du passé ne sont-ils pas assez nombreux ? Faut-il rappeler les massacres turcs de 1915, ceux de Cilicie après la Grande Guerre, les émigrations des Assyriens en 1933, les départs massifs des chrétiens arméniens du Sandjak d'Alexandrette en 1938. Toutes les raisons politiques invoquées pour justifier ces massacres et ces expulsions se ramènent toujours à ce fait très simple : les musulmans ont la haine des chrétiens.

Beyrouth, le 19 juillet 1945.

ZONES D'OCCUPATION

Un article de R. H. S. Crossman, paru dans *The New Statesman and Nation* du 20 octobre, donne une peinture fort juste de la situation allemande en zone d'occupation anglaise. Il montre une région bien administrée, où la vie économique et la vie civile reprennent. Les grandes villes, bien qu'ayant subi de très graves destructions, retrouvent leur animation : « A la différence de Berlin, capitale fantôme, Hambourg est une ville allemande miraculeusement convalescente après une très grave maladie, un peu chancelante encore, mais reprenant rapidement confiance en ses propres facultés. » L'action de l'administration anglaise — qui est remarquable — est comparée à celle de Lénine après la première grande crise révolutionnaire russe : « Si le général Templar était un marxiste, il pourrait appeler « la N.E.P. » la présente phase de notre occupation, puisque c'est un essai systématique de faire repartir la vie économique à tout prix, en restaurant la confiance et en primant l'initiative, quels qu'en soient les motifs. » Le résultat est que la zone d'occupation britannique est celle où la population souffre matériellement le moins et coopère le mieux avec son occupant.

Il y a un revers à la médaille, sur lequel l'article insiste avec une belle loyauté. Ni la liquidation du nazisme, ni celle de l'armée ne sont chose acquises. « Les Allemands, et tout particulièrement ceux qui admirent le Führungsprinzip nazi, sont charmés d'être administrés par les Britanniques, qui les commandent avec peut-être plus d'efficacité, avec plus d'humanité et avec beaucoup moins de corruption que leurs anciens chefs. » En conséquence, l'administrateur anglais, qui préfère naturellement un Allemand docile — et Dieu sait si les ex-nazis le sont ! —, s'impatiente de ces Allemands démocrates qui troublent l'atmosphère avec leurs exigences de dénazification en grand : « Un Allemand retour de Dachau et dénonçant comme une bande de nazis un bourgmestre et quelques hommes d'affaires dont les usines recommencent à produire quelque chose d'utile, bien loin d'êre considéré comme un informateur ami, est tenu pour un affreux danger public. » Les nazis reprennent confiance, et les anti-nazis, affolés par cette absence totale de vues proprement politiques au gouvernement militaire, se désespèrent de plus en plus. Et que dire de ces bataillons de soldats travailleurs sous le commandement d'officiers allemands... ?

L'auteur conclut : « Aussi longtemps que cette situation se prolongera, la zone d'occupation britannique restera la mieux administrée et la plus heureuse d'Allemagne, mais aussi un refuge et un havre pour le militarisme allemand, et au surplus une cause de dissension avec nos alliés. »

***

On voudrait pouvoir rapprocher d'articles aussi objectifs quelques témoignages sur la zone d'occupation française. Hélas ! les notes que

l'on rencontre çà et là sont décevantes. Bien rares sont celles qui instruisent et qui forment le jugement. Trop sont faussées par une espèce d'amertume, un goût du mordant plus que de la vérité, et de sourdes intentions partisanes.

Dois-je le dire ? Je vois avec un peu de tristesse *Témoignage Chrétien* céder à l'entraînement et publier presque au même moment une interview d'un jeune Allemand de dix-sept ans, qui se fait le porte-parole d'une critique, pour le moins suspecte, du régime d'occupation français. On se doute bien que cette occupation n'est pas une idylle et qu'il s'y rencontre bien des misères, celles-là peut-être que dénonce ce jeune Allemand. Mais est-ce ce témoignage qui est le mieux qualifié pour nous les faire connaître ? Tout le discours qu'on nous met sous les yeux, c'est finalement un plaidoyer pour la sauvegarde de l'administration allemande, sauvegarde tellement avantageuse aux intérêts nazis, et dont les Anglais eux-mêmes, qui la pratiquent au maximum, dénoncent l'extrême danger. Quant au ton pleurard du gamin, je le connais bien : c'est exactement le ton du jeune propagandiste allemand, irréductible, qui distille hypocritement le venin que d'autres préparent à son usage. Je n'ai point rencontré Eric W..., mais ces derniers mois j'ai croisé pas mal de ses frères, et je me demande si *Témoignage Chrétien* ne se laisse pas quelque peu berner au jeu de publier ses déclarations.

D. D.

LIVRE

F.-A. Hayek : *La Route de la Servitude.* Librairie Médicis, 1945.

Lyautey admettait que certains discours sont des actions. Le texte qui demeure à portée de la main, prêt à se répéter et à fournir des références est donc, s'il accroche l'attention du lecteur, un moyen d'action profond. Et l'on conçoit que les hommes politiques s'en emparent à l'occasion.

Ainsi, *La route de la servitude*, de F. A. Nayek, qui vient de paraître en traduction française [1], a reçu, lors des élections anglaises, une publicité de mauvais aloi, bien superflue au reste, car l'ouvrage était déjà largement répandu en Grande-Bretagne et avait joui aux États-Unis d'une extraordinaire popularité.

Le professeur Frédérick Hayek, Viennois d'origine, enseigne depuis quinze ans l'économie politique à Londres et à Cambridge et il est l'auteur d'ouvrages techniques hautement appréciés des spécialistes. Socialiste dans sa jeunesse, Hayek fut conduit par ses aspirations à se consacrer aux recherches économiques. Mais il reçut alors un double enseignement, celui de l'étude et celui de la vie en Europe Centrale, où le socialisme, devenu national, détruisait peu à peu toutes les libertés humaines. Il fut alors invité à venir enseigner en Angleterre.

Au cours des dernières années, la guerre imposa partout une intervention considérable des États dans l'économie. Beaucoup d'esprits, séduits par les résultats ainsi obtenus, pensèrent qu'il conviendrait après la guerre de conserver ses méthodes; les élections ont d'ailleurs confirmé cette tendance chez le peuple britannique. Craignant de voir le socialisme anglais dévier comme dévièrent les socialismes allemand et autrichien, convaincu même que le socialisme en tant que dirigisme économique totalitaire conduit à la destruction fatale de toutes les libertés, Hayek a élevé un véhément cri d'alarme qui est aussi un réquisitoire solidement charpenté.

L'ouvrage a passionné l'opinion anglo-saxonne, et l'homme de cabinet, le savant modeste qu'est Hayek eut du jour au lendemain, aux États-Unis, une popularité de star d'Hollywood. Que les Français le lisent à leur tour. Les partisans de la liberté économique y trouveront un solide arsenal d'arguments, les partisans des nationalisations et du contrôle étroit de l'économie y verront exposées des critiques sérieuses qu'aucun esprit de bonne foi ne peut refuser d'examiner. C'est ainsi que les Français pourront chercher loyalement la conciliation indispensable entre la concentration économique et le respect de l'homme.

R.-J. Truptil.

1. Librairie Médicis.

CULTURE

POEMES

YVES BECKER. *Adam* (fragments).

Le poème d'Adam, encore inédit, retrace le drame originel que la faute grave actualise dans le temps. Nous donnons un extrait des différentes parties du poème : le choix illusoire mais terrible qui divinise la créature, impatiente « d'être comme Dieu » ; le désespoir de l'homme quand ses yeux s'ouvrent sur la solitude creusée par son option; la menace, — et peut-être déjà plus que la menace, — du chaos que le péché peut susciter sur l'emplacement même du Jardin perdu. Mais le Christ est venu nous apprendre « l'autre amour », celui qui nous redonne le pouvoir merveilleux d'achever (et de racheter) le monde et l'être aimé si nous acceptons de nous perdre en Celui qui nous a créés, créateur dans le Verbe et médiateur du salut dans le Christ Jésus.

MICHEL CARROUGES. *Le passé et l'avenir du surréalisme.*

Le surréalisme est-il capable de mener jusqu'aux termes du possible l'immense révolution mentale qu'il a ouverte dans l'histoire ?

AUGUSTE VIATTE. *La pensée française outre-mer pendant la guerre.*

Nous ne connaissons encore en France que dans une très petite mesure ce qu'a produit la pensée française vivant sur des terres de liberté. On en trouvera ici le recensement et les tendances principales.

CHRONIQUES

HENRI GOUHIER, *Théâtre* : « Le Faiseur », « Lorenzaccio ».

JEAN-PIERRE CHARTIER, *Cinéma* : La part de l'acteur.

K. W., *Chronique de peinture.*

LIVRES

●

LOUIS LEPRINCE-RINGUET. *Le Créateur et la bombe atomique.*

Il serait peut-être inutile d'encombrer nos lecteurs d'une nouvelle étude sur la bombe atomique, si l'auteur n'était un des physiciens français les mieux qualifiés pour traiter un pareil sujet et s'il ne l'abordait par un biais qui exige à la fois la compétence du savant et la réflexion de l'homme.

SEULE PAGE VRAIMENT A LIRE, LES AUTRES ETANT CONNUES

Ceci est une histoire plus de cent millions de fois vraie. Quant à ses conséquences, elles se lisent sur presque tous les visages que l'on rencontre. Qui disent d'ailleurs la même chose que tous les journaux de tous les pays (je parle bien entendu des gazettes qui ne sont qu'à moitié payées par Satan).

Depuis le refus du premier homme, il y a longtemps que l'air devrait nous paraître irrespirable sans le masque de la pénitence, des larmes et de la prière sur nos museaux complices. Mais il n'est rien que nous n'osions. Nous nous habituons à tout, même à dévisager le soleil dans un univers de saints manqués. Et nous ne sentons plus l'odeur du dieu assassiné dans les coupe-gorges d'innombrables vies. Il n'est rien à quoi l'on se fasse mieux qu'à l'accusation de déicide. Que chacun préfère les sollicitations du remords à celles du créancier est un truisme. Mais à faire hurler.

Pour moi, depuis que j'ai vu cet ami, hier encore presque aussi proche de Dieu qu'Adam, faire descendre le ciel d'un cran pour s'adorer soi-même à travers la première Ève venue, j'ai su le goût des larmes. La confession de son triste changement de culte m'apprit à prier comme j'aurais dû le faire depuis toujours. Je vous raconte cette histoire vieille comme le monde, pour que le souvenir d'Adam, celui de tous les François d'Assise et de tous les Fra Angelico manqués pour un seul qui a réussi vous fasse au moins dire : « Oui, c'est dommage. » Ce qui pour certains représentera un début de prière qui s'ignore et ira plus loin pour d'autres.

LA CHUTE D'ADAM

—Tiens ! Cette rose de feu
dans le grand jardin nocturne.
Hier, je l'appelais la lune
du nom que lui donna Dieu;
maintenant ma lèvre hésite :
— M'aurais-Tu trompé, Trop Pur ?
Eau, lune, oiseau, mots limites;
et pourtant, mes yeux sont sûrs :
Ève est le torrent de joie;
Ève a le cri et les ailes
de tes aigles qui flamboient
dans son rire de soleil,
et la courbure des monts
quand le soir luit sur ses hanches,
et la tristesse du démon,
Ève a des caresses d'ange.
Pourquoi nommer ceci lune
qui n'est que rose d'amour
que sa chevelure brune
perdit dans l'allée du jour ?
Et pourquoi nommer gazelle
tout ce bonheur éperdu
qui, se sauvant avec elle,
reste tendrement pendu
à tout palmier que je monte ?
Yahweh d'envie
aurais-tu peur que je T'oublie,
aurais-Tu peur sans cette meute
de noms hurlants ?

Cent noms viennent protéger
Ta jalouse transcendance,
mots sournois ou mots légers.
La farandole des noms
fantômes me cerne et me presse;
je vois : leur masque aux yeux vides

devrait m'imposer Ton regard !
Pourquoi mènes-Tu la danse
de ces anges mensongers ?
Comme il Te les faut nombreux
pour cacher Ève l'unique !
Comme Tu les veux bruyants
pour tuer l'unique voix !
Hors du ciel de son corps nu
Ton Verbe bavard me ment
des mers et des lointains d'ombre,
des étoiles de néant,
toute la chanson du nombre...

Mais ton sourire est mon dieu
nouveau, tellement plus proche,
O femme, ta main m'apporte
le plus déchirant mystère :
nous sommes seuls, Toi et moi.

RETOUR

Une corde ho hisse
puis une autre au long des nuits
dix barreaux d'orgueil
dix d'un faux amour
et le rêve somnambule
va cueillir l'étoile
si haut qu'il peut monter
si haut qu'il peut rêver

Une corde ho là
puis une autre ont cédé sous l'aube
dix sauts dans le vide
dix réveils stupides
et un pauvre homme atterré
regarde son cœur
et remonte et remonte
si haut qu'il peut pleurer.

LE PSAUME DU MONDE

Dans sa grimace, bâillement ou sourire, suintant de millénaires repus luisait la haine, blanche et parfumée, presque sage.

Mais la même mâchoire sait dénuder jusqu'aux os; la même bouche sait trouver de son haleine de feu les plus obscurs frissons de la vie.

Du site à l'amour, de la maison sûre tassée dans l'ombre aux neiges de l'esprit, tout a sa vocation dans la flamme fétide.

Et il appelle le silence gêné du néant qui sèche sous son crachat : « la Paix ». Et le crachat lui-même, de soufre et d'enfer : « un bienfait ».

Et revelata sunt fundamenta orbis terrarum.

Il ne savait pas le prophète, il ne savait pas le vieux roi.

Fundamenta orbis terrarum... *Il ne soupçonnait même pas la distance qui brûle en toutes choses.*

Parce qu'il avait imaginé le squelette du rival tué, la Ville ouverte aux chacals et peut-être vu claquer les vertèbres violettes du monde.

Dans la terreur d'un éclair menaçant, mais qui lui rendait bien vite ses horizons connus, il se croyait aux limites de l'homme.

Mais nous, Seigneur, Seigneur, mais nous, ah ! que nous avons connu de près le désespoir devant les fontaines du mystère empoisonnées ou taries, le goût de honte.

Du souvenir de l'homme quand vraiment nous avions délié jusqu'aux dernières fibres et brûlé ses terres jusqu'à l'oubli, dans un rictus de flammes sauvages.

Allons, regarde, vieux chantre. D'abord les villes chancellent (un peu de luxure et un peu de haine les rendent souples sur leurs jambes et résistantes, — pour un temps).

Puis, face contre terre. Puis même plus de terre. Bientôt même plus de cendre, rien que le soleil perverti qui coule.

Et peut-être en quelque arche un miraculé de la boule qui s'essuie hideux, la peur qui lui roule sur les yeux hagards et souriants de pouvoir encore sourire.

Ces lèvres-là oui, peuvent parler de gorgées mortelles bues à même la source du savoir, à ces yeux-là, oui, apparurent la cendre des cendres du monde et sa menace, terrible dans sa légèreté, pour nos cils.

Et revelata sunt fundamenta orbis terrarum.

J'ai peur, Seigneur, Seigneur, la paix grise, si grise qu'elle se confond avec l'attente de ce qui nous reste de rêve passe en tourbillons de haines nouvelles au moindre vent lucide.

Encore si nous ne mourrions que des cendres de nos jardins et de nos villes ! Mais nos chimies s'attaquèrent surtout à l'âme.

Nos livres faisaient de terribles brasiers. Des maîtres dont les noms seuls jetaient déjà des flammes, brûlaient en ricanant les lianes de leurs nuits et la tourbe de leurs marais.

Et maintenant, Seigneur, ébloui à m'en haïr, je voudrais me terrer en Toi, tant mon vrai visage m'épouvante.

De profundis clamavi ad te, Domine.

Il ne savait pas, le prophète, il ne savait pas, le vieux roi. Ses abîmes s'ouvraient à hauteur d'homme; c'est pourquoi il criait.

Mais moi qui ne suis plus qu'un vertige dans le vertige de mes gouffres.

Je me recroqueville en mon silence, osant à peine être le mutisme d'une attente.

Clamavi —, *même pas comme un étoile dont la lumière hésite dans l'ombre,*

Moins qu'un cri de violette qui risque sa plainte à la face du vent,

Moins que ce qui me reste de souffle qui ne dira bientôt plus rien à personne,

Sur le pays d'au-delà mes regards il règne un grand silence et si je lui donne encore un nom, c'est pour ne point vous faire peur....

Dixi in excessu meo : omnis homo mendax.

Plainte de prophète. Dégoût du dégoût à venir, seulement.

Ah ! que savait-il, le roi chantre aux regards trop neufs.

De la caresse écœurante du mensonge sur le moindre frisson vivant, blasphème ou extase.

Je voudrais que Tu lises sur les murs de mon silence
que je me suis pesé et trouvé vain
et que Tu me croies, du moins un peu
et que Tu remplisses le reste de Ton amour
même terrible, Dieu vrai.

L'AUTRE AMOUR

Comment je puis t'aimer quand Dieu seul aime en moi?
Sur les minutes en fleurs vos bonheurs d'oiseaux rêvent :
« Que sait-il des ferveurs qui brûlent dans nos fêtes,
Que sait-il de nos nuits aux fontaines d'émoi? »

— Oh! que savez-vous du feu, extasiés sur vos cendres?
Pourrez-vous sans mourir approcher de la Flamme
Dont les reflets hautains déjà vous rendaient ivres
Même vus de loin du fond des vallées de l'âme?

Vais-je vous enlever vos jouets d'enfants pauvres?
Pourrez-vous soutenir l'éclat de mon royaume?
Si vous reveniez disant que c'est pour les princes...
Vous contenterez-vous des anciennes caresses?

J'étais une étincelle et maintenant je brûle
De l'Immensité qui allume les étoiles;
J'étais le poids d'un cœur et maintenant je porte
Les vagues, l'obscur défi des lourdes montagnes

Avec celui qui les soutient, tendre, hors du vide.
Sur Son chantier de joie qui donne sur mon âme
L'odeur de son été ruisselle si torride
Que je glisse en Ses mains pour la vouloir en elles.

Va chercher notre amour tout au seuil de ton être.
Nous sens-tu, cher visage, à la source des yeux?
Avant de t'ouvrir, fleur vêtue de terre et d'eau,
Sais-tu que tu germais, frêle, dans nos silences?

Je t'ai voulu d'amour avec l'Amour qui t'aime;
Je t'ai voulu d'amour, passereau de bonheur;
Ton envol déchirant notre nuit de lumière,
Je m'en souviens, ma sœur, — il est de tout instant.

Je te veux avec Lui signant ton existence
D'un geste de joie pure au milieu de l'espace.
L'alouette a bondi, j'ai crié le vent d'ouest,
Nous sens-tu frissonner dans l'élan de tes ailes?

Je t'ai voulu d'amour avec Dieu qui t'attend;
La colombe boira sa vie dans mes mains jointes.
Je t'ai voulu d'amour — Sauras-tu reconnaître
Le goût de mon sourire éclatant sur tes lèvres

Car je souris aux doigts qui te créent mon aurore...
Enfant, je te veux tout au long de Sa durée.
Si je te pense à t'en soulever du néant
Pourquoi me plaindre de ne point savoir aimer?

Yves Becker.

LE PASSE ET L'AVENIR DU SURREALISME

La littérature surréaliste est souvent provocante; toujours elle est propre à déconcerter le lecteur et non pas par accident, mais par essence. On n'y pénètre pas facilement sauf exception. Aussi les esthètes et les raisonneurs ont eu malheureusement beau jeu à persuader le public que le mot de surréalisme était syonyme de fumisterie ou de folie. Et pourtant ceux qui l'ont vraiment connu le considèrent comme le mouvement le plus extraordinaire de l'esprit humain.

Il est d'autant plus difficile de se prononcer en pleine connaissance de cause que l'histoire du groupe surréaliste a été très mouvementée. Fondé par Breton à partir de 1919, il a recruté et perdu bien des partisans jusqu'à 1939, date à laquelle il paraît se perdre dans les sables. Quant au point de vue idéologique, il semble être parti d'une sorte d'atmosphère magique, parfois quasi-occultiste, pour tenter à la fin un épineux mariage avec le matérialisme historique.

Il est pourtant bien téméraire d'enterrer le surréalisme et de prétendre qu'il n'a pu survivre à la tempête mondiale alors qu'aujourd'hui, en 1945, sa grande voix se fait entendre à nouveau.

Ne vient-il pas, en effet, de paraître successivement *L'anthologie de l'humour noir* d'André Breton [1], *L'histoire du surréalisme* de Maurice Nadeau [2], et encore, sous le titre *La poésie moderne et le sacré* [3], une pénétrante étude dans laquelle Jules Monnerot analyse comparativement la mentalité surréaliste et celle des peuples dits primitifs.

Quoi donc! Une histoire, une étude sociologique! n'est-ce pas le type même des articles nécrologiques? C'est bien le signe qu'une phase du mouvement surréaliste vient de se clore, mais c'est en même temps sans doute l'annonce d'une mutation vic-

1. 258 pages, 200 francs. Édit. du Sagittaire.
2. 344 pages, 180 francs. Édit. du Seuil, coll. « Pierres Vives ».
3. 200 pages, 100 francs. Édit. Gallimard, coll. « Les Essais ».

torieuse. Peut-être est-il indispensable que le surréalisme traverse une phase souterraine pour que le grain qu'il a semé porte tout son fruit, il ne peut en tout cas renaître que plus fort et plus efficace.

On s'étonnera de ce point de vue. Sur la foi de vieux slogans on réitérera que le surréalisme est tout juste bon à détruire et à précipiter ses fidèles dans le chaos. Ce serait faiblement le défendre que de souligner les aspects positifs qu'il montre çà et là, concurremment avec cet esprit de négation. Il faut sortir de ces vieilles oppositions par trop relatives et tributaires, d'ailleurs, des vieilles conceptions qu'il a mises à mort. C'est directement, par ses négations, qu'il ouvre la voie aux découvertes positives et aux constructions.

Le surréalisme comme explosif et le rôle de cet explosif.

Le surréalisme est le plus terrible explosif mental qui existe. N'étaient les quelques exemples d'explosifs antérieurs au surréalisme, tels que Swift, Lichtenberg, Nietzsche, Roussel, Kafka, que cite Breton dans son anthologie, on pourrait dire que le surréalisme est vraiment l'inventeur de ce genre d'explosifs. L'on n'aurait pas tellement tort, car il est le premier qui en ait systématisé la fabrication et l'emploi; c'est une véritable usine d'explosifs. L'on peut même penser que c'est grâce au jour nouveau et plus cru qu'il jette sur la question que l'on redécouvre dans toute son intensitt la qualité explosive de ces sortes de dynamites intellectuelles qui le précédèrent. Combien en est-il parmi ces œuvres que Breton a tirées d'un oubli presque total : celles de Forneret, de Brisset, de Grabbe, notamment. Et même parmi celles que nous connaissions bien, les prenions-nous au sérieux ? Dans leur amère ironie, dans leur dédain outrageant pour les conditions réelles de la vie, dans toutes ces formes de comique sévère et altier qui veulent affirmer à n'importe quel prix ce que Breton appelle humour noir, c'est-à-dire une révolte à la fois triomphante et désespérée contre la condition humaine, n'étions-nous pas tentés trop souvent de ne voir qu'un jouet, une réserve de bonbons acidulés, utiles pour nous réveiller l'appétit après des ingestions trop copieuses de code civil et de théâtre classique ? Or, au contraire, le rassemblement de ces textes par Breton, la conjonction de ces influences, l'éclairage réciproque qu'elles se donnent les unes aux autres, montrent qu'il s'agit de tout autre chose.

On a souvent dit que le surréalisme consistait à poser en principe le manque de sérieux, mais il faudrait ajouter : sauf ce man-

que de sérieux lui-même, et cela change tout. C'est alors une revision du sérieux au profit d'un principe nouveau, et qui s'estime supérieur aux anciens critères. La grande nouveauté est surtout que ce principe n'est plus situé ni dans l'esthétique ni dans la pensée abstraite, mais dans la vie elle-même. Nietzsche a connu une extase inouïe devant le rocher de Surlej, il a cru y voir le Retour Éternel et il a bâti toute une philosophie autour; Proust a écrit un immense roman autour de ses sensations d'éternité; pour le surréalisme il n'est plus question de monnayer le trésor de la vie, ou plutôt le peu que nous en avons, mais de conquérir la terre des trésors. Avec Marx il s'écrie : il ne s'agit plus d'interpréter le monde, il s'agit de le transformer! Si les surréalistes se refusent si souvent au sérieux devant ce qui nous paraît si important, c'est parce qu'ils réservent leur passion de sérieux pour les prodiges ou ce qu'ils croient tels.

On comprend, dès lors, combien, pour ces hommes affamés d'inconnu, peuvent avoir de valeur ces façons révolutionnaires de penser qui permettent à l'esprit humain de quitter les rails commodes de l'habitude et de circuler en tous sens dans les mondes mentaux : en bas, en haut, en arrière même et à rebours, avec la plus totale liberté. Cette marche à l'envers était déjà caractéristique de Dada; on se souvient peut-être qu'elle faisait grand peur à Hitler, comme il l'a avoué lui-même dans ses *Principes d'action*, et c'est assez regrettable, car s'il avait appliqué ce traitement à son délire de grandeur il eût pu s'en affranchir, en sorte que ce qui lui paraissait si horriblement déraisonnable l'eût, au contraire, rendu raisonnable lui-même. En tout cas, le propre du surréalisme est de systématiser cette gymnastique mentale que Dada prenait un peu trop pour un jeu pur. Le surréalisme ne veut plus s'en servir pour des cabrioles ou même en faire une fin en soi, il veut en faire une hygiène de l'esprit pour développer sa liberté et lui permettre d'escalader les cavernes profondes, les cimes et les espaces étoilés du monde mental et aussi, par les brèches, le monde physique lui-même.

On pourra fort bien être déçu, d'ailleurs, par cette anthologie de l'humour noir, où voisinent les délirants calembours de Brisset et les plaisanteries d'Alphonse Allais avec tel admirable conte de Baudelaire ou de Kafka. On sera étonné aussi du choix de certains textes : ainsi chez Poe, ce qui est retenu c'est l'Ange du bizarre. Si bien qu'en fait il y a assez peu de textes exemplaires dans cette anthologie. Il ne faut cependant pas s'en laisser par trop surprendre ni y attacher une importance excessive, car il ne s'agit pas de chercher là un musée des chefs-d'œuvre du surréalisme ou du pré-surréalisme, il n'est pas question de provoquer l'admiration même selon de nouveaux canons esthétiques;

mais bien au contraire de mettre en batterie des excitateurs électriques de l'esprit, de lui faire des piqûres intramusculaires, afin de modifier son équilibre habituel et de le provoquer à se lancer sur de nouvelles voies. Tous ces procédés sont d'ailleurs loin d'être au point, nous en sommes à la phase des expériences qui sortent à peine du laboratoire, on ne peut donc être étonné que l'efficacité des diverses machines mises en œuvre soit souvent bien différente. En tout cas, c'est là qu'est le moteur du surréalisme. Peut-être est-ce donc par la plénitude même de sa beauté que la poésie d'Éluard tend à s'en écarter, car le surréalisme est ce qui se refuse à toute perfection, à toute plénitude. Il est ce mouvement par lequel l'esprit, dévoré d'une sublime ambition, rejette sans cesse ce qu'il crée pour dépasser ses créations, conscient qu'il est de leur éternelle insuffisance. Il ne peut se satisfaire de rien. Mais il serait tout à fait fâcheux que selon une dialectique de retombée sur soi, pourtant assez fréquente, l'esprit se satisfasse de sa propre insatisfaction et en vienne à se repaître voluptueusement des fruits verts de l'humour noir, comme d'autres savourent les chefs-d'œuvre de l'académisme, car c'est retomber, malgré un nouveau décor, dans le vieux piège, c'est sacrifier le mouvement à la contemplation, c'est instaurer une nouvelle esthétique avec cette circonstance aggravante qu'elle est la plus fallacieuse de toutes. C'est d'ailleurs la grande tentation des surréalistes : relire ou refaire inutilement des textes incendiaires; quand leur pouvoir de déflagration s'est usé il ne faut pas s'attarder, mais aller plus loin sous peine de retomber dans la littérature.

Le problème essentiel à cet égard est donc celui de l'emploi de cet explosif mental. Comme les explosifs ordinaires, les fusées notamment, peuvent être utilisés pour les feux d'artifice, pour la guerre, pour la propulsion d'engins fantastiques à travers les plus grands espaces, ceux du surréalisme peuvent servir à de nouveaux divertissements, à une subversion totale ou bien encore à ouvrir des chemins insoupçonnés à travers les mystères du monde mental.

Le surréalisme n'est pas une fumisterie, il n'est pas nécessairement démoniaque comme on le croit parfois, il est une grande invention du monde moderne encore à son début. Il offre de graves dangers comme toute entreprise grandiose et comme toute force nouvelle qui naît, mais ce n'est pas une raison pour l'abandonner aux hasards, c'est-à-dire aux puissances infernales, il faut au contraire s'en saisir afin de ne pas risquer d'être un jour subjugué par elle. Et plus il y aura de lumière en elle, moins elle pourra subir l'influence démoniaque et plus elle pourra rendre, au contraire, témoignage à la vérité.

Le surréalisme comme science.

C'est dans cet aspect de science que peut le mieux se comprendre le double rôle destructeur et constructeur du surréalisme. Il est, en effet, une science théorique et pratique de la désintégration corrélative du langage et de la pensée, mais aussi de leur recomposition ultérieure. Dans le domaine mental il opère une révolution analogue à celle de la science atomistique moderne.

L'histoire du surréalisme que Maurice Nadeau vient de publier est précieuse à bien des égards : elle remplit une grave lacune en donnant un panorama d'ensemble de l'évolution du surréalisme; elle insiste moins sur les anecdotes pittoresques que sur les plus profonds conflits idéologiques qui s'y sont déroulés; elle met bien en lumière l'importance supra-esthétique et supra-théorique de ce mouvement qui met en cause la recherche passionnée d'une vraie vie. Mais l'un des plus grands intérêts de l'ouvrage est que son auteur insiste très justement sur la liaison entre le surréalisme et la science.

On sait assez les rapports qui ont uni dans le surréalisme la révolution poétique et la révolution sociale. Ils montrent que le surréalisme n'a rien d'un irréalisme, d'une fuite devant la réalité, que ce n'est pas une littérature d'évasion. Par là le surréalisme est entré en confrontation fructueuse avec le matérialisme scientifique, il a dû quitter le plan du narcissisme intellectuel, des rêveries magiques chères aux romantiques allemands par exemple, et subir tous les assauts du vent de la rue, ce qui est tout à fait salubre.

Nadeau souligne aussi un point trop souvent laissé dans l'ombre : le fait que le surréalisme est né à l'époque de cette grande révolution de la physique opérée par Einstein, Heisenberg, Broglie et bien d'autres. La hardiesse avec laquelle les savants ont fait craquer les cadres habituels du temps et de l'espace a provoqué de véritables séismes dans la conception moderne du monde, et a incité les esprits les plus actifs à s'engager à fond dans la voie de ces nouvelles perspectives. Il n'y a guère de références à ces sciences dans la littérature surréaliste, mais elle en a évidemment subi l'influence de par le monde même dans lequel elle vivait.

L'influence de Freud, au contraire, a été directe et capitale.

Sur la psychanalyse telle que Freud l'a conçue, nul doute qu'il faille faire les plus graves réserves, avant tout à cause de sa négation de l'esprit en tant que pneuma et aussi parce que bien des notions, et pas seulement le pan-sexualisme de fait, sont à reviser. La grande thèse de Roland Dalbiez a d'ailleurs admirable-

ment amorcé la distinction à faire entre le faux et le valable ici, c'est-à-dire entre freudisme et psychanalyse. Dans cette perspective, l'immense intérêt de la psychanalyse est d'inaugurer en tâtonnant une science de l'esprit en tant qu'il est enraciné dans le biologique. Comment s'étonnerait-on des complexes qu'il met à jour, sauf à éliminer les outrances, quand ils représentent simplement le poids de la chair et du péché. Il suffit d'ailleurs, pour ne pas tomber dans le déterminisme, de dire de ces astres noirs du subsconcient ce que les astrologues du Moyen-Age avaient pris pour maxime : *Astra inclinant non necessitant.*

Il importe beaucoup, à cet égard, de noter que Breton et Aragon et aussi deux de leurs amis, Gérard et Boiffard, avaient commencé des études de médecine, qu'ils ont d'ailleurs abandonnées, et que la psychanalyse a eu une profonde influence sur eux. Ces origines médicales et paramédicales du surréalisme sont extrêmement importantes à connaître car elles l'éclairent profondément.

La grande découverte méthodologique de Freud a consisté à mettre son patient dans un état de semi-passivité assez particulier, dans lequel il s'abandonne à ses rêveries et livre au médecin ses associations d'idées spontanées, ce qui permet à ce médecin de connaître les fantasmes qui hantent ce malade et ensuite d'en reconstituer l'origine par tout un travail commun auquel tous les deux collaborent.

Au lieu d'un simple échange de paroles, on pourrait concevoir que le patient soit invité à pratiquer une espèce d'écriture non-dirigée par une volonté de construction, mais presque automatique.

C'est une idée de ce genre qui semble avoir inspiré les surréalistes. Il y avait déjà dans ce passage à l'écrit une importante innovation qu'on saisit tout de suite. A cela s'ajoutait le fait que la pratique d'une telle sorte d'écriture n'avait plus du tout un but d'analyse et de thérapeutique, mais au contraire d'exploration, par seul amour de l'exploration. Il ne s'agissait plus du tout de dissoudre des fantasmes, mais tout au contraire de leur donner corps, de leur conférer une force hallucinatoire de présence. Ceci implique, au surplus, un jugement de valeur tout à fait différent sur ces fantasmes : alors que pour Freud il s'agit simplement de malformations du mental, pour les surréalistes cette appréciation défavorable est tributaire d'une façon de voir utilitariste et limitative de la réalité; pour eux, ces fantasmes sont les premières manifestations des mondes inconnus dont ils sentent l'approche et qu'ils veulent explorer.

Leur conception ici est assez analogue à celle de l'écriture automatique chez les occultistes qui en attendent une révélation sur

d'autres mondes. Cependant il y a un abîme entre les deux attitudes, car tandis que l'occultiste croit entendre un autre être, un génie de l'au-delà, quelque larve du monde « éthérique », le surréaliste est à l'écoute de son propre être et n'accorde point créance aux rêveries occultistes. Encore que parfois, ainsi dans *Nadja*, on puisse se demander si le surréalisme ne serait pas porté à réutiliser l'occultisme sauf à le purifier de certaines croyances arbitraires. Il est, en tout cas, certain que le surréalisme a attendu de l'écriture automatique comme du rêve des phénomènes supranormaux tels que cryptomnésie, transmission de pensée à distance, pressentiments prophétiques; les grands livres de Breton : *Nadja*, les *Vases communicants*, l'*Amour fou*, sont très émouvant à cet égard.

C'est ainsi que la naissance du surréalisme s'est accomplie par la rédaction en commun, par Breton et Soupault et selon les principes de l'écriture automatique, du recueil *Les champs magnétiques.*

Nadeau insiste très justement dans son livre sur le fait qu'il n'y faut chercher ni proses ni poèmes au sens habituel, classique ou romantique, de ces mots; il ne faut point juger de pareils textes selon des canons esthétiques ou rationnels qui leur sont totalement étrangers. Ce sont des expériences. Et Nadeau attire l'attention sur ce fait bien symptomatique qu'au début la revue *La révolution surréaliste* fut composée et présentée avec l'intention de la faire ressembler non à une revue littéraire, mais le plus possible à la revue *La nature* afin de marquer son essence extralittéraire et son orientation scientifique.

Peut-être comprendra-ton mieux maintenant la nature véritable du surréalisme et comment il fut un véritable explosif du langage. Et ceci va beaucoup plus loin qu'on ne suppose, car nous ne pensons guère sans images et sans mots. Pas plus que nous ne sommes de purs esprits, nous n'avons de pensées purement abstraites; toucher au langage, c'est toucher aux idées et même aux sensations, car nous ne sentons bien que ce que nous avons enlacé dans le filet de nos idées et de nos mots. Il suffit d'avoir l'expérience du surréalisme pour constater qu'il opère de multiples façons un bouleversement dans la manière d'être et de sentir l'existence.

C'est en traitant le langage avec la liberté illimitée qu'on lui connaît qu'il octroie à la conscience cette liberté elle-même illimitée de se retourner en tous sens et d'évoluer avec une aisance insoupçonnée à travers toutes les étendues du monde mental.

Bien des poètes avant lui ont célébré le verbe humain et cru au pouvoir magique et quasi-divin des mots inventés par eux. Et pourtant ce n'est là qu'une illusion idéaliste, vaine rêverie sans

pouvoir sur le monde matériel dont on considérait cependant la réalité comme secondaire et même dérisoire.

Les surréalistes ont quitté ce terrain sans consistance, abandonné cette pseudo homologation du verbe humain et du verbe divin. Et par contre, lâchant l'ombre pour la proie, ils se sont emparés du langage tel qu'il sort à l'état brut de l'inconscient pour se saisir à travers lui des trésors de l'inconscient. Ainsi, l'écriture automatique a été le lévier d'Archimède qui leur a permis de soulever le monde du langage.

Breton fut le premier à reconnaître au demeurant que le surréalisme a été souvent empêché de recueillir tous les fruits de cette méthode en s'attardant à vouloir l'utiliser à des fins esthétiques. On devrait souligner aussi qu'en assimilant l'écriture automatique au résultat d'une dictée de l'inconscient, sans doute par une référence implicite à l'idée de la dictée par un esprit chez les occultites, le surréalisme a entravé le développement de cette expérience. Au lieu, en effet, de se laisser entraîner à vau-l'eau par une soi-disant dictée, c'est-à-dire plutôt par une ornière toute faite, il faut prendre conscience de la multiplicité permanente des champs subconscients dans lesquels l'esprit doit apprendre à évoluer pour y puiser librement.

Il importe peu que bon nombre de textes surréalistes soient devenus illisibles, ils ont frayé la voie, ils sont, si l'on veut, la photographie des broussailles et des jungles de l'imagination qu'il faut traverser pour aller plus outre. Et il faudra aller plus loin encore à l'on ne sait quel prix; les explorateurs seuls savent ce qu'il faut dépenser d'efforts apparemment inutiles avant de pénétrer dans les terres interdites.

Chemin faisant, d'ailleurs, les surréalistes ont fait halte parfois pour dresser telle stèle admirable, tel palais de mirages ensorcelants, témoins de leur passage : tel récit de Breton, tels poèmes d'Éluard, d'Aragon, de Desnos, de Péret...

C'est pourquoi, malgré l'orgueil des jeunes poètes, leur poésie ne représente en rien un dépassement du surréalisme, à moins qu'on ne considère comme un progrès le retour aux formes usées de la poésie. Ils ont parfois donné de beaux poèmes, mais ils n'éclipsent point ceux des surréalistes, et ce ne sont que des poèmes et non plus ces grandes aventures de l'esprit.

Par cette absolue liberté de conscience à laquelle le surréalisme initie, l'homme peut faire éclater le carcan de l'éducation gréco-latine si précieuse en sa rigueur, mais si désastreuse et mutilante par son exclusivisme. Le surréalisme, en faisant ressortir du fond des eaux les continents engloutis en nous de la mentalité primitive, nous rend un accès direct au fond de nous-mêmes avec la racine commune des autres civilisations et par là, notamment,

avec l'Asie. Plus rien d'humain ne nous apparaît comme étranger, il n'y a plus d'exotisme, mais une nouvelle culture vraiment universelle. Il est frappant à ce point de vue que le surréalisme ait pris un caractère absolument international en dépit de tout ce qui pouvait paraître hermétique en lui.

Les œuvres surréalistes sont des chefs-d'œuvre par accident, leur grandeur la plus pure vient de ce qu'elles sont des îles de lumière qui, au fur et à mesure de leur apparition, nous permettent de nous aventurer sans cesse plus avant dans l'immense océan de l'inconnu.

C'est dire tout l'intérêt exceptionnel d'un livre comme celui de Nadeau, qui apparaît comme un premier fil conducteur à travers le dédale de ces îles de magie et de péril.

Le surréalisme comme expérience de la vie.

Tandis que le livre de Nadeau se présente comme une initiation aisée au surréalisme, celui de Monnerot est une méditation qui ne peut être suivie sans une connaissance préalable du surréalisme. Mais la confrontation à laquelle elle procède presque continuellement est du plus grand intérêt. Elle met en face l'univers des surréalistes et celui des peuples dits « primitifs », et montre que bien souvent la vie de ces derniers apparaît comme la réalisation vécue de ce que les premiers se proposaient comme un idéal.

C'est ainsi, nous dit-il, que chez certains « sauvages » il y a une intime union du rêve et de la veille, une fusion de l'objectif et du subjectif. Ils connaissent des lieux, des instants et des êtres privilégiés comme en recherche le surréalisme. L'insolite a une haute valeur à leurs yeux. Monnerot remarque, à ce sujet, que l'insolite est en général maléfique pour les « primitifs » tandis qu'il est plutôt bénéfique aux yeux des surréalistes, et il attribue cette différence au fait que l'homme moderne, surtout avant cette guerre, était en somme gavé de sécurité et qu'il était violemment appâté par le désir de trouver quelque chose d'énigmatique, même dangereux, tandis que le « sauvage » redoute les « inventions » des forces obscures de la nature devant lesquelles il a toute chance de se trouver désarmé.

Le livre de Monnerot est extrêmement riche en documents qui tendent à homologuer, cependant, les deux types d'expérience : « primitive » et surréaliste. Et ceci doit engager à de longues réflexions, car si, d'une part, les « primitifs » sont beaucoup plus sensés et intelligents que nous ne feignons de le croire, d'autre part, en tant que le surréalisme ne serait que le recommencement

d'une antique et désuète expérience, il serait lui-même passible de la même condamnation. Il y a donc là une double revision à entreprendre, et l'on peut espérer qu'un jour Monnerot lui-même la mettra au point.

Il serait très intéressant aussi de montrer par quoi l'expérience surréaliste diffère de celle des primitifs. Sans doute, nous avons vu le cas de l'insolite, mais il faudrait chercher bien d'autres cas, et surtout les caractéristiques générales de ces différences. Il semble bien d'ores et déjà que l'immense intérêt du surréalisme soit de recommencer l'antique expérience avec une âme moderne, c'est-à-dire armée de ce pénétrant esprit critique qu'elle tient de la culture gréco-latine. L'homme descend pleinement lucide dans le monde nocturne de la magie et des prestiges; il est mûr, dès lors, pour en opérer la psychanalyse, au sens le plus large du terme, la radiographie si l'on préfère.

Chemin faisant, on trouve dans cette étude bien des réflexions précieuses. Ainsi l'amorce d'une revision des positions de la psychanalyse : en parlant de satisfactions substitutives à propos de la poésie, elle écarte *ipso facto* le phénomène poétique en ce qu'il a de spécifique; en parlant d'inconscient, elle admet justement qu'il existe bien des phénomènes psychiques situés hors de la conscience, mais elle les groupe arbitrairement sous un seul vocable alors que rien ne démontre leur homogénéité, bien au contraire. Sur l'écriture automatique aussi il a de justes remarques : elle n'est pas tellement un penser non-dirigé, dit-il, qu'un penser autrement dirigé. En effet, elle n'est pas orientée vers des formes préconçues à incarner, mais elle est tout de même orientée, bien que ce soit vers l'extériorisation de formes non préconstituées, dans la conscience, mais préformées dans le subsconcient.

Le surréalisme comme conception du monde.

On le voit, le surréalisme est tout autre chose qu'une école littéraire, il est vraiment un mouvement des esprits en marche vers la création d'une science nouvelle, vers la conquête intégrale du monde mental, vers une nouvelle pratique de la vie, vers une transformation profonde de la condition humaine.

Mais ce but ne sera pas atteint par des œuvres d'art; il faudra bien plutôt n'y voir que des relais, des oasis de beauté sur une route immense et difficile à flanc de montagne dans les hautes contrées mentales. C'est par là seulement qu'il sera possible de se rapprocher de ce point énigmatique et sublime que Breton propose comme idéal aux surréalistes et qui concentre tous les pouvoirs mentaux en lui.

On a parlé souvent du sentiment de la révolte chez les surréalistes, de leur goût de l'absurde, de leur négation de la logique, mais on doit le comprendre maintenant, c'est au profit d'une logique supérieure, d'un ordre supérieur, d'une signification plus haute. Rien de commun avec la révolte sans issue, avec l'absurde définitif et sombre des existentialistes. Rien de commun avec ce défaitisme métaphysique à la mode aujourd'hui, et dont l'athéisme s'enorgueillit aussi ridiculement que le renard de la fable de sa queue coupée. Le surréalisme est, au contraire, un prométhéisme exaltant. Son erreur capitale n'est pas d'annoncer la métamorphose finale et glorieuse de l'homme, mais d'y croire hors des voies de la Providence. Et peut-être la crise postérieure de désespoir et de pessimisme qui a engendré l'existentialisme de l'absurde aura-t-elle au moins pour heureux effet de faire sentir à l'homme qu'il ne brisera pas par ses seules forces le poids du Fatum.

Sur le plan humain, en tout cas, et dans la limite de ce que les hommes peuvent entreprendre ici-bas il demeure vrai que le surréalisme est plus vivant que jamais et capable de mener jusqu'au terme du possible l'immense révolution mentale qu'il a ouverte dans l'histoire.

MICHEL CARROUGES.

LA PENSÉE FRANÇAISE OUTRE-MER PENDANT LA GUERRE

I

Il serait difficile d'exagérer la consternation du monde à la chute de Paris. Si l'on avait douté de la place qu'occupait la Ville-Lumière, son éclipse imprévue aurait suffi à en révéler l'importance. Je me rappellerai longtemps l'hôtelier de Cheyenne, dans l'Ouest des États-Unis, chez qui j'étais descendu quelques jours après, et les questions anxieuses dont il me pressait : un rempart s'était abattu; ces pays lointains, et isolationnistes en raison même de leur distance, sentaient qu'ils n'échapperaient plus à la tourmente. Chez les peuples nourris de culture française, le deuil prenait un aspect beaucoup plus intensément personnel; rien de plus poignant que le silence de mort dans les rues de Québec, si ce n'est, à l'inverse, l'exultation de la victoire dont j'ai eu le spectacle à Port-au-Prince au moment où l'on apprenait la libération : la *Marseillaise* à la radio toutes les heures, et les nouvelles des autres nations américaines, les cortèges dans les rues de Montevideo agitant le drapeau tricolore, président de la République en tête... Paris disparu, la moitié de l'humanité avait cru perdre sa raison de vivre.

Qu'allait-on devenir pendant la durée imprévisible de la nuit? Chercherait-on ailleurs d'autres inspirations? Admettrait-on, comme le répétait la propagande mussolinienne, que l'ère des « idées françaises » prenait fin au bénéfice de nouveautés plus viriles? Le Nouveau-Monde se replierait-il sur lui-même, demanderait-il un exemple aux seuls États-Unis, ou encore retrouverait-il la tradition espagnole sous la forme du phalangisme? Toutes ces tendances ont eu leurs partisans, suivant les lieux et les personnes. Mais l'attachement à la France restait le plus fort. Dans un congrès catholique à Washington, en avril 1942, je pouvais entendre les représentants de la Colombie et de l'Équateur déclarer que, malgré l'amitié américaine, l' « hispanidad » et la

culture française primeraient toujours chez eux. Et c'est dès l'hiver 1940 qu'un conférencier louisianais, à Québec, invitait les « parlant-français » du continent à serrer les rangs afin de suppléer aux contacts manquants. Entre eux les liens se sont multipliés en effet; des groupes qui s'ignoraient, ceux du Canada et d'Haïti par exemple, ont entrepris des échanges; l'Amérique latine regardait vers eux; obligés, pour un temps, de ne compter plus que sur eux-mêmes, ils ont trouvé dans cette situation dramatique un stimulant.

Ainsi le premier résultat du désastre a été paradoxalement d'intensifier la vie de l'esprit chez ceux qui la tenaient de la France. Ils n'ont pas voulu offrir un simple « ersatz ». D'ailleurs, il se peut que le Canada français tout au moins se soit trouvé à l'heure où il parvenait à la maturité : à la génération des bien-pensants, à celle des aigris, il semble que la jeunesse fait succéder une culture à la fois élargie et mieux équilibrée. Si les universités, en raison de lacunes, de routines ici, d'improvisations ailleurs, n'ont pas joué en définitive le rôle qu'on aurait pu attendre d'elles, celui de grands centres de rayonnement français et catholique, — et encore s'étaient-elles singulièrement développées depuis dix ans, — en revanche, le domaine des initiatives privées s'est rapidement enrichi. On attachera un intérêt particulier à l'éveil des petites villes, qui voient éclore par dizaines les sociétés de conférences — tel le réseau des sociétés « Reflets » à partir de Trois-Rivières — alors qu'autrefois ce genre d'activités se concentrait exclusivement à Québec et Montréal. En cette dernière métropole surtout, les revues, l'édition, ont tenté d'alimenter un public brusquement sevré des nourritures d'Europe.

Le phénomène s'est reproduit ailleurs. Il ne se limite pas aux pays de langue française. Et l'expérience est venue démontrer à quel point subsistait l'universalité de notre culture; que dis-je, elle a marqué un renouveau de cette universalité comme de la vitalité régionale. On a vu des journaux, des périodiques, des collections en français prospérer à New-York, à Mexico, à Rio-de-Janeiro, à Buenos-Ayres, à Londres, à Beyrouth. Si l'on ajoute à cela les effets de la dispersion en France même, les éclosions semblables dans l'ex-zone non occupée ou en Afrique du Nord, peut-être jugera-t-on qu'à cet égard le bilan n'est pas uniquement négatif. A côté de publications déjà anciennes comme à Québec le *Canada français*, ou d'organes régionaux comme à San Francisco le *Courrier du Pacifique*, ou encore de maisons établies sur le marché comme à Montréal la librairie Beauchemin, d'autres ont surgi en grand nombre : à la place de revues littéraires éphémères, la *Revue Dominicaine*, la revue franciscaine *Culture*, la revue jésuite *Relations* émergeaient au Canada, la *Nouvelle Relève*

donnait un bon équivalent d'une *Vie Intellectuelle* mâtinée de *Nouvelle Revue française*, tandis qu'à l'autre pôle de la géographie et de la pensée l'Argentine voyait éclore des *Lettres françaises* assez irréligieuses et mordantes; il n'est pas jusqu'au surréalisme qui, fleurissant à la Martinique sous l'influence du poète noir Césaire et de ses cahiers *Tropiques*, n'ait trouvé à New-York son expression dans *Hémisphères*. Chaque groupe de la France combattante, dans le monde entier, avait son bulletin, et quelquefois bien plus, des revues sérieuses et bien présentées : la première en date, la *France libre* de Londres, brouillée plus tard avec le mouvement, gardera le mérite d'avoir remplacé à elle seule, en 1940-1941, les lectures qui n'arrivaient plus de France; dans la suite il y aurait à signaler ses émules jusqu'au bout du monde, souvent d'une belle qualité, comme *France* qui paraît en Afrique du Sud ou *France-Orient* qui paraît aux Indes. Dans un autre genre, *Volontaire*, à Londres, poursuivait l'œuvre de *Temps présent*; New-York avait ses deux journaux rivaux : l'un, *Pour la Victoire*, d'un « gaullisme » variable (avec Kérillis et Mme Tabouis), l'autre, *France-Amérique*, plus constant dans ses opinions (avec Henry Torrès et Buré). Une loi canadienne ayant autorisé la reproduction des ouvrages parus en France, les éditeurs en profitaient, quelquefois au petit bonheur : on pouvait sans doute mieux choisir, au point de vue littéraire, que le *Diable au corps* de Raymond Radiguet, au point de vue politique, que le *Printemps tragique* de René Benjamin ou le livre de Jean Ray sur le Japon; certaines maisons comme « Variétés » se spécialisaient presque dans ces rééditions; nous leur devrons d'avoir connu, outre-mer, au moins jusqu'en 1942, les meilleures productions de nos écrivains à mesure qu'elles paraissaient, la *Pharisienne* de Mauriac ou les derniers *Pasquier* de Duhamel, ou encore l'*Histoire de Chine* de René Grousset; d'avoir pu toujours acheter leurs œuvres antérieures, sans compter les classiques maintes fois reproduits. Beaucoup d'exilés venaient s'ajouter sur les catalogues aux auteurs du cru; les éditeurs se différenciaient un peu à l'image de leurs confrères parisiens, Valiquette faisant songer à Grasset, l'Arbre à un Gallimard catholique, la Maison française de New-York à Gallimard tel quel, tandis que de vieilles firmes de langue anglaise comme Brentano enrichissaient leur éventaire d'un rayon de livres français...

C'est à New-York que se sont rassemblés le plus d'intellectuels en exil. Londres, ville du front, se prêtait moins à leurs travaux. Aussi ne faut-il pas s'étonner que New-York soit devenu le siège de cette École libre des Hautes-Études qui, jusqu'à la libération d'Alger, a été la seule université française à fonctionner en dehors du contrôle de Berlin ou de Vichy. Née, en grande partie, grâce

à l'initiative de Gustave Cohen, présidée successivement par Henri Focillon et Jacques Maritain, elle s'est recrutée d'abord parmi les universitaires proscrits, en particulier les Israélites, et parmi ceux des professeurs français au Nouveau Monde que leurs titres permettaient de leur assimiler; elle leur associait des maîtres qui ne venaient pas de l'enseignement proprement dit, le P. Ducattillon, André Spire, et des étrangers de langue française; la Belgique, qui la subventionnait, la considérait elle aussi comme son université en liberté, et il était entendu que chaque faculté aurait un doyen français, un vice-doyen belge, ou l'inverse; Henri Grégoire, qui fut aussi l'un de ses fondateurs, est devenu son président après Jacques Maritain. Avec des moyens de fortune et malgré les coupes sombres faites chez les étudiants par la mobilisation américaine, elle est arrivée à constituer aux États-Unis une sorte de « Collège de France » — préparant, d'autre part, aux diplômes français —, un centre où l'on ne se contentait pas de parler de la France et de sa civilisation comme le faisaient déjà les « départements français » des universités américaines, mais où il était possible aussi bien d'entendre en français Jacques Hadamard exposer les mathématiques supérieures, Mirkine-Guetzévitch le droit constitutionnel ou Raymond de Saussure la psychanalyse... De tels noms indiquent que tous les horizons intellectuels étaient représentés. Il en est peut-être résulté, par moments, d'inévitables oppositions de points de vue, mais aussi une image de la pensée française dans toute sa variété, avec un seul dénominateur commun, la résistance; et Gustave Cohen a même réalisé le tour de force de répandre cette atmosphère française hors des salles de cours, en ressuscitant, dans un collège idyllique du Massachusetts, les entretiens de Pontigny.

II

La guerre, l'invasion, les problèmes de la démocratie et du fascisme, ont naturellement hanté la pensée française outre-mer comme ailleurs. Elle a été surtout une pensée militante. Et il ne faudrait pas croire qu'elle n'ait pas eu sa crise de conscience.

Quand je lis les témoignages des prisonniers, je ne puis me défendre de l'impression que nous occupions une position parallèle. Nous étions les enfermés du dehors. Nous nous sentions exclus, dans l'angoisse de ne pas savoir si nous restions en communion avec nos frères captifs, de n'avoir pas le mérite de la souffrance. Bien entendu, la propagande officielle se plaisait à nous troubler, à opposer les colères des émigrés et l'unanimité prétendue de la

Révolution nationale. Au surplus, nous répétait-on, nous ne risquions rien : la belle affaire que de poser en matamores et de blâmer ceux qui, là-bas, essayaient d'éviter le pire! Cette dernière considération avait toutefois sa contre-partie : s'il était vrai qu'à notre poste nous ne courions pas d'autre danger que de nous désigner aux représailles en cas de victoire nazie, cela ne signifiait-il pas au moins le devoir de nous y exposer sans réticence? Et si des propagandistes, après avoir prêché la lutte, la désavouaient, quitte à discréditer avec eux leur patrie, nous qui avions foi en la justice de notre cause nous tenions à montrer que nous ne mentions pas.

Il y avait donc des « Vichyssois » ? Rappelons que jusqu'en 1942 la représentation diplomatique et consulaire pouvait agir librement aux États-Unis, au Canada, en Amérique latine. La plupart de ses membres se tenaient sur une réserve louable; mais il suffisait de quelques-uns pour répandre des mots d'ordre. Ceux-ci produisaient d'autant plus d'effet qu'ils atteignaient des milieux moins renseignés : Canadiens figés dans leur méfiance séculaire des Anglais et de la Troisième République anticléricale, Français expatriés depuis des années, sans compter une certaine catégorie de réfugiés à gros coffres-forts et les entremetteurs qui gravitent professionnellement autour des personnages officiels. Tous les thèmes y ont passé : la grandeur du Maréchal, les convoitises britanniques, plus tard l'anti-communisme, et l'identification du gaullisme avec les Juifs et les francs-maçons, et la restauration des valeurs religieuses, et la devise « Travail-Famille-Patrie ». L'obscurité qui planait sur la France servait aussi. Beaucoup suspendaient leur jugement; ils accueillaient le bruit d'une entente secrète Pétain-de Gaulle; moi-même, qui n'avais pas été dupe de Munich et qui ai participé des premiers aux activités de la France combattante, je m'imaginais en juin 1940 que, par des chemins différents, de Gaulle et Pétain poursuivaient le même but, et je retrouve des lettres du printemps 1941 qui témoignent, même à cette date, d'illusions persistantes. Cela ne m'empêchait pas d'être attaqué et dénoncé : sous le prétexte du Maréchal et de l'union entre Français, ce qu'on voulait, c'était obtenir la passivité. Mais si en France même la zone non occupée a pris quelque temps à se mettre au diapason de l'autre, à plus forte raison dans ces pays si éloignés de l'ennemi doit-on reculer assez tard la ligne de démarcation à partir de laquelle l'hésitation n'a plus d'excuse. Peut-être les derniers ralliements sincères s'échelonnent-ils jusqu'à l'époque des premiers ralliements opportunistes, ce qui ne simplifie pas le jugement.

Une certaine propagande anti-française, surtout en 1940 et 1941, provoquait aussi des reculs. J'en ai vu souffrir Paul Hazard.

A New-York, dans les écoles, on ne voulait plus apprendre le français, « parce que, disait-on, les Français sont des lâches (*cowards*) ». Des articles ou des ouvrages à sensation montaient en épingle les défaillances de la Troisième République expirante, les maîtresses de Daladier ou de Paul Reynaud. On avait l'impression que, sous le prétexte de l'armistice, toute une littérature nauséabonde s'employait à dénigrer systématiquement les valeurs françaises. Et le manque de mesure dans nos examens de conscience, qui si souvent nous a nui au dehors, nous faisait tort une fois de plus. Les réfugiés arrivaient les nerfs à vif; ils heurtaient, et ne pouvaient comprendre qu'on n'admît pas d'emblée leurs évidences; chez eux se développait la psychose de l'exil, l'amertume jointe à l'isolement, qui les portait aux suspicions et aux querelles. Plusieurs teintaient la lutte de leurs idéologies partisanes; quelques-uns jalousaient le général de Gaulle et murmuraient plus ou moins ouvertement : « Pourquoi pas moi? » Un groupe de droite, en 1943, épousant les antipathies américaines, a monté de toutes pièces le « giraudisme »; certains politiciens de gauche inquiétaient, d'autre part, le Département d'État sur l'éventualité d'une dictature militaire, et l'on a vu M. Fernand Corcos publier une brochure sous le titre : *Gaullisme contre démocratie.*

Recueillir les témoignages de France, savoir ce que pensait vraiment la nation captive, rester en communion avec elle, tel a été pour bien des Français le premier souci, avec cette angoisse de se dire que la nation pouvait s'égarer et que si Vichy décrivait ses sentiments authentiques nous nous trouverions peut-être dans l'obligation de choisir entre la piété filiale et ce qui nous paraissait la vérité. Que la propagande ait pu nous faire craindre un dilemme aussi mensonger, c'est ce que nous ne lui pardonnerons guère. Même au loin, elle savait pratiquer la torture morale! Londres, plus directement en contact, était mieux informé; bientôt les preuves de la résistance, multipliées, allaient dissiper le doute; les *Documents de la France combattante,* devenus plus tard les *Cahiers français,* se chargeaient de les répandre. Beaucoup de bulletins leur faisaient écho. Dès lors, le devoir semblait tracé : éclairer le public, servir de voix à la France bâillonnée, humblement, sans oublier que le mérite acquis dans cette lutte extérieure comptait pour rien auprès des affres ressenties et du sang versé là-bas; faire que nulle part une équivoque ne pût s'établir, que jamais l'action des héros ne pût être obscurcie ou défigurée par les sophismes officiels.

A cette œuvre se sont voués les Comités de la France combattante. Ils couvrent aujourd'hui le monde. Les premiers sont contemporains de l'armistice : celui de Port-au-Prince, par exemple,

s'est fondé dès juin 1940. Jusqu'à la libération de l'Algérie, la résistance d'outre-mer, réduite à l'administration de quelques colonies et à un embryon de forces armées, trouvait en eux à certains égards son centre de gravité; c'est pourquoi ils allaient être représentés à l'Assemblée consultative. Toujours et partout ils ont été marqués d'un signe de contradiction : ils irritaient les nonchalances qu'ils bousculaient; et, toujours et partout, la propagande « vichyssoise » se reconnaissait à ceci qu'elle cherchait à les dénigrer non en eux-mêmes, mais en soulevant des questions de personnes. Des aventuriers, des indignes, des incapables s'y sont-ils quelquefois mêlés? Dans la confusion des débuts, il se peut : encore ont-ils été vite remis à leur place dans la plupart des cas; mais plutôt les nouvelles organisations éveillaient les susceptibilités des messieurs « en place », présidents d'Alliances françaises, de sociétés d'anciens combattants ou de sociétés de bienfaisance, habitués aux honneurs de tout repos. Elles ont ainsi joué un rôle parallèle à celui des Comités de résistance sur le territoire français; elles ont groupé les énergies, facilité les engagements, porté leur aide matérielle aux combattants, multiplié les services de presse et les causeries radiophoniques, repris quelquefois, dans certains pays comme le Chili, les œuvres culturelles ou scolaires, le tout souvent avec des moyens de fortune; elles ont été l'une des formes du volontariat universel. Et le problème de leur intégration dans la vie d'après-guerre, du maintien de leur esprit, de leurs rapports avec des institutions rénovées, se pose à peu près dans les mêmes termes que pour leurs semblables de France.

III

La littérature française outre-mer a donc porté d'abord sur l'actualité. Elle a naturellement eu pour première matière le désastre de 1940, tantôt sous une forme simplement narrative, tantôt explicative (*Tragédie en France*, d'André Maurois; l'amère *Guerre pourrie*, d'Ernst Erich Noth; *La Guerre n'a pas eu lieu*, de Max Beer; *France été 1940*, d'André Morize...); après une période où la consternation domine, *Français, voici la vérité*, d'Henri de Kérillis, apportait déjà une vue d'ensemble, et surtout *Les Fossoyeurs* de Pertinax, malgré un titre et des subdivisions qui ne rendent pas assez justice au dessein du livre, représentent beaucoup plus qu'un réquisitoire, le premier ouvrage historique sérieux qui ait traité de cette guerre avec méthode. Du même genre se rapprochent les dénonciations de la presse par Mme Tabouis ou Pierre Lazareff, les révélations de Constantin

Joffe sur la détresse des prisonniers (*Les Enterrés vivants*), celles d'anciens diplomates vichyssois désabusés comme Léon Marchal, sans compter des études comme celles du général de Chadebec de Lavalade sur *Pétain*, d'Henry Torrès sur *Pierre Laval* ou sur la cinquième colonne (*La Machine infernale*), ou, à l'inverse, de Philippe Barrès sur *Charles de Gaulle*. Le public se jetait avec avidité sur tout ce qui promettait de lever un coin du voile; en fait, Constantin Joffe, par exemple, ou Joseph Kessel dans l'*Armée des ombres*, ont devancé la plupart des témoignages similaires. Mais certains auteurs s'élevaient plus haut que l'immédiat. Les plus remarquables ne sont pas ignorés en France, puisqu'on y a reproduit clandestinement les méditations de Jacques Maritain, *A travers le désastre*, — préludes à d'autres esquisses d'un humanisme politique, — ainsi que la *Lettre aux Anglais* où la véhémence de Georges Bernanos s'en prend à l'esprit de capitulation. On rangera dans la même catégorie la *Grande crise de la République française*, d'Yves Simon, et les essais constructifs qui lui font suite, la *Marche à la délivrance* ou, tout récemment, *Par delà l'expérience du désespoir*.

L'analyse, d'ailleurs, en cela comme en toutes choses, était plus facile que la reconstruction même théorique. Dans un cas la pensée travaille sur les faits, dans l'autre sur les hypothèses. Autant les écrivains cités s'accordent sur un tableau sensiblement pareil de ce qui s'est passé, autant, lorsqu'ils en viennent aux suggestions pour l'avenir, chacun se complaît à ses préférences individuelles. Souvent, dans l'imprécision de leur bonne volonté, cette partie de leur œuvre déçoit; et peut-être leur manque-t-il à tous le contact physique de l'Europe bouleversée. D'où l'importance de la réflexion proprement scientifique sur un plan indépendant des contingences. A côté des approximations au jour le jour, il était bon qu'un universitaire comme le P. Delos, dans ses deux volumes sur la *Nation*, entreprît un effort de synthèse pour situer les diverses conceptions modernes du nationalisme à leur place dans l'évolution sociale. Et ce n'est pas indifférence, loin de là, si d'autres ont tenté un effort analogue sur des sujets aussi totalement inactuels que le *Descartes* ou le *Platon* d'Alexandre Koyré, le *Dix-septième siècle* d'Henri Peyre, la *Grande clarté du Moyen Age* de Gustave Cohen : pas plus qu'en France, la tradition de la recherche désintéressée ne devait s'interrompre.

Elle continue cependant, elle ajoute à son acquis plutôt qu'elle n'innove; et nous en dirons autant des œuvres proprement littéraires. André Maurois manque trop d'audace intellectuelle pour que ses *Mémoires* ou son *Histoire des États-Unis* aient pu changer grand'chose à sa physionomie académique et mondaine. Saint-Exupéry a poursuivi sa route par son meilleur livre *Pilote*

de guerre : il reprenait le problème de l'humain au point où le laissait *Terre des Hommes*, cherchait à dégager le sens de la guerre, de la patrie, des valeurs que nous défendons, en remontant à leur origine, l'Homme ambassadeur de Dieu; il opposait la cathédrale, emblème de notre civilisation, au tas de pierre de l'anarchie ou à la termitière totalitaire; sa conclusion renfermait de très fortes pages; puis il s'est tu, par répugnance à prendre parti entre Français — sa controverse avec Maritain à ce sujet, par l'élévation du ton de part et d'autre, préfigurait un peu celles de François Mauriac sur la justice et la charité —, et jusqu'à sa fin glorieuse il n'a plus écrit que deux opuscules : le *Petit Prince*, conte d'enfants, et la *Lettre à un otage*. Georges Bernanos n'a pas donné seulement sa *Lettre aux Anglais* et de nombreux articles, mais un roman, *Monsieur Ouine*. Jules Romains, outre des considérations prétentieuses sur l'Europe et une découverte assez banale de l'Amérique, a poussé jusqu'au tome XXIV ses *Hommes de bonne volonté*, qui, nous dit-il, en comprendront vingt-sept. Tout cela ne manque pas d'intérêt : mais, sauf *Pilote de guerre*, ces événements littéraires se situeraient aussi bien en 1938; il n'y a pas eu de révélation comme celle de Vercors ni de renouvellement comparable à celui d'Aragon. Les existences ont été transplantées, non coupées en deux. Les écrivains ont subi l'exil, quelquefois la gêne matérielle, non la persécution ni la menace de mort. Ils ont gardé la liberté de s'exprimer. Le monde où ils se trouvaient ne s'écroulait pas. Et l'on remarquera l'absence totale, parmi eux, du communisme, élément si essentiel du paysage français aujourd'hui.

De là quelques réserves. Assurément le bilan est bon : en revoyant ainsi dans leur ensemble ces activités qui se sont présentées une à une, on s'aperçoit que nous avons lieu d'en être satisfaits; encore la part du bon sens populaire dans le développement de la France combattante a-t-elle été plus considérable que celle des « notables ». Mais je suis quelquefois inquiet, en lisant des lettres de France, de sentir avec quelle avidité on voudrait savoir notre opinion. Nous nous y attendions si peu! Nous avions tellement craint la réaction inverse, l'agacement d'emmurés contre les donneurs de conseils! Nous avons encore tellement l'impression d'un décalage qui ne nous permet de discuter les choses d'Europe qu'avec d'infinies précautions! C'est le Français de France qui seul est assez bien placé pour reconnaître son destin. Nous pouvons le renseigner sur le cadre. La comparaison des expériences peut éclairer. N'oublions pas cependant que la majorité des hommes de lettres expatriés avaient passé l'âge où l'on s'instruit : ils ont vu leur drame à travers leur formation de 1920, de 1910 ou de 1900. Il en irait autrement des jeunes : ceux-là,

oui, s'apparentent à leurs frères de la déportation ou du maquis; ils ont passé la mer dans le même élan pour se battre, renonçant à toutes leurs attaches, dans une immolation totale à la patrie. Mais beaucoup sont tombés; et l'action ne leur a guère laissé de loisir. Ce que les uns et les autres sont à même d'apporter, c'est la connaissance du monde extérieur durant ces années où la France en était retranchée; ils rendront ainsi service dans la mesure où la France en dépend; et nous ne les comparerons pas aux émigrés de la Révolution et de l'Empire, chassés par des passions de guerre civile, sinon pour rappeler que même ces émigrés superficiels ont fini par bénéficier de leur séjour au dehors, mais qu'il a fallu plusieurs années pour en discerner les effets, pour combiner leur apport avec celui de la crise intérieure, pour en dégager une sensibilité et une optique renouvelées.

AUGUSTE VIATTE.

P.-S. — L'édition française s'est émue récemment de la concurrence que représente à ses yeux l'édition canadienne. C'est, croyons-nous, ne pas bien voir tous les aspects du problème. S'il s'agit de la reproduction d'œuvres récentes publiées en France, cette mesure d'exception, autorisée pour la durée de la guerre par un décret d'Ottawa, est abrogée d'ores et déjà : rien ne saurait plus se faire dans ce domaine que suivant les règles du droit international. Mais il serait extrêmement regrettable qu'une petite guerre s'engageât au sujet des publications originales. Nous ne nous heurtons qu'à trop de cloisons étanches, en ce moment, entre les divers pays de langue française ! L'édition canadienne n'a pas seulement perpétué, elle a stimulé le goût de la lecture dans un pays qui lisait peu; lorsqu'un rajustement du franc à sa valeur réelle par rapport aux prix aura permis aux livres français de n'être plus invendables au dehors, on s'apercevra qu'ils auront plus d'amateurs que jamais, et que les ventes feront boule de neige. Un *modus vivendi* coordonnant les efforts parallèles des deux côtés de l'océan serait avantageux aux deux parties, d'autant que les éditeurs d'outre-mer n'accepteront guère de se voir ravaler à la qualité de marchands de papier — ce n'est pas le même métier — et que les marchands de papier, au Canada, sont presque tous affiliés à quelques grands trusts anglo-saxons, tandis que l'édition représente une activité spécifiquement canadienne française.

CHRONIQUES

THEATRE

Charles Dullin continue sur la scène du Théâtre Sarah-Bernhardt la reprise de quelques œuvres qui furent les grands succès de l'Atelier. Après l'admirable drame de Calderon, *La vie est un songe*, après *Volpone*, où Dullin a trouvé un de ses meilleurs rôles, *Le Faiseur* de Balzac, dans l'adaptation de Mme Simone Jollivet [1]. Nous avions conservé le souvenir d'une soirée étourdissante, d'une comédie dans un décor de farce sur un rythme de ballet. Nous avons revu avec plaisir le décor de M. Touchagues et admiré l'art avec lequel la musique de M. Darius Milhaud pénètre l'action; mais il ne semble pas que le rythme ait été sauvé. Dans le cadre trop vaste du Théâtre Sarah-Bernhardt, en effet, certaines répliques perdent leur sonorité comme s'il y avait trop d'écho; surtout, certaines évolutions gracieuses ou spirituelles — celles des deux domestiques et de la soubrette qui est l'étoile du ballet — impriment plus difficilement à l'œuvre son mouvement.

A l'époque de la création, Charles Dullin disait : « La grosse erreur est de vouloir faire de Mercadet un homme d'affaires à la manière d'Isidore Lechat [2]. » Nous sommes très loin de Mirbeau. Mercadet est un inventeur de la finance, un poète de la spéculation, un romantique de la Bourse. Il ruine ses contemporains, mais comme les grands passionnés de la science ou des arts; il reste un brave homme au cœur sensible. Tantôt avec lui, tantôt contre lui, la meute des créanciers représente une humanité bien incapable de regarder au delà de son argent; les victimes de Mercadet sont trop intéressées pour être très intéressantes.

Dullin disait encore du *Faiseur* : « Plus on le joue en farce, plus c'est humain. » Il n'y a pas opposition ici entre le réalisme et la farce, comme dans *Les gueux au paradis*. De là le caractère très particulier de cette mise en scène et du jeu de Dullin qui font glisser des personnages de la *Comédie humaine* vers l'opéra-bouffe. Certaines images — Mercadet faisant corps avec son bureau, face à ses créanciers dont la masse avance en cadence comme pour l'écraser — ont une verve à la fois amère et burlesque que l'on n'oublie pas.

L'histoire de Lorenzaccio a été racontée par Benedetto Varchi dans sa *Storia fiorentina*, écrite peu après les événements dont il avait été le témoin et dont il donne un récit d'une impartialité non discutée. C'est là que George Sand a trouvé les éléments de sa « scène histori-

1. Sur l'histoire de cette œuvre, voir Douchon-Z. Milatchitch, *Le théâtre de Balzac d'après des documents nouveaux et inédits*, Hachette, 1930, pp. 230 sq.

2. « Dullin nous parle de Balzac », dans *Revue des Jeunes*, 15 janvier 1936.

que », *Une conspiration en 1537*; c'est là qu'Alfred de Musset a complété les informations que lui fournissait déjà l'œuvre de son amie. Car, écrit M. Paul Dimoff en tête de son édition critique, le poète « a eu sous les yeux la pièce écrite par sa devancière, que celle-ci lui avait confiée, avec toute licence d'en user à sa guise : il a traité cette pièce comme il eût fait d'une première ébauche de son futur drame, s'évertuant sans doute à la remanier, à l'étoffer, à la perfectionner, mais aussi conservant telles quelles, ou à peu près, les parties qu'il estimait bienvenues [3] ». Ceci soit dit sans l'intention de découvrir dans les sources d'un grand écrivain des raisons de le moins admirer. George Sand a mis en dialogue un épisode dramatique de l'histoire florentine : Musset a voulu que l'on retrouve dans sa pièce à la fois Florence et lui-même.

Car Musset ne cherche pas la couleur locale pour elle-même. Il est même un adversaire de la couleur locale et il n'est pas homme à vouloir pour son œuvre ce qu'il n'aime pas dans celle des autres. Il a le sentiment de remuer ce qu'il y a de plus profond dans l'âme, et les deux dimensions du cadre doivent être à la mesure de la troisième : le cadre sera donc la comédie humaine avec l'infinie variété de ses personnages. La grandeur studieuse de Philippe Strozzi, l'innocence juvénile du peintre Tebaldeo, la vertu de Catherine voisinent ici avec les vices du tyran, l'astuce des politiques, la médiocrité du bourgeois de la rue, tous les déguisements de l'amour et de la haine.

Cette humanité ne sera pas ici une abstraction ni une juxtaposition de caractères : elle s'appellera Florence. Florence, vase d'impureté et gardienne de traditions vénérables, à la fois misérable et grande, Florence est ici présente comme la Rome de Bérénice, c'est-à-dire agissante : la cour d'Alexandre, les bannis, les marchands de la rue, les artistes, les grandes familles, tout cela, c'est Florence avec ses clans, ses tares d'enfant gâtée et cette vitalité bouillonnante qu'évoque le mot « Renaissance ».

Lorenzo n'est Lorenzaccio qu'au sein de cette cité qui est un monde en miniature. Il tient à Florence par les vices qu'il étale et par la mission qu'il cache. Par là, il est bien différent de cet Hamlet auquel on le compare volontiers : la tragédie du prince de Danemark ne trouve dans l'histoire qu'un décor. Celle de Lorenzaccio trouve ses prémisses dans l'histoire. Le Médicis est beaucoup moins un Hamlet qu'un Italien nourri de culture classique, un républicain tombé d'une antiquité légendaire dans une patrie asservie et corrompue. Pour devenir un héros de Plutarque, son temps le condamne à revêtir les apparences les plus contraires à celles de ces grands modèles qui hantent son imagination d'étudiant passionné. Un passé exemplaire le jette dans une aventure dont Brutus n'a pas conçu le scénario.

Lorenzaccio est un « homme-dans-le-monde » pour une autre raison. Il est un juge. Son expérience unique et complexe, celle du double jeu et du joueur pris à son jeu, l'a rejeté hors du cercle des vivants : il est mort avec sa jeunesse. Il se juge avec la certitude effrayante que son passé a détruit tout avenir, qu'il est à jamais l'homme de son personnage, que son meurtre ne sera pas le commencement d'une autre vie. Et il juge ses semblables à travers la condamnation qu'il porte sur lui-même. C'est un regard cruel que n'a-

3. *La genèse de Lorenzaccio :* Benedetto Varchi, *Storia fiorentina*, principaux passages utilisés par G. Sand et Musset; G. Sand, *Une conspiration en 1537*; A. de Musset, *Lorenzaccio*, avec plans et scènes inédits, textes édités par Paul Dimoff, 1936, p. VIII.

doucit aucune espérance. Lorenzaccio doit apparaître au milieu de cette humanité qu'il transcende par son refus.

Alfred de Musset a conté cette histoire sans s'occuper de la représentation. Un premier plan de vingt-et-une scènes, qui, après un remaniement des trois premiers actes, en donne vingt-deux, puis un projet de vingt-quatre scènes et enfin l'œuvre éditée en 1834 avec ses trente-neuf tableaux... à aucun moment le poète ne songe à la représentation : la longueur même de l'œuvre le prouve assez. On trouve, d'ailleurs, des indications comme celles-ci : « Acte II, scène IV : Au palais des Soderini... La cour se remplit de pages et de chevaux »; « Acte III, scène VII : Les quarante Strozzi à souper »...

Il ne semble guère possible de jouer l'œuvre intégrale. Ni Sarah-Bernhardt ni Mlle Falconetti ni la Comédie-Française ne l'ont essayé. L'affiche du Théâtre Montparnasse annonce très honnêtement : « *Lorenzaccio*, adapté en vingt-deux tableaux par Gaston Baty. » Comme ses prédécesseurs, M. Gaston Baty a commencé par sacrifier des scènes entières. D'autre part, dans les scènes qu'il conserve, il amincit le dialogue, supprimant une ligne, par exemple, lorsqu'elle double simplement un geste ou un regard. Enfin, pour sauver l'unité de l'œuvre malgré les coupures et éviter « une suite de morceaux choisis sans lien entre eux » — mais laissons-lui la parole : « Pour relier les tableaux principaux auxquels rien n'a été changé, j'ai cherché à condenser en de courtes scènes l'essentiel de plusieurs, de manière que le drame ne soit amputé d'aucun de ses éléments et retrouve son rythme [4]. »

En procédant ainsi, M. Gaston Baty a retrouvé vingt-deux tableaux comme dans le plan primitif. Ces vingt-deux tableaux ne correspondent d'ailleurs pas à ceux de l'esquisse publiée par M. Paul Dimoff. Dans la mesure où un tel contrôle est possible, puisque la salle reste dans l'obscurité pendant une grande partie de la représentation, je crois pouvoir dire qu'ils retiennent l'essentiel de vingt-quatre tableaux. Les aménagements m'ont semblé particulièrement importants dans le dernier tableau qui est composé avec les scènes II et VII de l'acte V.

Il est trop facile de voir tout ce que l'on peut dire contre le principe d'une telle adaptation. Mais le fait que *Lorenzaccio* soit un texte français ne doit pas limiter la discussion : qu'elles soient en grec ou en allemand, ou en espagnol, ou en anglais, ou en français, il y a des œuvres qui ne peuvent être portées sur notre scène telles qu'elles ont été écrites. Comment, néanmoins, sauver leur substance dramatique ?

Dans un récent article, M. Baty écrivait : « Le décor n'a aucun intérêt en soi. Il est un interprète du drame: Il n'a pas pour fonction d'encadrer l'action, mais d'y jouer... Dans le cas où il est inutile, qu'il disparaisse [5]. » Ce cas est précisément celui de la scène III de l'acte III, où Lorenzo dévoile devant Philippe Strozzi sa vision pessimiste du monde et dit adieu à l'homme que sa jeunesse portait en elle. L'admirable texte se détache dans sa nudité sur un fond de tentures sombres. Pour les autres scènes, quelques accessoires créent le site. Pour remplacer les multiples tableaux de vie florentine qui devaient être coupés, de beaux costumes de Mme Marie-Hélène Dasté, des violons et des chants dans la coulisse évoquent la ville maudite et bénie à la fois. Quant au drame, il est ici un continuel jeu de lumière et d'ombre. L'apparition de Philippe Strozzi sortant de l'ombre comme

4. *Opéra*, 3 octobre 1945.
5. *Théâtre*, tome I. *Essais*, Éditions du Pavois, p. 99.

un sage de Rembrandt, tel effacement de Lorenzaccio dans l'épaisseur noire de sa propre nuit... voilà des images qui ne sont pas seulement des réussites d' « électricien », mais des visions de peintre qui atteint l'âme d'un personnage ou saisit l'essentiel d'un drame.

Mlle Marguerite Jamois a volontairement atténué dans son personnage le héros de Plutarque, qui reste tourmenté par sa déchéance. Elle présente un Lorenzaccio qui a pris son parti de son destin, qui a surmonté la tentation du regret et qui joue sa vie au delà de l'angoisse. Une sorte d'humour désespéré lui tient lieu de philosophie et d'orgueil. Maître de ses mouvements et de ses regards, il évolue avec une grâce très sûre d'elle-même. L'évanouissement simulé à la vue d'une épée, le couplet : « On tourne une grande période autour d'un beau petit mot... » (acte II, scène IV), le vol de la cotte de maille, autant de chefs-d'œuvre... Il faut une très grande comédienne pour faire de Lorenzo un très grand comédien, et pour passer brusquement de l'autre côté de la comédie, dans le drame réel, qui est écrit avec du sang.

HENRI GOUHIER.

LA PART DE L'ACTEUR

Il n'y a pas de chef-d'œuvre à signaler ce mois-ci. Au lieu de nous lamenter, avouons que désirer un chef-d'œuvre par semaine ou même par mois marque une déformation de critique cinématographique : nous serions fort heureux au théâtre de découvrir un chef-d'œuvre par an. Trois films américains retiennent pourtant l'attention : un film historique, *Lincoln*; un film dramatique, *A chaque aube je meurs*, et un film qu'on ne peut caractériser que par le style de son réalisateur : *C'est arrivé demain*, de René Clair. Chacun des trois est soutenu par le talent d'un acteur et surtout révèle l'importance de l'utilisation des acteurs dans le cinéma américain.

*
* *

Il faut au public français beaucoup de bonne volonté et un certain effort d'adaptation au point de vue des Américains pour saisir toute la valeur de ce *Lincoln* qu'on nous annonçait comme un grand succès aux États-Unis. L'histoire est connue de tous les Américains : Lincoln, fils de fermiers de l'Ouest, petit commerçant de campagne, plein de bonté et d'incertitude sur son destin, devient président de l'Union parce qu'il incarne parfaitement l'Américain du XIXe siècle. On sent que le réalisateur est sans cesse tenu de raconter les anecdotes attendues, qu'il ne peut se permettre aucune liberté avec une histoire qu'on aime à entendre redire parce qu'on la connaît par cœur. Un film historique doit s'appuyer sur l'enthousiasme de tout un peuple pour l'événement ou l'homme où il se reconnaît. En négligeant cet aspect de *Lincoln*, on laisserait échapper le véritable sens du film.

Dans un film biographique comme celui-ci, le rôle de l'acteur est capital. Combien avons-nous déjà vu de Napoléon au cinéma ? Cha-

cun veut jouer son petit Bonaparte. Ici nous n'allons pas voir Raymond Massey dans Lincoln, mais nous allons voir Lincoln joué par un bon acteur. Il y a dans le métier d'acteur de cinéma une modestie que les acteurs français atteignent rarement. Au théâtre, l'acteur fait une « création », il peut se permettre de modeler, de vivre son personnage. L'acteur, dans un film, n'est qu'un des moyens d'expression dont dispose le metteur en scène. Il ne peut prétendre « vivre » un personnage dont il ne joue l'histoire que par bribes discontinues; c'est dans l'esprit du réalisateur que vit le personnage. Aussi le problème essentiel de l'interprétation cinématographique est celui des rapports du metteur en scène et de l'acteur : le metteur en scène doit savoir faire jouer l'acteur sans le réduire au rôle de pantin, et l'acteur, pour mesurer la valeur de son jeu, n'a devant lui que le metteur en scène qui seul le regarde et réagit.

Dans cet équilibre difficile, les Américains sont passés maîtres. Il semble que leurs acteurs possèdent à fond l'art d'exprimer avec force et précision le sentiment qu'un autre leur dicte : art que Diderot, dans le *Paradoxe*, admirait si fort chez les acteurs anglais et qui est si loin du « jeu » théâtral avec tout ce qu'il implique comme grossissement des effets. Ce sont les qualités de mime que l'on finit toujours par apprécier au cinéma, ce sont les scènes muettes où le geste et le changement d'expression d'un visage en disent plus long qu'un long discours.

James Cagney, dans *A chaque aube je meurs*, n'est pas de ces acteurs qui « trouent l'écran » par l'étalage de leur personnalité sans aucun égard pour le personnage; pourtant, c'est grâce à lui que le film retient l'attention : c'est par ses jeux de physionomie, par son expression sans cesse juste, qu'il donne quelque consistance au personnage de ce reporter ennemi d'un trust qu'une basse machination fait condamner au bagne. Tout le film se passe dans une grande prison américaine. Dans cette œuvre moyenne, dont les prétentions intellectuelles sont un peu trahies par l'inévitable « happy end », on retrouve les autres qualités qui font les bons films américains : bagarres et poursuites sont si judicieusement réparties, l'alternance entre les « séquences d'action » et les « séquences de repos » si bien rythmée que l'ennui ne naît jamais.

*
* *

A chacun de ses films américains, on repose le problème de René Clair. Il a su créer un genre cinématographique, un style où le monde entier reconnaît le côté fantaisiste et l'ironie d'un certain esprit français (ou mieux : parisien). Et voilà qu'il tourne à Hollywood ! L'Amérique, en utilisant René Clair, s'assure la production de films pleins d'esprit parisien, comme en achetant des brevets on peut produire un moteur mis au point à l'étranger ! La production de René Clair perd-elle ou gagne-t-elle à ce dépaysement ?

C'est arrivé demain est construit sur un scénario comme seul René Clair sait en découvrir : nous entrons dans l'équipe joyeuse des rédacteurs d'un journal local aux temps héroïques de la presse américaine du siècle dernier; dans des conditions mystérieuses et surnaturelles, l'un des reporter du journal se trouve un soir en possession du journal du lendemain. Il y voit son article, lit d'avance le résultat des courses et le suicide de la jeune fille qu'il aime... Quand on songe que les journaux publient aussi des fausses nouvelles, on imagine le parti à tirer d'un tel thème.

Les reproches qu'on peut faire au film naissent justement de ce qu'on a trop bien tiré parti du sujet. Je veux dire que la machine américaine a trop bien fonctionné. On lit sur le générique trois noms de scénaristes plus celui du spécialiste des « idées » et des « gags », sans compter celui de René Clair lui-même qui participe évidemment à cette mise au point. L'idée une fois trouvée, le scénario a été « traité » comme on traite chimiquement une solution pour la soumettre à toutes les réactions. Le résultat est trop parfait, toutes les conséquences, toutes les trouvailles que pouvaient susciter l'idée du scénario sont utilisées, mises en ordre et exploitées méthodiquement. Finalement, on regrette l'imprévu, la légèreté, le « beau désordre » que nous aurait procuré un travail moins savamment, moins industriellement préparé. La fantaisie rationnellement exploitée n'est plus poëtique; dans ce film, nous retrouvons bien la fantaisie de René Clair, nous n'y trouvons plus sa poësie parce que la poësie comporte un certain inachèvement par laquelle elle se prolonge et laisse sa place au rêve.

Cette critique de la perfection industrielle du cinéma américain ne s'applique évidemment qu'à la part de découverte et de création; quand il s'agit de réaliser l'œuvre, la précision et les méthodes industrielles d'Hollywood donnent au film américain toute sa supériorité. René Clair ne l'a pas caché à son passage à Paris : ce qui le retient en Amérique ce sont les conditions de travail qu'on lui offre là-bas. Ici nous en sommes trop souvent réduits à une sorte de travail artisanal et au débrouillage individuel; sans doute, nos difficultés actuelles y sont-elles pour quelque chose, mais, dans ce film encore, quand on voit jouer Dick Powell et tous ses partenaires, on doit conclure que la méthode de travail d'Hollywood a su créer des équipes de réalisateurs et d'acteurs qui savent leur métier, qui en connaissent la discipline et qui se plient à ses exigences.

Pour le redire encore une fois, l'immense espoir que la France peut mettre dans sa production cinématographique se réalisera si le cinéma français sait retrouver la liberté et la hardiesse de conception que l'industrialisation du cinéma américain rend difficile — mais à condition qu'il sache en même temps acquérir dans le domaine technique toute la précision et toute la méthode qui lui manquent trop souvent.

J.-P. Chartier.

CHRONIQUE DE PEINTURE

Trois événements ont marqué ce mois d'octobre en matière de peinture : l'exposition Amédée de la Patellière, le Salon d'Automne, la réouverture du Louvre.

*
* *

Amédée de la Patellière est mort en 1932. Il y a trois ans, la galerie Charpentier exposait quelques-unes de ses œuvres. Aujourd'hui, c'est

la majeure partie de ses toiles que l'on nous montre au Musée d'art moderne. (Les dessins feront l'objet d'une autre exposition.) Nous pouvons suivre pas à pas La Patellière au cours de ses onze années de travail (1921 à 1931); travail intense qui est le premier des enseignements qu'il nous laisse.

Au début, en 1921, une nature morte assez terne; mais, dès 1923, La Patellière est en pleine possession de son métier de peintre. Il continue à travailler, pour libérer, en quelque sorte, son génie, et atteint — vers 1927 — une phase éclatante dont on peut placer le sommet au magnifique *Enlèvement d'Europe au coquillage*. Puis une certaine décantation se produit : recherche de simplicité, de calme, — les plein-air se font plus nombreux, — lorsque la maladie l'enlève en pleine production.

Les œuvres de La Patellière ne peuvent pas ne pas frapper par leurs contradictions. De prime abord, le dessin semble un peu relâché, les gestes des personnages sont gauches, raides et souvent conventionnels. C'est un parti pris : cette apparente négligence recouvre beaucoup de travail et de métier. La touche est rapide et d'une très grande habileté. Les grandes compositions ont toutes été étudiées longuement et reprises plusieurs fois. Dans chaque toile, certains détails, certains personnages, apparemment secondaires, sont d'une exécution très soignée.

De même pour les couleurs. La Patellière aime les tons sombres : terres de sienne, verts et bleus foncés, ses fonds sont très noirs, ses ciels plombés. Il s'affirme pourtant grand coloriste, se plaisant à faire éclater des verts, des rouges et des blancs. Ses sujets, bien qu'assez divers : scènes champêtres, nus, natures mortes, scènes d'intérieur, rendent, quels qu'ils soient, la même impression mystérieuse et dramatique. Amédée de la Patellière est en effet le peintre du mystère et du drame.

Ces femmes ont pourtant des corps bien en chair, à la Rubens, les objets qu'il nous présente sont ceux de la vie courante, ceux qui traînent dans son atelier, ces paysages sont ceux de chez nous. On sent que La Patellière aime tout cela, en bon vivant, solidement incarné, au tempérament optimiste, joyeux de jouir des belles et bonnes choses. Tel en effet apparaissait « Amédée » à ses amis, tel il reste dans leur souvenir.

Mais par-delà cet « Amédée », il y en a un autre, celui que nous révèle son œuvre. Au-delà de leur apparence concrète et immédiate, ces corps plantureux, ces objets banals ou étranges, ces paysages, ces intérieurs portent en eux-mêmes une réalité très profonde et très mystérieuse, que La Patellière perçoit confusément, qui le fascine et vers laquelle il se sent irrésistiblement attiré. Il va chercher à comprendre cette réalité mystérieuse, ou plutôt à s'y ouvrir, non pas tant pour son plaisir personnel que par son besoin d'artiste de la traduire en formes et en couleurs et de nous lever un coin du voile qui nous cache ce monde du mystère des êtres.

Ce travail de pénétration intérieure, c'est son travail même de peintre, celui auquel il s'est assidûment attelé pendant onze ans.

Comment rendre plastiquement ce mystère des choses ? Sans doute, il possède à sa disposition tout le domaine des formes : ces coquillages, ces bouquets de fleurs délicates, ces oiseaux, ces animaux, ces masques qu'il affectionne, les attitudes de ses personnages — femmes couchées dormant, ou perdues dans leurs songes —, les oppositions bizarres entre le repos absolu et le mouvement fébrile. Il tient à sa disposition tout le domaine des couleurs : les taches éclatantes, les

éclairages étranges, les effets d'ombres et de lumières. Mais tout cela, ce n'est jamais que de la pâte opaque et lourde sur de la toile; tout cela reste encore bien matériel pour traduire tout le spirituel qui baigne et anime les êtres, l'esprit dont il sent la lutte contre la matière dont ces êtres sont pétris. Cette lutte tragique de l'esprit contre la matière, La Patellière la traduira par la lutte de son propre esprit contre la matière même de sa peinture : la pâte sur la toile; il en fait son arme, il la prend comme objectif. Désormais, qu'importe que cette pâte soit lourde, que le dessin soit apparemment gauche; bien au contraire, la lutte n'en paraîtra que plus âpre et plus dramatique.

C'est ainsi qu'il nous révélera un monde extérieur d'une lourde matérialité et cependant rayonnant de spiritualité. En chaque sujet présenté, émerge cet invisible que chacun porte en soi, son âme mystérieuse; émergence de l'esprit, mais triomphe dramatique sur la chair si pesante.

Instinctivement, me revient la parole de saint Paul aux Romains : *Invisibilia Dei, per ea quae facta sunt, intellecta conspiciuntur.* « Les choses invisibles de Dieu, c'est à travers les choses créées que nous les comprenons et les voyons. »

Ces invisibles divins, La Patellière en est fasciné en quelque sorte. Ces âmes des êtres, seule une âme humaine peut les capter, s'ouvrir à leur mystère, y communier, les contempler; une âme humaine qui serait celle d'un contemplatif. En nous livrant l'âme de ces natures mortes, de ces femmes, de ces paysages, c'est un peu son âme toujours vivante et vibrante qu'il nous livre, flottant en quelque sorte en chacune de ses toiles. Comment ne pas sentir son âme, notamment, dans ce portrait si ressemblant, et en même temps si intérieur, qu'il nous a laissé de lui, et qui date de 1923, les premiers temps de sa maîtrise ?

Cet appel vers le mystère des êtres, vers le drame de l'existence, vers les invisibles de Dieu que La Patellière nous lance, s'amplifie au fur et à mesure qu'après sa mort se décante ce qu'il y a de pérenne dans son œuvre. « *C'est l'appel des chasseurs perdus dans les grands bois.* » Appel tragique, car il trouve de moins en moins d'écho dans un monde vulgaire, matériel, de plus en plus dénué de sens spirituel. Serait-il trop abstrait, trop intellectuel pour atteindre la masse ? « Je fais une peinture inactuelle », disait La Patellière lui-même. Peut-être une telle solitude est-elle le drame du génie ?

*
* *

Passons dans l'autre aile du palais de l'avenue de New-York, nous sommes au Salon d'Automne. Tous les ans, on y exalte une de nos gloires. L'an passé, c'était Picasso; cet année, Matisse. Soixante-quinze mètres carrés de toiles, quelques-unes de 1893 à 1900, les autres de cette guerre; celles-ci ne font pas regretter celles-là. Mais pourrait-on en dire autant si nous pouvions revoir celles d'il y a vingt ans ? Quoiqu'il en soit, la salle mérite d'être vue. Pour le reste, j'avoue être découragé devant ces kilomètres carrés de « bonne peinture ». De-ci, de-là de bonnes toiles, beaucoup de simili-Matisse (tout comme, l'an passé, les simili-Picasso), un nombre plus grand encore de croûtes. Qu'aurait dit Brillat-Savarin s'il lui avait fallu tous les ans, en octobre, goûter en un jour toutes les spécialités françaises ? Il est vrai que la peinture ne s'avale pas.

***

Le Louvre vient de rouvrir. En peinture, trois ou quatre salles seulement, mais on y a groupé des chefs-d'œuvre. Quelle joie de retrouver ces vieux amis après plusieurs années d'une tragique absence! Sur-le-champ, il semble qu'on entre dans la paix, comme dans un vêtement familier, et malgré les atroces souvenirs, l'art semble plus léger.

D'un seul coup d'œil, ou presque, on peut embrasser le *Richelieu* de Philippe de Champaigne, l'*Embarquement pour Cythère* de Watteau, et, quelques pas plus loin, l'*Olympia* de Manet. Ces gens de rien ne sont nullement gênés par la pourpre et le regard impitoyable du grand Cardinal. Ainsi doit-il en être là-haut!

Les nouvelles acquisitions : le *Chancellier Séguier se rendant au Parlement*, de Lebrun. *Le triomphe de Pan*, de Poussin, un peu passé avec ses tons devenus trop roux, mais magnifique de composition et de vie. *L'or de ton corps*, de Gauguin, et bien d'autres chefs-d'œuvre de peintùre moderne.

Ce sera un joie d'aller revoir tout cela plus à loisir, lorsqu'il y aura moins de foule; encore que c'en soit une que de voir tant de monde, et notamment tant de jeunes, se presser devant des œuvres d'art.

K. W.

LIVRES

ROBERT JOUANNY : *Le Reclus*. Mercure de France, 1945. Un volume, in-8, 267 pp., 60 fr.

C'est au Val-de-Grâce, un mois après son évasion de l'oflag XVII A, que l'auteur à composé son livre. Récit de captivité, penserez-vous; oui, mais d'une espèce particulière : il est subjectif. De son camp, Robert Jouanny ne vous décrira pas l'aspect, mais l'ambiance; il vous fera partager sa nostalgie, ses états d'âme, ses moments de détente, de mauvaise humeur, son impatience enfin. L'allure du livre est représentative du sujet : un départ alerte, vivant. Les vacances 39, puis une tournure expectante des officiers captifs, des reclus. N'oublions pas de signaler le plus gros mérite de l'œuvre : la correction de son style et la clarté de sa langue.

PETER W. RAINIER : *La Bataille du Désert*. Stock, 1945. Un volume, in-8, 265 pp., 75 fr.

Voici, raconté sans réticence ni rhétorique, l'épopée de la 8e Armée britannique à travers le désert de Lybie. L'auteur, engagé dans le génie anglais et grâce à qui la 8e Armée ne manqua jamais d'eau, a vécu intégralement d'El Alamein à Tunis cette Bataille du Désert, bataille de trois ans contre les Italiens, puis Rommel et son *Afrika Korps*. Les franches impressions de ce sympathique témoin de bonne foi, bien placé pour voir et sachant regarder, plairont à tous ceux que la brièveté de la radio interdite a laissés avides de savoir comment Montgomery mit fin aux échecs de la 8e Armée et la conduisit jusqu'en Tunisie où s'accomplit enfin la destruction totale de l'ennemi en Afrique.

LE CREATEUR ET LA BOMBE ATOMIQUE

L'apparition de la bombe atomique jette un peu de lumière sur l'extraordinaire fantaisie qui a procédé à la création du monde matériel au milieu duquel nous vivons. Le physicien, qui est parvenu à libérer un peu de cette énergie atomique, ou, pour mieux dire, nucléaire (car il s'agit non pas des atomes mais de leur noyau), n'a pu manquer d'être frappé d'une étrange façon par le spectacle de sa découverte.

Nous parlons d'ailleurs de la bombe atomique sans savoir exactement quelle est sa composition. Mais nous avons des raisons de supposer que le phénomène de base de cette réalisation est la désintégration particulière de l'uranium 235 sous l'action des neutrons [1]. Dans un article de *La Vie Intellectuelle* de juillet 1945, Mlle Morette a décrit en termes excellents ce phénomène remarquable, découvert en 1938 seulement. Que le lecteur veuille bien se reporter à cet article qui lui donnera les éléments fondamentaux du problème.

L'uranium est celui des éléments simples et naturels dont le « Z » est le plus élevé. « Z » est un nombre (ici 92), qui désigne simultanément deux choses : d'une part le nombre d'électrons périphériques normalement contenus dans l'atome, d'autre part la charge électrique positive du noyau de l'atome, en prenant comme unité la charge électrique élémentaire, c'est-à-dire celle de l'électron, ou encore celle, égale et de signe contraire, du plus simple des noyaux, le proton ou noyau d'hydrogène; comme l'atome est naturellement neutre, la charge négative des électrons périphériques est égale à celle, positive, du noyau.

Mais il faut aussi un autre nombre A pour définir un noyau : c'est celui qui représente sa masse matérielle. Pour l'hydrogène, ce nombre est égal à 1, pour l'hélium il est 4, pour l'uranium il est supérieur à 200.

Ici doit se placer une remarque importante, se rapportant à ce qu'on appelle les isotopes : on désigne ainsi des éléments ayant le même Z et un A différent, par exemple des éléments de Z = 92, et dont les valeurs de A sont, soit 235, soit 238. Cette remarque va faire intervenir

1. Peut-être aussi celle du plutonium, élément créé artificiellement à partir de l'uranium 238 et des neutrons. Les considérations qui suivent se rapportent plus spécialement au cas de l'uranium, qui est le plus simple.

les propriétés des corps simples : ce sont en effet les propriétés physiques et chimiques qui permettent de les distinguer les uns des autres : le Créateur a placé dans notre intelligence et dans nos mains les moyens de distinguer entre le fer, l'oxygène, le carbone, l'aluminium, l'or, etc. Certaines de ces propriétés sont connues depuis des temps très reculés : la fusion, la combustion sont utilisées depuis des siècles pour la métallurgie des métaux les plus faciles à obtenir.

Ainsi nous sommes armés pour distinguer entre les corps grâce à leurs propriétés : par des perfectionnements successifs, on est arrivé à définir et à séparer les 92 éléments simples que la nature nous présente, depuis l'hydrogène jusqu'à l'uranium; le monde matériel n'est qu'une combinaison de ces éléments. En revanche, les isotopes d'un même élément nous sont cachés. Cette constatation est liée au fait que le nombre A n'intervient pas [2] dans les propriétés physiques ou chimiques des corps : ces dernières sont dues exclusivement à la valeur du nombre Z, c'est-à-dire à l'arrangement des électrons autour du noyau. Tout se passe comme si le noyau lui-même, dont les dimensions linéaires sont extraordinairement petites, puisqu'elles ne dépassent pas 10^{-12} centimètres, c'est-à-dire un millionième de millionième de centimètre, nous était absolument caché par son entourage d'électrons : l'ensemble de cette enveloppe occupe un volume dont les dimensions linéaires sont 10.000 fois plus grandes que celle du noyau. Ainsi le fer nous apparaît toujours semblable à lui-même parce que le Z du fer est toujours 26, c'est-à-dire parce que c'est à l'arrangement de ces 26 électrons entourant le noyau que nous sommes sensibles. L'examen d'un morceau de fer, tous les traitements physiques ou chimiques que nous pourrons lui appliquer (sous la légère réserve de la note précédente), nous renseigneront uniquement sur son organisation électronique, le noyau nous étant masqué.

Qui sait alors s'il n'existe pas des éléments dont les noyaux auraient des masses différentes, leur entourage électronique restant le même ? C'est bien cela qui se présente en effet, et ces « isotopes », découverts il y a peu d'années, nous ont montré que les éléments stables étaient en réalité beaucoup plus nombreux que 92, puisque chacun d'eux est en général composé de plusieurs isotopes : ainsi l'on connaît quatre isotopes stables du fer dont les valeurs de A sont 54, 56, 57, 58, Z restant toujours 26; on connaît pour l'uranium trois isotopes : 234, 235, 238.

Comment donc, puisque les propriétés physique et chimiques ne nous renseignent pas sur les noyaux, a-t-on pu atteindre les isotopes et déterminer leur masse ? Il a fallu, pour cela, s'adresser aux noyaux eux-mêmes, ce qui demande une habileté très grande : la couche électronique est en effet susceptible d'être modifiée, ou même d'être arrachée complètement si l'on dispose d'un moyen suffisamment vio-

2. Ce n'est pas rigoureusement exact : la masse du noyau intervient, mais seulement très faiblement, dans certaines propriétés purement physiques : par exemple la diffusion thermique, la diffusion à travers une paroi poreuse, la centrifugation sont utilisées pour essayer de concentrer un des isotopes d'un élément.

lent; en faisant agir une décharge électrique sur un gaz, on parvient à perturber suffisamment l'enveloppe électronique pour que le noyau puisse s'échapper et se mettre en mouvement, sous l'action d'un champ électrique suffisamment intense, avec une vitesse extrêmement grande, parfois de l'ordre de 100.000 kilomètres par seconde.

On arrive ainsi à accélérer des noyaux, un par un, sous la forme de billes extraordinairement ténues et animées de vitesses prodigieuses qui approchent celle de la lumière. On parvient ensuite, au moyen d'un champ électrique et d'un champ magnétique conjugués, à dévier la trajectoire de ces petits projectiles chargés électriquement, et, dans ces déviations, interviennent naturellement, d'une part la charge électrique Z (qui est la même pour les divers isotopes d'un même élément), d'autre part les diverses valeurs de la masse A. On projette ainsi les isotopes en des endroits différents d'une petite cible, c'est-à-dire qu'on les sépare : la connaissance de leur trajectoire permet d'atteindre pour chacun d'eux la valeur de A.

C'est le principe du spectographe de masse que nous venons d'exposer : cet appareil a permis de connaître la masse des différents isotopes et aussi d'effectuer leur séparation, en quantité infime, naturellement.

Une des données les plus sûres, fournie par la connaissance des isotopes, est leur proportion toujours constante dans un même élément; ainsi, dans l'uranium, on trouve un dix-millième de noyaux de masse 234, un peu moins d'un centième de masse 235 et 99 %, soit la presque totalité, de masse 238 environ; pour le fer, 6 % de masse 54, 90 % de masse 56, 3 % de masse 57 et moins de 1 % de masse 58. Il est très remarquable de constater que tous les échantillons de fer que l'on peut analyser au spectrographe de masse contiennent, quelle que soit leur origine, la même proportion des différents isotopes.

Nous pouvons donc nous faire l'image suivante d'un morceau d'uranium ; au milieu d'une proportion considérable d'atomes aux noyaux identiques se trouve une faible proportion, n'atteignant pas 1 %, d'atomes dont le noyau est un peu plus léger, avec une proportion presque imperceptible d'atomes dont les noyaux sont encore moins lourds.

Nous venons de parler de propriétés physiques et chimiques, mais ce qui doit nous intéresser ici ce sont les propriétés spécifiquement nucléaires. Or, rien ne nous dit que deux noyaux isotopes auront les mêmes propriétés : leur constitution doit être différente, puisque leur masse l'est. Comment peut-on connaître d'ailleurs les propriétés nucléaires ? Pour cela, il faut atteindre le noyau; nous venons de voir que ce n'est pas facile, car, d'une part, il est extrêmement petit, et, d'autre part, il est très protégé par ses couches électroniques qui se font un plaisir de réagir aux différentes tentatives d'ordre physique ou chimique. Pour arriver à pénétrer dans le noyau, il faut employer des agents de même nature, c'est-à-dire non pas des atomes et des molécules, mais des noyaux eux-mêmes ou des fragments de noyaux. Les premiers projectiles que l'on put ainsi utiliser furent des éclats que certains noyaux appelés radioactifs émettent par explosion spontanée : les corps des familles radioactives de l'uranium-radium, de l'actinium et du thorium sont instables et leur noyau explose en pro-

jetant des fragments légers ou particules alpha avec une grande énergie et une vitesse de plusieurs milliers de kilomètres par seconde. Ces particules sont électriquement chargées; elles sont très petites elles-mêmes; elles n'ont donc que très peu de chance de rencontrer un noyau de la matière d'un écran que l'on placera sur leur trajet, la répulsion électrique diminuant encore la probabilité de collision. Néanmoins, dans des cas très favorables et extrêmement rares, ces particules peuvent entrer dans des noyaux, et les faire exploser par libération d'autres produits nucléaires. Voilà le premier phénomène (après la radioactivité spontanée) que les physiciens réussirent à observer vers 1919 et qui nous mit sur la voie de la connaissance des propriétés nucléaires.

Depuis lors, les choses se sont perfectionnées d'une façon extraordinaire : tout d'abord on a découvert qu'il existait dans les noyaux des fragments dépourvus de charge électrique, qui ne sont donc pas des noyaux eux-mêmes, mais de simples constituants nucléaires : ce sont les neutrons qui, grâce à cette absence de charge, ont beaucoup plus de facilité pour pénétrer dans les noyaux. Ensuite on a réussi à remplacer les projectiles naturels par des particules auxquelles on communique des énergies considérables grâce aux différences de potentiel très élevés que l'on sait actuellement produire. On obtint ainsi des faisceaux de projectiles beaucoup plus concentrés ou beaucoup plus efficaces que les premiers utilisés. A la suite de ces perfectionnements et de bien d'autres aussi dans les appareils de détection et dans les procédés d'analyse des noyaux, on a pu montrer qu'aucun élément n'échappait à la désintégration lorsqu'il était bombardé convenablement.

Tout ce que nous venons de dire jusqu'à présent ne constitue qu'une série d'indications d'approche; l'essentiel réside dans ce que nous allons présenter maintenant.

Ainsi, tous les noyaux peuvent être désintégrés, mais, d'une part, cela se passe à l'échelle atomique avec un rendement encore extraordinairement faible, d'autre part, les fragments nucléaires émis n'ont qu'une probabilité tout à fait infime de provoquer à leur tour une désintégration, si bien que le phénomène une fois amorcé ne peut pas prendre l'allure d'une réaction en chaîne, c'est-à-dire une allure explosive, macroscopiquement parlant. L'intérêt extraordinaire de l'uranium est justement que, sous l'action des neutrons utilisés comme agents de bombardement, il explose en libérant une partie de son énergie et en émettant des neutrons qui à leur tour sont capables de produire dautres désintégrations dans le même morceau d'uranium : il y a là l'amorce d'une réaction en chaîne analogue à celle qui permet l'inflammation de la poudre, mais dans laquelle l'énergie développée par noyau est plusieurs millions de fois supérieure à l'énergie développée par molécule dans le cas de combustion explosive habituelle.

Il faut toutefois remarquer qu'il existe sur terre de l'uranium en quantité notable et que cet uranium est bombardé continuellement par des neutrons qui sont dans le rayonnement cosmique tombant régulièrement sur la terre : pourtant notre globe terrestre n'a pas

encore explosé. C'est alors qu'interviennent les considérations d'isotopes que nous avons développées tout à l'heure : il se trouve que c'est l'uranium 235, présent seulement dans la proportion de un pour cent dans tout morceau d'uranium métallique, qui est sensible à l'action des neutrons : c'est le petit noyau qu'il faut toucher, et les noyaux plus gros, de masse 238, qui sont de loin les plus abondants, ne sont pas intéressants pour la réaction, qu'ils freinent d'ailleurs. D'autre part, les neutrons ont, dans la matière lourde, un parcours moyen qui est d'une vingtaine de centimètres, c'est-à-dire qu'en moyenne un neutron doit avoir à traverser une vingtaine de centimètres de métal avant d'entrer en collision avec un noyau : si la matière est mince, par exemple si elle se présente sous la forme de petites feuilles ou de pièces analogues à des pièces de monnaie, un neutron n'aura qu'une probabilité très faible de produire une désintégration, et le phénomène ne se propagera pas, les neutrons éventuellement produits se perdant en majeure partie dans l'atmosphère.

Nous voilà maintenant devant le problème précis : il s'agit simplement de sortir d'un morceau d'uranium les noyaux les plus petits et de les mettre l'un à côté de l'autre de façon à former un morceau d'uranium 235 dont les dimensions linéaires soient de plusieurs centimètres. Si on envoie des neutrons sur ce précieux morceau (et les rayons cosmiques pourraient s'en charger sans qu'il soit besoin d'intervenir), les désintégrations provoquées par ces neutrons donnent des réactions nucléaires en chaîne, c'est-à-dire qu'une partie de l'énergie nucléaire du morceau d'uranium se trouve libérée dans un temps très court : on a une bombe atomique.

En somme, ce que nous faisons pourrait être proposé, si l'expérimentation était plus simple, à un petit enfant : supposons que nos sens soient capables de distinguer entre les isotopes présents dans un morceau d'uranium nous serions capables de mettre de côté l'isotope le plus léger et d'en faire un tas : un enfant à qui l'on présente un sac de billes dont les unes sont un peu plus légères et les autres un peu plus lourdes, sera capable de les trier et de mettre de côté les billes les plus légères.

Seulement, le Créateur nous a soigneusement caché l'existence de ces deux sortes de billes : tout d'abord, il a constitué le monde matériel avec un assez grand nombre d'isotopes d'éléments variés, ce qui est de nature à compliquer le problème par une grande abondance de données, ensuite il s'est arrangé pour cacher, au milieu d'autres atomes ayant les mêmes propriétés physiques et chimiques, la toute petite proportion d'atomes intéressants. Quand on réfléchit à toute l'intelligence et à toute la ténacité qu'il a fallu développer depuis des siècles et surtout depuis quelques décades pour aboutir à la découverte des isotopes et à leur séparation, on reste confondu.

Mais il faut bien voir qu'il n'y a, dans toute la fabrication de la bombe atomique, aucun élément fourni directement par l'homme. Tout est présent dans la nature, et il suffit de faire un simple tri entre des éléments qui nous sont fort bien cachés et d'aboutir à une épaisseur suffisante de la matière triée pour que, par le simple jeu des neutrons naturellement présents dans un rayonnement dont l'o-

rigine nous échappe encore, ou de ceux que libère une substance radioactive en contact avec du glucinium, la portion de notre terre où cette expérience sera faite soit définitivement détruite.

Louis Leprince-Ringuet.

NOTE. — Des renseignements nous parviennent chaque jour par la voie des revues anglo-américaines. En voici l'essentiel :

1° Il est certain que le spectrographe de masse a été utilisé pour trier l'uranium 235, et pour en procurer des quantités notables; mais il n'est pas sûr que son rendement ait été suffisant pour fournir la totalité de la matière nécessaire à la bombe atomique. D'autres procédés de séparation, qui sont plutôt des procédés physiques de concentration des isotopes, ont aussi été essayés : ils comportent des opérations de diffusion thermique ou d'effusion d'un composé gazeux de l'uranium à travers une paroi poreuse, ou encore de centrifugation.

2° L'uranium n'est pas le seul élément susceptible de se briser avec un dégagement considérable d'énergie, sous l'action des neutrons. D'autres éléments lourds et peu stables, le thorium, le protactinium, présentent aussi cette propriété, avec moins d'efficacité.

Mais il est possible de créer un plutonium, élément n'existant pas dans la nature, et se comportant comme l'uranium 235. Il s'obtient en bombardant par des neutrons l'uranium habituel (le 238) : le neutron est absorbé par le noyau pour donner un uranium 239. Ce dernier est radioactif et donne, à la suite de deux émissions successives de rayons bèta, un corps dont la masse est toujours 239, la valeur de Z passant de 92 à 94 (car la masse des rayons bèta est négligeable et leur charge est la charge unité négative). C'est un véritable « transuranien », que l'on fabrique effectivement et que, semble-t-il, on utilise dans la bombe atomique : il se peut que sa réalisation soit moins onéreuse que la séparation complète de l'uranium 235. Elle est peut-être, en revanche, plus dangereuse.

3° Les réactions que nous venons d'indiquer pour l'obtention du plutonium sont produites dans de très grandes « piles » d'uranium métallique ordinaire, une masse de carbone ou d'eau lourde servant de ralentisseur pour les neutrons. Ces piles dégagent des quantités d'énergie qui peuvent être considérables, dépassant celle que fournissent les machines les plus puissantes. Ce ne sont plus des bombes atomiques, mais des générateurs d'énergie, qui seront bientôt utilisées dans l'industrie. Le plutonium de la bombe est alors recueilli comme un sous-produit du fonctionnement de ces « piles ».

L. L.-R.

Le Gérant : E. Aubin.

Imprimerie E. Aubin et Fils. — Ligugé (Vienne). — 11-45.

D. L., 4e trimestre 1945. — Imprimeur, n° 21.